

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE TEST DE RORSCHACH
KEYSTONE XL COMME CONTROVERSE POLITIQUE TÊTUE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
HUGO SÉGUIN

SEPTEMBRE 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

Nous déclarons d'entrée de jeu un biais personnel et professionnel à l'endroit de la thématique de recherche choisie. L'auteur œuvre depuis de nombreuses années dans les milieux environnementaux québécois, canadiens et internationaux, notamment sur les questions de changements climatiques. Il a travaillé directement en opposition à l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta et au déploiement de nouvelles infrastructures de transport permettant une augmentation de la production de ce type particulier de pétrole.

Tout en considérant comme illusoire un détachement complet entre le chercheur et son objet d'investigation, l'auteur souhaite mener la présente analyse de manière rigoureuse, utilisant une méthode d'analyse discursive lui permettant de présenter des résultats qui pourront inspirer des recherches ultérieures.

Nous avons reproduit, à l'Appendice C, une reconstruction des débats ayant fait rage au cours des rencontres publiques du Département d'État sur le projet Keystone XL. Cet exercice nous aura permis de mieux comprendre, de manière qualitative, comment se structurent les arguments utilisés de part et d'autre. Nous avons décidé de ne pas verser directement cet élément d'analyse au présent texte, mais de l'inclure en annexe. Nous espérons que le lecteur y trouvera plaisir.

Je souhaite remercier ici tout particulièrement ma directrice, Maya Jegen, pour son appui, sa très grande disponibilité et pour ses commentaires structurants et toujours judicieux. Ma reconnaissance va également à mon conjoint, Leonardo Lima e Sá, pour sa patience et son appui.

TABLES DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	iii
LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
RÉSUMÉ.....	xi
QUAND KEYSTONE XL RÉVÈLE DES VISIONS IRRÉDUCTIBLES DE LA GOUVERNANCE ÉNERGÉTIQUE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.....	1
CHAPITRE I	
KEYSTONE XL.....	7
1.1 Processus d'approbation.....	8
1.2 Éléments pertinents du contexte du cas Keystone XL.....	10
1.2.1 Contexte énergétique des États-Unis — 2011.....	10
1.2.2 Une production canadienne à la recherche de débouchés.....	12
1.2.3 Contexte économique des États-Unis — 2011.....	13
1.2.4 Dynamique politique américaine et Keystone XL – 2011.....	15
1.3 Les suites du projet Keystone XL.....	18
CHAPITRE II	
REVUE DE LITTÉRATURE.....	21
2.1 Les controverses politiques têtues comme conflits de sens.....	21
2.1.1 De la notion de cadres de référence.....	23
2.1.2 Cadres de référence et sécurité énergétique.....	26
2.1.3 De l'analyse des discours environnementaux.....	28
2.2 Keystone XL : un cas orphelin dans la littérature académique?.....	30
CHAPITRE III	
APPAREIL CONCEPTUEL, CORPUS DISCURSIF, QUESTIONS DE RECHERCHE ET HYPOTHÈSES.....	33
3.1 Concepts de base de l'analyse du cas Keystone XL.....	34
3.2 Vers un élargissement de la notion d'acteurs.....	37
3.3 Choix des rencontres publiques.....	37
3.4 Questions de recherche et hypothèses.....	41

CHAPITRE IV	
MÉTHODOLOGIE.....	43
4.1 Cadre de l'analyse discursive de John Dryzek.....	43
4.2 Contours de cadres de référence de Constantin (2006).....	45
4.3 Codage des interventions.....	50
4.3.1 Liste de catégories et des étiquettes.....	51
4.4 Identification <i>a priori</i> des cadres de référence.....	60
4.5 Élargir le champ d'investigation.....	60
4.6 Sur la question de la domination d'un cadre de référence.....	61
CHAPITRE V	
PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES DONNÉES.....	63
5.1 Consultation « populaire » ou arène pour groupes de pression et d'intérêts?.....	66
5.2 Présentation des données, selon huit catégories identifiées.....	67
5.3 Exercice dialectique ou dialogue de sourds?.....	71
CHAPITRE VI	
CADRES DE RÉFÉRENCE EN PRÉSENCE.....	75
6.1 Cinq cadres de référence en présence dans les rencontres publiques sur Keystone XL.....	76
6.1.1 Le cadre libéral : Keystone XL comme solution d'affaires.....	77
6.1.2 Le cadre géopolitique : Keystone XL, une infrastructure stratégique.....	79
6.1.3 S'opposer à Keystone XL – le cadre environnemental.....	81
6.1.4 « <i>Jobs, Now!</i> » : Keystone XL comme donneur d'ouvrage.....	83
6.1.5 Le cadre localiste : Keystone XL comme projet perturbateur.....	87
6.2 Keystone XL et conception hybride.....	89
6.3 Autres résultats.....	91
CHAPITRE VII	
LE TEST DE RORSCHACH.....	93
7.1 Retour sur les hypothèses de départ.....	93
7.2 Keystone XL, une controverse politique têtue?.....	97
APPENDICE A CODAGE DES DÉCLARATIONS – RÉSULTATS GÉNÉRAUX.....	101
APPENDICE B CODAGE DES DÉCLARATIONS - CADRES DE RÉFÉRENCE.....	107
APPENDICE C RECONSTITUTION DES DÉBATS.....	133
LISTE DES RÉFÉRENCES.....	157

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Tracé de l'oléoduc Keystone XL.....	9
3.1 Appareil conceptuel proposé.....	36
5.1 Proportion des intervenants, selon le sexe.....	64
5.2 Prise de position à l'endroit du projet Keystone XL.....	64
5.3 Affiliation socioprofessionnelle des intervenants.....	66
5.4 Entités de base reconnues (ensemble des intervenants).....	69
5.5 Métaphores / éléments rhétoriques (ensemble des intervenants).....	70
5.6 Nature du projet Keystone XL (ensemble des intervenants).....	71
5.7 Keystone XL : cadres de référence en présence (intervenants favorables).....	73
5.8 Keystone XL : cadres de référence en présence (intervenants défavorables).....	74
6.1 Entités reconnues, cadre libéral.....	77
6.2 Métaphores et éléments rhétoriques – cadre libéral.....	77
6.3 Entités reconnues, cadre géopolitique.....	79
6.4 Métaphores et éléments rhétoriques, cadre géopolitique.....	79
6.5 Entités reconnues, cadre environnemental.....	82
6.6 Métaphores et éléments rhétoriques , cadre environnemental.....	82
6.7 Entités reconnues, cadre <i>Jobs, Now!</i>	84
6.8 Métaphores et éléments rhétoriques, cadre <i>Jobs, Now!</i>	84
6.9 Entités reconnues, cadre localiste.....	88
6.10 Métaphores et éléments rhétoriques, cadre localiste.....	88
6.11 Entités reconnues, Patriotisme d'affaire.....	90
6.12 Métaphores et éléments rhétoriques, Patriotisme d'affaire.....	90

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Dates et lieux des rencontres publiques.....	40
3.2 Questions de recherche et hypothèses.....	41
4.1 Quatre questions servant à l'analyse des discours (Dryzek, 2005).....	44
4.2 Éléments fondamentaux du cadre libéral.....	46
4.3 Éléments fondamentaux du cadre géopolitique.....	47
4.4 Éléments fondamentaux du cadre environnemental.....	49
4.5 Sexe, appartenance socioprofessionnelle et position : catégories et étiquettes	52
4.6 Entités de base reconnues : étiquettes.....	53
4.7 Relations naturelles entre les entités : étiquettes.....	54
4.8 Motivations des acteurs : étiquettes.....	55
4.9 Métaphores et autres formes rhétoriques.....	56
4.10 Représentation de Keystone XL : étiquettes.....	57
4.11 Représentation du pétrole : étiquettes.....	58
4.12 Confiance et méfiance : étiquettes.....	59
4.13 Contre-arguments : étiquettes.....	59
5.1 Répartition des intervenants, par ville, selon leur position.....	64
5.2 Répartition des intervenants, par ville, selon leur sexe.....	65
5.3 Répartition des intervenants, par ville, selon leur affiliation socioprofessionnelle.....	65
6.1 Répartition des interventions.....	76
7.1 Questions de recherche, hypothèses et résultats.....	96

RÉSUMÉ

Le projet d'oléoduc Keystone XL, potentiellement une des infrastructures énergétiques les plus importantes du continent, n'a encore fait l'objet que de peu d'attention académique. Il se situe pourtant au cœur d'un important conflit entre différentes façons de concevoir la gouvernance de l'économie, de l'énergie et de l'environnement dans une Amérique qui peine à sortir de récession. Ce texte étudie ce conflit en tant que *controverse politique têtue*. Dans ce type de controverse, des acteurs aux visions du monde très différentes cherchent à contrôler le processus de prise de décision en imposant leurs points de vue et leurs solutions privilégiées.

À partir d'une approche constructiviste et post-structuraliste inspirée par les travaux de Martin Rein, Donald Schön et Marteen Hajer, nous avons examiné les visions qui s'affrontent dans l'espace public comme autant de perspectives ontologiques et prescriptives distinctes. Nous avons émis l'hypothèse selon laquelle les débats entourant Keystone XL s'articulent autour de trois *cadres de référence* en matière de sécurité énergétique, soit les cadres libéral, géopolitique et environnemental, et qu'aucun de ces cadres n'était parvenu à dominer ces débats.

Nous avons analysé les interventions des 1032 individus ayant participé aux rencontres publiques menées par le Département d'État américain à l'automne 2011 sur le projet Keystone XL. Nous avons codé chacune de leurs interventions, à partir d'une approche d'analyse discursive développée par John Dryzek et que nous avons complétée. Les résultats de l'analyse nous ont amené à rejeter notre hypothèse. La majorité des intervenants (85 %) ne conçoit pas Keystone XL à travers le prisme de la sécurité énergétique, mais plutôt comme un grand projet créateur d'emplois ou encore une menace à la qualité de l'environnement local. Par ailleurs, les considérations liées à la création d'emplois auront nettement dominé les débats.

Mots-clés : Keystone XL - États-Unis – Canada - pétrole bitumineux - cadres de référence – discours

QUAND KEYSTONE XL RÉVÈLE DES VISIONS IRRÉDUCTIBLES DE LA GOUVERNANCE ÉNERGÉTIQUE AUX ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

The pipeline is a sort of Rorschach test of how Americans view energy issues: Are we energy rich or energy poor? How do energy policies affect job creation, tax revenue and U.S. manufacturing competitiveness? How pressing are climate-change concerns, and how do we balance them with economic priorities?

- Washington Post, 30 juin 2011

Port Arthur, Texas, 26 septembre 2011. Des centaines de personnes s'entassent dans la salle communautaire du Bob Bowers Civic Center. Délégués syndicaux, élus locaux, militants sociaux et environnementaux, représentants de l'industrie et citoyens sans affiliation se sont vus remettre un petit carton numéroté leur permettant de prendre la parole pendant trois minutes, bien comptées, dans le cadre de rencontres publiques du Département d'État sur le projet d'oléoduc Keystone XL, de la compagnie TransCanada PipeLines.

La salle s'est divisée en clans. D'un côté, des douzaines de travailleurs arborent des *t-shirts* aux couleurs de leurs syndicats d'attache : *Teamsters*, *Pipefitters*, *Laborers*, *Plumbers*. Un peu en retrait, comme des membres d'une même famille élargie qui ne se fréquenteraient sans doute jamais en d'autres circonstances, des gens d'affaires, porte-parole de *think tanks* libertariens et gestionnaires de raffineries. Dans un autre coin de la salle, travailleurs sociaux et organisatrices communautaires, accompagnés de plusieurs résidentes de cette région fortement industrialisée du Texas, côtoient des représentants de groupes environnementaux.

Chacun est invité à se prononcer sur ce projet d'oléoduc, potentiellement un des plus importants jamais réalisés sur le continent nord-américain. Keystone XL pourrait transporter jusqu'à 830,000 barils de pétrole par jour (Mb/j) issus des sables bitumineux de l'Alberta vers les centres de raffinage du sud des États-Unis. Selon ses promoteurs, ce projet devrait générer des dizaines de milliers d'emplois cruciaux dans une économie qui peine à sortir de récession. Pour ses détracteurs, le projet menace la santé, la qualité de l'eau et de l'air, en plus de représenter une énergie polluante du passé alors que menacent les changements climatiques. Les positions sont bien campées, le dialogue semble, à première vue, impossible.

Il se tiendra, entre le 26 septembre et le 7 octobre 2011, huit de ces rencontres publiques tout au long du parcours projeté, en plus d'une séance finale dans la capitale fédérale. Chacun y présentera un plaidoyer visant à convaincre le gouvernement fédéral américain d'octroyer – ou non – les autorisations requises.

Mais au-delà de l'objet immédiat de l'oléoduc Keystone XL, les débats révéleraient la lutte amère que se livreraient différents acteurs quant au rôle et à la gouvernance de l'énergie dans une société développée comme les États-Unis d'Amérique : « [j]e n'aurais jamais crû que cela deviendrait un paratonnerre (*lightning rod*) pour le débat entre les énergies fossiles et les carburants alternatifs », déclarera ainsi, médusé, le PDG de TransCanada¹, Russ Guling, surpris de la virulence de l'opposition à l'endroit du projet dont il est le principal promoteur.

Si les points de vue des protagonistes apparaissent irréconciliables, c'est que leur affrontement s'inscrirait au cœur d'une « controverse politique têtue » (*stubborn policy controversy*), un conflit à première vue insoluble et farouchement imperméable à une résolution reposant sur l'exercice de la raison (Rein et Schön, 1993 : 145). Dans ce type de controverses - où l'on retrouve aussi des enjeux éthiques tels l'avortement ou la peine de mort -, des acteurs aux visions du monde très différentes cherchent à contrôler le

¹ Daly, Matthew et Henry C. Jackson. 2011. «Russ Girling, TransCanada CEO, Surprised At Furor Over Keystone XL Pipeline». Huffington Post. [En ligne]. 7 octobre. <http://www.huffingtonpost.com/2011/10/07/russ-girling-transcanada-ceo-keystone-xl-pipeline_n_1000116.html>. Consulté le 20 avril 2013.

processus de prise de décision en imposant leur point de vue et leurs solutions privilégiées (Hajer, 1997 : 59). Leur conflit reposerait sur le choc de subjectivités imperméables à l'invocation d'arguments « rationnels ». Quand les faits ne soutiennent pas les valeurs des protagonistes, indique Lakoff (2004 : 17), « ils rebondissent » (*they bounce back*).

Toujours largement réglementée dans les sociétés capitalistes développées, quoique globalisée au sein de réseaux économiques et financiers fonctionnant en grande partie dans le cadre du libre marché, l'énergie est aujourd'hui une composante omniprésente de nos sociétés, qui ne sauraient exister sans des systèmes complexes de production, de distribution, de transformation et de consommation.

De façon directe ou indirecte, la gouvernance de ces systèmes interpelle simultanément tous les paliers politiques, effaçant de fait les distinctions entre sphères locales, nationales ou internationales. Ce caractère intermestique, multiniveau et multisectoriel des questions énergétiques en fait des enjeux d'une extraordinaire complexité, incertains et risqués en matière de gouvernance publique. Bien au-delà de solutions techniques à des problèmes ponctuels, ces enjeux font les frais de grandes joutes de souque à la corde, en particulier entre conceptions antagonistes quant au rôle des pouvoirs publics et des acteurs privés.

Les conflits à répétition dans le domaine de l'énergie, aux États-Unis comme ailleurs², militent en faveur d'une meilleure compréhension de ce phénomène. Il s'avère paradoxal, dans ce contexte, de constater le peu d'attention consacrée aux conflits politiques entourant le projet Keystone XL. Nous ne recensons ainsi aucun texte académique portant sur ce cas dans les principales bases de données en sciences sociales. La présente analyse cherche, en partie, à combler cette lacune ainsi qu'à révéler les arguments et les systèmes de valeurs qui s'affrontent dans un des grands débats énergétiques contemporains en Amérique du Nord.

² Mentionnons à cet égard, au Québec, les conflits entourant l'exploration et l'exploitation éventuelles du pétrole et du gaz de shale, ou encore les projets de renversement ou de reconversion d'oléoducs afin d'acheminer du pétrole de l'Ouest canadien vers le Québec et les provinces maritimes.

Nous nous intéressons ici aux débats entourant le projet Keystone XL aux États-Unis en tant que *controverse politique têtue*, que nous traiterons comme une étude de cas. Nous analyserons les visions concurrentes – ou cadres de référence - qui s'affrontent dans une partie de l'espace public, soit les rencontres publiques menées par le Département d'État américain à l'automne 2011, comme autant de perspectives ontologiques et prescriptives distinctes. Nous nous demanderons quels cadres de référence s'affrontent dans cette partie de l'espace public, sur quelles conceptions du monde s'appuient-ils, comment définissent-ils le projet Keystone XL et quels types de décisions politiques cherchent-ils à imposer? Nous nous demanderons de même quel cadre de référence semble dominer les débats.

Le champ d'investigation sera limité aux débats tenus lors des rencontres publiques menées par le Département d'État américain à l'automne 2011. Nous y analyserons un corpus composé des centaines de déclarations d'intervenants s'y étant exprimés. Nous y entendrons une surprenante chorale polyphonique et dissonante, composée de protagonistes regroupés de manière étrange aux quatre coins de l'orchestre. À croire qu'un génie farceur se serait amusé à subtiliser les partitions et à mélanger les choristes.

L'approche théorique et le cadre conceptuel retenus seront tirés des travaux d'auteurs constructivistes et post-structuralistes tels Martin Rein et Donald Schön (1993, 1994) ainsi que Marteen Hajer (1993, 1995ab, 2005, 2006). Notre cadre méthodologique sera largement inspiré des travaux de John Dryzek (2005). Notre corpus discursif sera analysé à travers une approche qualitative encadrée par un exercice de codage influencé par John W. Creswell (2012).

Nous verrons que loin de s'ancrer à des cadres de référence clairement identifiés à l'appréhension des enjeux énergétiques, une majorité d'intervenants aux rencontres publiques ne conçoit pas Keystone XL à travers le prisme de la sécurité énergétique, mais plutôt comme un grand projet créateur d'emplois ou encore une menace à la qualité de l'environnement local.

Les chapitres suivants présentent le cas Keystone XL (Chapitre 1) ; une revue de la littérature pertinente (Chapitre 2) ; l'appareil conceptuel (Chapitre 3) et la méthodologie utilisée (Chapitre 4) ; la présentation générale des données (Chapitre 5) ; les visions du monde en présence dans les débats (Chapitre 6) ; et une discussion des résultats de l'analyse (Chapitre 7). Nous reproduisons en annexe les résultats chiffrés de l'analyse des interventions (Appendices A et B) de même que les résultats d'un exercice de recomposition des débats que nous avons décidé de ne pas inclure au corps du texte (Appendice C).

CHAPITRE I

KEystone XL

Le 18 septembre 2008, la compagnie TransCanada limitée, de Calgary, dépose auprès des autorités américaines une demande de permis en vue de la construction et de l'exploitation d'un oléoduc – baptisé Keystone XL – devant acheminer du pétrole canadien vers les États-Unis¹. Cet oléoduc de plus de 2700 km relierait le centre pétrolier d'Hardisty, en Alberta, à la plus importante zone de raffinage d'Amérique du Nord près de Port Arthur, au Texas. TransCanada en estime alors les coûts de construction à quelque 7 milliards de dollars. Une fois le projet complété, la capacité totale du système Keystone XL s'élèverait à quelque 900,000 b/j², soit un peu plus de 4,5 % de la consommation des États-Unis.

Dans sa requête, la compagnie plaide que la croissance de la production pétrolière du Bassin sédimentaire de l'Ouest du Canada (BSOC), sous la forme de pétrole bitumineux, pourrait avantageusement répondre à la croissance de la demande interne des États-Unis et diminuer du même coup la dépendance du pays à l'égard du pétrole étranger. TransCanada note également la poursuite du déclin de la production pétrolière américaine ainsi que la diminution des approvisionnements pétroliers en provenance du Mexique et du Venezuela vers les centres de raffinages du sud des États-Unis. Elle indique détenir des engagements fermes de la part d'utilisateurs potentiels (producteurs, intermédiaires et raffineurs) lui démontrant la viabilité économique du projet³ (TransCanada, 2008 : 6-8).

¹ Plus précisément, TransCanada dépose la demande au nom de l'entreprise TransCanada Keystone Pipeline L.P., société détenue à part égale par TransCanada et l'américaine ConocoPhillips.

² Il semble que les données divergent selon que l'on parle du « système Keystone XL » (900 000 b/j) ou de l'oléoduc Keystone XL lui-même (830 000 b/j).

³ Plusieurs de ces éléments ont évolué depuis le dépôt de cette première demande de permis. Par exemple, à la suite de la récession économique de 2008-2009 et de l'adoption d'une réglementation nord-américaine imposant aux constructeurs d'automobiles d'offrir des véhicules plus efficaces, la demande interne des États-Unis devrait stagner ou n'augmenter que

L'oléoduc traverserait le Montana, le Dakota du Sud, le Nebraska, le Kansas, l'Oklahoma et le Texas, au beau milieu de zones fortement agricoles, de deux des plus importantes nappes phréatiques du pays⁴ et de secteurs industrialisés⁵. Selon TransCanada, le projet servira l'intérêt national des États-Unis en répondant à la demande croissante des raffineurs et des marchés américains par un approvisionnement sécuritaire et fiable de pétrole canadien (TransCanada, 2008 : 1).

1.1 Processus d'approbation

La délivrance du permis demandé par TransCanada requiert la production, par le Département d'État américain, d'un avis démontrant que ce projet servira « l'intérêt national des États-Unis »⁶ (Van *et al.*, 2012). Cet avis, appelé *National Interest Determination*, doit entre autres tenir compte des impacts du projet sur la politique étrangère du pays, sur l'économie et sur la sécurité énergétique.

très légèrement au cours des prochaines années. Par ailleurs, la production pétrolière domestique aux États-Unis est aujourd'hui en forte progression, en raison de la mise en production de nouveaux gisements de pétrole non conventionnel au Dakota du Nord et au Texas (EIA 2012).

⁴ L'aquifère Ogallala, soutient 30 % des besoins d'irrigation des États-Unis. Il couvre plus de 580 000 km² et traverse les territoires des États du Wyoming, du Colorado, du Texas, du Nouveau-Mexique, du Dakota du Sud, du Kansas, de l'Oklahoma et du Nebraska. Il est considéré comme un milieu sensible par le Natural Resources Conservation Service du Département de l'Agriculture des États-Unis (NRCS-USDA), qui note que « les pratiques agricoles intensives et les activités industrielles menacent à la fois la qualité et la quantité de cette ressource hydrique » (USDA 2012).

⁵ La région de Port-Arthur/Beaumont, au Texas, centre névralgique du raffinage des États-Unis, est désignée comme une zone sensible au niveau de la qualité de l'air (Texas Commission on Environmental Quality, 2012 (11 septembre). « Beaumont-Port Arthur: Ozone History ». [En ligne]. <<http://www.tceq.texas.gov/airquality/sip/bpa/bpa-ozone-history>>. Consulté le 20 avril 2013.

⁶ Executive Order 13337, "Issuance of Permits With Respect to Certain Energy-Related Facilities and Land Transportation Crossings on the International Boundaries of the United States," 69 Federal Register 25299, May 5, 2004, as amended, and Department of State Delegation of Authority No. 118-2 of January 26, 2006.



Figure 1.1 Tracé de l'oléoduc Keystone XL
Source : U.S. State Department 2011

En vertu de la Loi américaine sur la protection de l'environnement (*National Environmental Policy Act – NEPA*)⁷, le Département d'État doit également procéder à un important exercice d'évaluation des impacts environnementaux du projet. Cet exercice

⁷ NEPA, 42 U.S.C. §4321 et suivantes.

doit prendre la forme d'une Déclaration d'impacts environnementaux (*Environmental Impacts Statement — EIS*).

Le Département d'État rendra publique la version finale de l'*EIS* le 26 août 2011, près de 3 ans après le dépôt de la demande de permis par TransCanada. L'évaluation environnementale conclut que Keystone XL n'entraînera « aucun impact significatif » sur un aspect ou un autre de l'environnement (U.S. State Department, 2011).

La publication de l'*EIS* fut suivie d'une période de révision de 90 jours. Au cours de cette période, le Département d'État devait intégrer un ensemble plus vaste de considérations afin de lui permettre de déterminer l'intérêt national des États-Unis dans le cas Keystone XL. Bien qu'il semble que rien dans la législation fédérale ne l'obligeait à les tenir, les rencontres publiques menées dans les six États éventuellement traversés par l'oléoduc et dans la capitale fédérale américaine constituent un des outils d'aide à la prise de décision mis en place de manière *ad hoc* par le Département d'État. L'objet de ces rencontres était de permettre au public d'exprimer son point de vue sur la question⁸.

1.2 Éléments pertinents du contexte du cas Keystone XL

Les débats entourant la délivrance du permis demandé par les promoteurs de Keystone XL se déroulent, à l'automne 2011, dans un contexte énergétique, économique et politique particulier. Nous présentons ici certains éléments pertinents à la compréhension de notre cas d'étude.

1.2.1 Contexte énergétique des États-Unis — 2011

En 2011, la population américaine compte pour 4 % de la population mondiale, mais consomme 25 % des ressources pétrolières de la planète (Graetz, 2011). Les États-Unis

⁸ Département d'État, remarques préliminaires aux rencontres publiques, Austin. Transcriptions des déclarations, p.22, lignes 19-21.

constituent le plus important importateur de pétrole, avec 8,4 Mb/j, ce qui représente 50 % de la consommation du pays et près de 10 % de la production mondiale. Les trois-quarts des approvisionnements pétroliers proviennent du Canada (2,3 Mb/j), du Mexique (1,2 Mb/j), de l'Arabie Saoudite (1,2 Mb/j), du Venezuela (0,9 Mb/j) et du Nigeria (0,8 Mb/j) (EIA, 2012 b)⁹.

Cette dépendance, notamment à l'endroit des importations du Venezuela et du Moyen-Orient, génère un niveau élevé de préoccupations de la part d'observateurs, d'experts et de décideurs politiques américains (Yergin, 2006 ; Lugar, 2006 ; Klare, 2008). Celles-ci sont d'autant plus vives que reste gravée chez plusieurs l'idée que l'invasion et l'occupation militaires de l'Irak auraient été une guerre pour le contrôle des ressources pétrolières. Mentionnons à cet égard des commentaires de la part de plusieurs personnalités publiques tels Alan Greenspan, ancien président de la Réserve fédérale américaine, et le candidat républicain à la Maison-Blanche en 2008, John McCain. Le premier écrira dans ses mémoires, publiés en 2007, que la guerre d'Irak « aura largement été une guerre pour le pétrole. »¹⁰ Le deuxième affirmera que « sa [propre] politique énergétique mettrait fin à la dépendance envers le pétrole du Moyen-Orient, ce qui nous conduirait à ne plus avoir à y dépêcher nos jeunes hommes et femmes soldats. »¹¹

Les discours annuels sur l'État de l'Union des présidents américains contiennent presque toujours des références obligées, explicites ou implicites, à la « nécessaire réduction de la dépendance des États-Unis à l'endroit du pétrole importé ». George W. Bush aura surpris lors de son discours sur l'État de l'Union 2006, alors qu'il déclarait que les États-Unis « étaient accros (addicted) au pétrole, souvent importés de parties instables du monde » (Bush, 2006). « La seule façon de faire de ce siècle un autre siècle américain est de

⁹ Depuis 2005, la dépendance des États-Unis aux importations de pétrole est en déclin, passant de 60 % à 50 % de la consommation totale. Ce déclin devrait se prolonger au moins jusqu'en 2035 (EIA, 2012a : 96). Celui-ci est attribuable à l'augmentation de la production domestique (soit un renversement remarquable par rapport à la tendance des dernières décennies), à la croissance de la production de biocarburants, de même qu'à une diminution de la demande en raison des cours élevés et à l'introduction de nouvelles normes pour les véhicules (EIA, 2013).

¹⁰ Woodward, Bob. 2007 (17 septembre). « Greenspan: Ouster Of Hussein Crucial For Oil Security ». [En ligne], <<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/09/16/AR2007091601287.html>>. Consulté le 20 avril 2013.

¹¹ Dotcomabc. 2008 (2 mai). « McCain Backs Off War Oil Link ». [En ligne], <<http://www.nbcnews.com/id/24434071/#.UV2Z2BI3caY>>. Consulté le 20 avril 2013. John McCain a par la suite précisé sa pensée en indiquant qu'il faisait référence à la première Guerre du Golfe, en 1991.

confronter une fois pour toutes le prix de notre dépendance au pétrole », ajoutait à son tour Barack Obama dans une de ses adresses à la nation (Obama, 2009). Ces deux présidents faisaient ainsi leurs appels à « l'indépendance énergétique » lancés avec régularité depuis Richard Nixon et Jimmy Carter, au milieu des années 1970 (Yergin, 1993, 2011).

La « feuille de route » en matière de politique énergétique (*Blueprint for a More Secure Energy Future*) de mars 2011 annonce dans cet esprit l'intention de l'Administration Obama d'encourager l'exploration, le développement et la production de pétrole de sources domestiques comme façon de réduire la dépendance à l'endroit du pétrole importé. Elle favorise également le développement d'alternatives aux carburants fossiles afin de lutter contre les changements climatiques et de diminuer la consommation de pétrole (White House, 2011).

1.2.2 Une production canadienne à la recherche de débouchés

Le Canada détient la troisième plus importante réserve mondiale de pétrole, derrière l'Arabie Saoudite et le Venezuela¹² (ONÉ, 2013). Celle-ci est principalement concentrée dans le Bassin sédimentaire de l'Ouest canadien (BSOC), en majeure partie située en Alberta, sous la forme de pétrole bitumineux. Plus difficile et plus coûteux à extraire que le pétrole conventionnel, ce type de pétrole demeura peu exploité en raison des faibles cours de la ressource. Depuis le milieu des années 2000, des prix plus élevés incitent les entreprises pétrolières à exploiter le pétrole bitumineux à grande échelle.

En 2010, la production canadienne de pétrole bitumineux s'élevait à 1,6 Mb/j, soit près de 2 % de la production mondiale¹³, à laquelle s'ajoute une production (déclinante jusqu'en

¹² Office national de l'énergie du Canada. 2013 (15 janvier). «Avenir énergétique du Canada – Offre et demande énergétique à l'horizon 2035 – Points saillants de l'analyse touchant le pétrole brut et le bitume». [En ligne], <<http://www.neb-one.gc.ca/clf-nsi/mrgynfntn/nrgyrprt/nrgyfr/2011/fctsh1134crdl-fra.hym>>. Consulté le 20 avril 2013. L'ONÉ cite ici le Oil and Gas Journal.

¹³ Energy Information Agency, U.S. Department of Energy. [s.d.]. «International Energy Statistics». [En ligne], <<http://www.eia.gov/cfapps/ipdbproject/iedindex3.cfm?tid=5&pid=53&aid=1>>. Consulté le 20 avril 2013.

2007, mais stable par la suite) de pétrole conventionnel (1,0 Mb/j), offshore (0,3 Mb/j) et de pentanes / condensats (0,1 Mb/j)¹⁴.

L'Association canadienne des producteurs de pétrole (CAPP) prévoit une hausse importante de la production pétrolière (principalement de pétrole bitumineux en provenance du BSOC) au cours des prochaines années. Par conséquent, indique l'Association, « l'industrie cherche à développer stratégiquement l'accès aux marchés [de raffinage et de consommation], notamment vers la côte américaine du Golfe du Mexique et vers la Côte Ouest [Pacifique] » (CAPP, 2011 : ii). CAPP indique également que l'accès aux raffineries du Golfe du Mexique, « le plus grand marché de raffinage au monde », représente une occasion pour les producteurs canadiens alors que ces raffineries cherchent à compenser le déclin des approvisionnements en provenance du Mexique et du Venezuela, et qu'une bonne partie d'entre-elles traitent déjà du pétrole lourd du même type que le pétrole canadien qui serait acheminé.

De plus, la configuration du système d'oléoducs entraîne un goulot d'étranglement au terminal de Cushing (Oklahoma) pour le pétrole du BSOC. Des quantités importantes de pétrole canadien se trouvent ainsi coincées et sans accès aux marchés de raffinage (CAPP, 2011 : ii-iii). Le projet Keystone XL viendrait en grande partie résorber ce problème.

1.2.3 Contexte économique des États-Unis — 2011

À l'automne 2011, les États-Unis se relèvent péniblement de la crise économique et financière de 2008-2009. Le taux de chômage (9 % en septembre 2011) reste obstinément élevé¹⁵. La croissance économique demeure faible, à 1,8 % entre 2010 et 2011¹⁶. Le moral

¹⁴ Canadian Association of Petroleum Producers. 2011 (2 juin). «2011 Canadian Crude Oil Forecast and Market Outlook». [En ligne], <<http://www.capp.ca/aboutUs/mediaCentre/NewsReleases/Pages/2011-Oil-Forecast.aspx>>. Consulté le 20 avril 2013.

¹⁵ United States Department of Labour. Bureau of Labour Statistics. 2013. «Labour Force Statistics for the Current Population Survey. Unemployment Rate — Civilian Population». [En ligne], <<http://data.bls.gov/cgi-bin/surveymost?ln>>. Consulté le 21 avril 2013.

¹⁶ [En dollar courant 2005] United States Department of Commerce. Bureau of Economic Analysis. 2013. National Economic Accounts. Gross Domestic Product. Percentage Change from Preceding Period. [En ligne], <<http://www.bea.gov/national/index.htm#gdp>>. Consulté le 21 avril 2013.

des principaux acteurs économiques est au plus bas. « Il y a trois ans, nous avons souffert de la pire crise financière et de la plus profonde récession depuis la Grande Dépression », déclare le président de la Chambre de commerce des États-Unis. « Et maintenant, nous sommes pris dans la plus lente et la plus faible reprise économique depuis la Grande Dépression »¹⁷.

On retrouve le même discours du côté des grands syndicats ouvriers. « [P]resque un Américain sur six vit dans la pauvreté (...) [tout comme] un enfant américain sur cinq, un échec sans précédent pour un pays riche comme le nôtre », se désole le président de l'AFL-CIO¹⁸. D'ailleurs le taux de chômage dans le seul secteur de la construction, où l'on retrouve plusieurs corps de métiers directement liés aux grands travaux d'infrastructures (*Laborers*, *Plumbers* et autres *Pipefitters*), atteint 16,4 % en 2011¹⁹.

Curieusement, les États éventuellement traversés par l'oléoduc Keystone XL connaissent des taux de chômage substantiellement inférieurs à la moyenne nationale (Texas, 7,9 % ; Oklahoma, 6,2 %). Plusieurs, traditionnellement ruraux et pauvres comme le Montana (6,8 %), le Kansas (6,7 %) jouissent de taux étonnamment bas et même proches du plein emploi comme au Dakota du Sud (4,7 %) et au Nebraska (4,4 %)²⁰.

Keystone XL représente ainsi, pour plusieurs, un grand projet d'investissement donneur d'ouvrage à court terme, dans un contexte économique plus que précaire. Les emplois potentiels qui lui sont associés²¹ semblent par ailleurs vouloir bénéficier à une majorité de travailleurs de l'extérieur des États situés sur le parcours de l'oléoduc.

¹⁷ U.S. Chamber of Commerce. 2011 (June). «Creating Growth and Jobs: Where Do We Go From Here? - Remarks by Thomas J. Donohue President and CEO». [En ligne], <<http://www.uschamber.com/press/speeches/2011/creating-growth-and-jobs-where-do-we-go-here>>. Consulté le 21 avril 2013.

¹⁸ AFL-CIO. 2011 (September). «Statement by AFL-CIO President Richard Trumka on New Census Bureau Poverty, Income Statistics». [En ligne], <<http://www.aflcio.org/Press-Room/Press-Releases/Statement-by-AFL-CIO-President-Richard-Trumka-on-NIQ>>. Consulté le 21 avril 2013.

¹⁹ United States Department of Labour. Bureau of Labour Statistics. 2013. «Labour Force Statistics for the Current Population Survey. Unemployment Rate - Construction Industry, Private Wage and Salary Workers». [En ligne], <http://data.bls.gov/timeseries/LNU04032231?data_tool=XGtable>. Consulté le 21 avril 2013.

²⁰ United States Department of Labour. Bureau of Labour Statistics. 2012 (29 février). «News Release. Regional and State Unemployment - 2011 Annual Averages». [En ligne], <http://www.bls.gov/news.release/archives/srgune_02292012.pdf>. Consulté le 21 avril 2013.

²¹ Les données d'emplois divergent de façon importante selon les sources : TransCanada indique 20,000 emplois, et cite également une étude « indépendante » concluant à la création de plus de 118,00 emplois/année (TransCanada, 2010). Le Département d'État, dans son évaluation environnementale du projet (EIS) conclut à 6 000 à 8 000 le nombre d'emplois

Le contexte économique difficile et le haut taux de chômage national stimulent le rapprochement de plusieurs acteurs autour de grands projets d'infrastructure comme Keystone XL. Le 14 septembre 2010 est signée une entente de main d'œuvre entre TransCanada et plusieurs grands syndicats ouvriers. Par cette entente, TransCanada s'engage à faire affaire avec des entrepreneurs employant de la main-d'œuvre syndiquée sur la majeure partie du parcours projeté. Cette entente est ratifiée par les *Laborers International Union of North America* (500 000 membres), les *International Brotherhood of Teamsters* (1,4 millions de membres), les *United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada*, de l'*AFL-CIO* (300 000 membres) et les *International Union of Operating Engineers* (400 000 membres) (TransCanada, 2010). Ces grands syndicats représentent tous des corps de métiers directement intéressés par la construction d'oléoducs.

En échange de cette « concession » de la part de TransCanada, ces syndiqués feront par la suite une vigoureuse – et souvent passionnée — promotion du projet Keystone XL : « Notre pays a été construit par des hommes et des femmes de la classe moyenne qui ont travaillé dur », plaide le président des *Teamsters*, James P. Hoffa. « Quand ces gens-là prospèrent, les États-Unis prospèrent aussi. Des projets d'investissements comme Keystone XL vont nous aider sur la route de la reprise économique²² ». Tout au long des débats publics sur Keystone XL, TransCanada pourra compter sur ces grands syndicats ouvriers comme alliés indéfectibles.

1.2.4 Dynamique politique américaine et Keystone XL – 2011

À l'automne 2011, l'Administration Obama termine la troisième année de son premier mandat. Ses chances d'être reconduite par l'électorat aux élections présidentielles de

potentiellement créés en trois ans (State Department, 2011c) et une étude de l'Université Cornell (Skinner *et al.*, 2011) conclut à la possibilité d'une perte nette d'emplois. Les opposants au projet Keystone XL se feront un plaisir de relever les grandes disparités entre ces différentes prévisions.

²² Teamsters. 2010. «Federal Action Needed To Protect Pensions» in *The Teamster*, October. [En ligne], <<http://www.teamster.org/sites/teamster.org/files/12511Oct2011Mag.pdf>>. Consulté le 21 avril 2013.

novembre 2012 dépendent de plus en plus de sa capacité de relever l'économie américaine chancelante²³.

L'Administration fait l'objet d'un siège en règle de la part d'une grande partie du parti républicain, des milieux d'affaires et de grands syndicats ouvriers. Ces derniers, historiquement associés au Parti démocrate, souhaitent la délivrance du permis demandé par TransCanada dans les délais les plus brefs. Dans une lettre adressée à la Secrétaire d'État Hillary Clinton, en octobre 2010, les représentants des *Teamsters*, des *Laborers*, des *Operating Engineers* et des *Plumbers et Pipefitters* affirment que « l'approbation de Keystone XL va propulser (*will ignite*) des segments entiers de notre économie toujours faible²⁴ ».

La population américaine apparaît majoritairement en faveur du projet. Un sondage Rasmussen, mené les 21 et 22 novembre 2011 auprès de 1000 électeurs américains par appels téléphoniques automatisés, révèle une majorité en faveur du projet Keystone XL (60 %), un peu moins d'un quart (24 %) qui s'y oppose et 16 % d'indécis²⁵. Keystone XL recueille des appuis également chez les élus démocrates, alors que 22 d'entre eux signent, en octobre 2011, une lettre enjoignant le président de délivrer le permis demandé en raison des gains économiques, énergétiques et sur le plan de la sécurité nationale que procurerait sa construction. « Les États-Unis ne peuvent se permettre de rejeter ce projet de 20 milliards de dollars, financé par le secteur privé, à cette infrastructure créatrice d'emplois qui stimulerait notre économie, notre énergie et notre sécurité nationale », disent-ils²⁶.

Si le président Obama tergiverse sur la question de Keystone XL, c'est que plusieurs de ses alliés politiques, notamment dans les milieux environnementaux, exercent sur son

²³ Par exemple, Eilperin, Juliet. 2011. « Keystone XL Pipeline Becomes a Political Headache for White House ». *Washington Post*, 7 octobre. [En ligne], <http://www.washingtonpost.com/national/health-science/keystone-pipeline-issue-becomes-a-headache-for-the-white-house/2011/10/07/gIQAJJZ8TL_story.html?tid=wp_ipad>. Consulté le 1^{er} octobre 2012.

²⁴ *Teamsters, op.cit.*

²⁵ Rasmussen Reports. 2011 (November 23). « 60% Favor Building Keystone XL Pipeline ». [En ligne], <http://www.rasmussenreports.com/public_content/politics/general_politics/november_2011/60_favor_building_keystone_xl_pipeline>. Consulté le 21 avril 2013.

²⁶ TransCanada. 2011 (October 19). « Media Advisory — Twenty Two House Representative Urge President Obama to Ensure Keystone XL Receives Presidential Permit ». [En ligne], <<http://www.transcanada.com/5888.html>>. Consulté le 21 avril 2013.

administration de fortes pressions pour que soit rejetée la demande de permis de TransCanada²⁷. Les plateformes de militantisme en ligne Avaaz et MoveOn, grandes caisses de résonance des idées progressistes et relais de la campagne présidentielle de Barack Obama en 2008, mobilisent leurs centaines de milliers de sympathisants contre le projet Keystone XL. Cette fois, elles visent directement le président par de vigoureuses pétitions en ligne : « Nous vous invitons avec empressement à démontrer un réel leadership sur la question des changements climatiques en rejetant la demande de permis et en mettant plutôt l'accent sur le développement de formes d'énergie sécuritaires et propres », indique la pétition d'Avaaz de septembre 2011²⁸. « Le président Obama peut empêcher cette pire forme d'exploitation pétrolière de polluer notre futur. (...) Ce projet de TransCanada installerait un égout pétrolier à travers le cœur des États-Unis, du Texas au Dakota du Nord », déclare celle de MoveOn en août²⁹.

Une autre plateforme de mobilisation, 350.ORG, prends la tête d'importantes manifestations devant la Maison-Blanche. Sous le leadership de son fondateur, Bill McKibben, plus de 1000 personnes y furent arrêtées en août 2011 alors qu'elles protestaient contre Keystone XL. Parmi celles-ci, des scientifiques, des personnalités du *show-business* et des activistes environnementaux³⁰.

La pression continue de s'accumuler sur l'Administration qui reçoit, en septembre, une lettre de neuf Prix Nobel de la Paix, dont le Dalaï-Lama et l'archevêque sud-africain Desmond Tutu, l'enjoignant de ne pas délivrer le permis demandé par TransCanada. Le New York Times prend position contre Keystone XL en page éditoriale³¹. Ces personnalités et acteurs politiques joignent ainsi leurs voix aux grands groupes environnementaux américains, dont NRDC, le Sierra Club et Greenpeace USA, opposés

²⁷ Rosenthal, Elisabeth. «For Obama, Peer Pressure from Nobel Laureates», in New York Times, September 19, 2011. [En ligne], <<http://green.blogs.nytimes.com/2011/09/19/for-obama-peer-pressure-from-nobel-laureates/>>. Consulté le 21 avril 2013.

²⁸ Avaaz. 2011 (September 1). « Obama : stop the tar sands! » [En ligne],

<http://www.avaaz.org/en/obama_stop_the_tar_sands/>. Consulté le 21 avril 2013.

²⁹ MoveOn. 2011 (August 31). « Stop the Keystone XL Tar Sands Pipeline ». [En ligne],

<<http://pol.moveon.org/stopkeystonexl/>>. Consulté le 21 avril 2013.

³⁰ 350.org. 2011. « 2011 Campaign Highlights ». [En ligne], <350.org/en/2011-annual-report-campaign-highlights>. Consulté le 21 avril 2013.

³¹ New York Times. « Say No to the Keystone XL ». October 2, 2011. [En ligne].

<http://www.nytimes.com/2011/10/03/opinion/say-no-to-the-keystone-xl.html?_r=0> Consulté le 21 avril 2013.

de longue date au projet Keystone XL. Même le gouverneur républicain du Nebraska et l'Association nationale des agriculteurs (*National Farmers Union*) écrivent au président pour lui demander de rejeter la demande de permis³².

À l'automne 2011, le projet Keystone XL fait ainsi l'objet d'une mobilisation environnementale sans précédent. Une bonne partie du Parti républicain appuie farouchement le projet d'oléoduc, tout comme plusieurs élus démocrates qui font faux-bond à plusieurs de leurs collègues opposés au projet. Les milieux d'affaires et la plupart des grands syndicats ouvriers appuient sans réserve Keystone XL. Devant une polarisation aussi importante, l'Administration Obama choisira de gagner du temps en remettant sa décision finale après les élections présidentielles de 2012.

1.3 Les suites du projet Keystone XL

Interrompant ses travaux menant au *National Interest Determination*, le Département d'État annonçait, le 10 novembre 2011, son intention d'exiger de TransCanada le dépôt d'un nouveau tracé qui contournerait la région des Sand Hills, au Nebraska, et la majeure partie de l'important aquifère Ogallala³³. Il s'agissait là d'une nette victoire pour les opposants de cet État.

En janvier 2012, forcé par l'opposition républicaine qui l'enjoint de statuer sur la demande de TransCanada, le Président refusera officiellement la délivrance du permis demandé selon le tracé original³⁴. Il autorisera néanmoins la construction de la portion sud de l'oléoduc, entre Cushing (Oklahoma) et Port Arthur (Texas), ce qui permet de résorber une partie du goulot d'étranglement existant.³⁵

³² Shope, Elizabeth. 2012 (December 19). « The Keystone XL tar sands pipeline faces a wide ranging sea of opposition ». Blogpost. [En ligne], <http://switchboard.nrdc.org/blogs/eshope/the_keystone_xl_tar_sands_pipe.html>. Consulté le 21 avril 2013.

³³ U.S. Department of State. 2011 (November 10). « Keystone XL Pipeline Project Review Process: Decision to Seek Additional Information ». [En ligne], <<http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2011/11/176964.htm>>. Consulté le 21 avril 2013.

³⁴ The White House, Office of the Press Secretary. 2012 (January 18). « Statement of the President on the Keystone XL Pipeline ». [En ligne], <<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/01/18/statement-president-keystone-xl-pipeline>>. Consulté le 21 avril 2013.

³⁵ The White House, Office of the Press Secretary. 2012 (February 27). « Statement by the Press Secretary ». [En ligne], <<http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2012/02/27/statement-press-secretary>>. Consulté le 21 avril 2013.

Le 4 mai 2012, TransCanada soumettait une nouvelle demande de permis présentant un nouveau tracé dans l'État du Nebraska. Suivant la procédure établie, une nouvelle évaluation environnementale devait être menée par le Département d'État, élément important d'un nouveau processus de Détermination de l'intérêt national des États-Unis. L'analyse environnementale fut rendue publique le 1^{er} mars 2013, et s'avérait à nouveau globalement très favorable au promoteur (State Department, 2013). Le dépôt de cette analyse est suivi d'une nouvelle période de consultations de 45 jours. La décision finale du Département d'État est attendue à la mi-mai 2013.

Nous nous penchons maintenant sur la revue de la littérature pertinente pouvant aider à l'analyse du cas Keystone XL.

CHAPITRE II

REVUE DE LITTÉRATURE

Comment analyser les *controverses politiques têtues* comme Keystone XL? Nous proposons ici une revue des écrits de certains auteurs constructivistes et post-structuralistes, en nous attardant à Schön et Rein (1993, 1994), Hajer (1993, 1995ab, 2005, 2006) et Dryzek (2005). Ces auteurs, utilisant les concepts de *discours* et de *cadres de référence*, présentent ce type de controverses comme la résultante de conflits entre différentes conceptions du monde et façons de résoudre les problèmes qui se présentent dans l'espace public. Nous passerons également en revue les écrits d'auteurs ayant abordé les enjeux énergétiques – et aussi environnementaux – sous cet angle particulier. Nous nous désolons finalement de l'absence d'analyses du cas Keystone XL sur lesquelles nous aurions pu nous appuyer.

2.1 Les controverses politiques têtues comme conflits de sens

Comprendre les controverses politiques comme des chocs entre différentes conceptions des enjeux, c'est d'abord souscrire à l'idée de la réalité comme construction sociale. Si la « réalité » d'une problématique politique peut se décliner à l'infini selon la multiplicité des regards que l'on jette sur elle, celle-ci devient alors éminemment contestable. La politique prendrait la forme de conflits visant le contrôle du sens à donner à des situations particulières, notamment quant à la nature d'un problème, à ses causes et à ses solutions (Hoppe, 1993 : 77). En ce sens, les enjeux politiques ne sauraient se présenter aux acteurs sous la forme de réalités objectives, alors que ce qu'une personne considère comme vrai peut être à son tour perçu par une autre comme l'expression d'une idéologie, ou même

comme un mensonge (Hisschemöller et Hoppe, 1995 : 43). Dans ce contexte, l'analyse des multiples représentations d'un même enjeu devient indispensable à la compréhension des conflits politiques (Hajer et Versteeg, 2005 : 183).

C'est ainsi que, à travers la façon dont les individus et les acteurs réfléchissent et se représentent le monde et les problématiques qui s'offrent à eux, se construiraient ultimement les positions en présence dans l'espace public. Ces positions s'exprimeraient au moyen de *discours*, ou d'actes de langage, dont l'objet est de structurer, encadrer et contraindre les débats et à contrôler la résolution des conflits. Les discours auraient la propriété de façonner ce qui peut – ou ne peut – être pensé et de délimiter les options politiques. Ils auraient également cette capacité de « créer la politique », de construire des significations et des symboles forts capables de faire basculer des équilibres de pouvoirs, de neutraliser des événements ou, au contraire, de les transformer en conflits politiques (Hajer, 2006 : 67).

Cette façon relativement récente d'analyser les conflits politiques et les politiques publiques s'inscrit au sein d'un courant constructiviste et poststructuraliste présentant un certain nombre de caractéristiques particulières. Nous entendons par poststructuraliste cette posture épistémologique selon laquelle « la vérité d'un événement ou d'une situation sera toujours la résultante d'un conflit entre différentes joutes discursives ou discours. » (Gottweis, 2003 : 249)

Ce courant, ce « virage argumentatif », se présente tout d'abord comme un rejet du positivisme épistémologique misant sur la mesure empirique de données factuelles. Il considère plutôt que la multiplicité et la complexité des interactions sociales imposent de concevoir les conflits politiques comme le produit de l'interaction d'êtres humains modelés par leur culture, socialement actifs, centrés sur leurs émotions et recourant à la communication pour donner un sens à leurs expériences et aménager leur vie collective (Fischer et Gottweis, 2012 : 6). De fait, ce courant considère plutôt inévitables les conflits politiques, compris comme des chocs entre visions concurrentes d'un même enjeu. Il apparaît ainsi comme un rejet radical du recours à la rationalité instrumentale en matière

de gouvernance et de détermination des politiques publiques (Thacher et Rein, 2004 : 457 ; Saarikoski, 2006 : 616 ; Schön et Rein, 1994 : 10).

Pour ces auteurs, une telle perspective rationaliste ne permet ni d'expliquer les *controverse politiques têtues* ni de proposer une façon plausible de les résoudre (Thacher et Rein, 2004 : 457 ; 'T Hart et Kleiboer, 1995 : 8-9). De plus, l'idée même d'une démarche analytique neutre et objective propre aux perspectives rationalistes se voit radicalement contestée (Jennings, 1993 : 101). Les auteurs représentatifs de ce courant adoptent généralement une approche normative assumée, cherchant consciemment à améliorer la gouvernance du politique et à dénouer les conflits, en favorisant une démarche pluraliste et délibérative ('T Hart et Kleiboer, 1995 : 11).

2.1.1 De la notion de cadres de référence

Dans cette perspective, Rein et Schön (1993 : 148) distinguent deux types de conflits politiques : les mésententes (*policy disagreements*) et les controverses (*policy controversies*). Les premiers apparaissent comme des conflits temporaires entre acteurs partageant une vision similaire des choses et disposés à régler leurs différends sur la base de règles préétablies. Les deuxièmes se présentent à première vue comme des conflits « têtus » ou même insolubles ou ingouvernables (*intractable*), les acteurs ne s'entendant ni sur la nature de leurs différends, ni sur les façons de les résoudre. Lorsque tel est le cas, c'est que « les perspectives à partir desquelles ils attribuent un sens à une situation problématique, mal délimitée et mal définie, et agissent » (Rein et Schön, 1993 : 146), s'avèrent d'entrée de jeu ontologiquement et normativement incompatibles.

Ce type de *controverse politiques têtues* se prête remarquablement bien à une analyse portant sur la construction de sens par les protagonistes. Plusieurs auteurs ont ainsi proposé d'explorer ces constructions par le biais de concepts complémentaires et apparentés, notamment celui de *discours* et de *cadres de référence* (*frames*). Ces concepts,

selon nous interchangeables, permettent d'appréhender et de circonscrire des façons cohérentes de concevoir une situation politique.

Ainsi, pour Fischer et Gottweis (2012 : 11), les *discours* servent à « circonscrire la gamme de sujets et d'objets à travers lesquels l'on fait l'expérience du monde [...]. [ils] procurent la matière à partir de laquelle sont tirés des arguments utilisés dans l'arène politique ». De la même façon, pour Rein et Schön (1993 : 146), un *cadre de référence* est « une perspective à partir de laquelle il est possible d'attribuer un sens à une situation problématique, mal délimitée et mal définie, et d'agir ». Ce dernier concept tire ses origines de recherches menées dans le domaine de la sociologie et de la psychologie de la connaissance et réfère en particulier aux

structures mentales permettant aux êtres humains de comprendre la réalité – et parfois de créer ce que nous considérons comme la réalité. [Les cadres de références] structurent nos idées et nos concepts, organisent la manière dont nous raisonnons et influencent même nos façons de percevoir et d'agir.¹ (Lakoff, 2006 : 25)

Pour Benford et Snow (2000 : 611), ce concept aura essaimé dans une pluralité de disciplines, au point de jouir aujourd'hui d'une popularité notable dans l'ensemble des sciences sociales. Ces auteurs notent la carrière impressionnante de ce concept dans les domaines de la psychologie cognitive (Tversky et Kahneman, 1981) ; de la linguistique et de l'analyse des discours (Tannen, 1993 ; Lakoff et Johnson, 1981 ; Van Dijk, 1977) ; des communications et de l'étude des médias (Scheufele, 1999) ; de la science politique et de l'étude des politiques publiques (Schön et Rein, 1994) ; de la sociologie (Goffman, 1974) et de l'analyse des mouvements sociaux et de l'action collective (Gamson, 1992 ; Gamson et Modigliani, 1987, 1989 ; Benford et Snow, 2000).

Si ces différents courants peuvent retracer une filiation vers l'idée générale selon laquelle les individus « filtrent » l'information et se font une image mentale *sui generis* de la réalité, il existe tout de même de fortes divergences quant à la portée du concept de cadres

¹ « Frames are the mental structures that allow human beings to understand reality – and sometimes to create what we take to be reality. They structure are ideas and concepts, they shape how we reason, and they even impact how we perceive and how we act. »

de référence. Scheufele et Iyengar (2011) distinguent ainsi deux traditions principales et largement distinctes. La première prend racine dans le domaine de la psychologie, où les travaux de Tversky et Kahneman (1979, 1984) montrent que les choix individuels dépendent de la façon dont un problème est présenté. Plusieurs auteurs présentent ainsi le concept de *cadrage* comme un outil (ou encore une méthode) utilisé par différents acteurs pour obtenir l'adhésion à une politique ou un point de vue et ainsi dominer le processus de prise de décision (Hawkesworth, 2012 : 116).

Une deuxième tradition prend racine dans la sociologie et l'étude des mouvements sociaux. Selon cette tradition, la manière dont nous interprétons une situation dépendrait plutôt, en grande partie, des opinions préalables et des préjugés dont nous sommes porteurs. Plusieurs auteurs suggèrent ainsi que différents acteurs (politiciens, administrateurs publics, citoyens et analystes politiques) évoluent à l'intérieur de systèmes linguistiques et symboliques qui structurent leur perception et leur compréhension d'une situation particulière. Constantin (2006 : 25) résume bien les fonctions d'un cadre de référence dans l'esprit de cette deuxième tradition :

[Un cadre de référence] offre une manière de sélectionner, d'organiser et d'interpréter une réalité complexe et fournit les références nécessaires à la connaissance, à l'analyse, à la persuasion et à l'action. [...] [Son utilisation] permet aux participants au processus de prise de décisions d'identifier les problèmes et les priorités, de spécifier leurs intérêts et leurs objectifs, d'appuyer leurs jugements empiriques et normatifs sur une base théorique. [...] Ils fournissent aussi aux entrepreneurs politiques des instruments de persuasion qui sont au coeur des processus de prise de décisions.

L'objet de l'analyse d'un conflit entre cadres de références serait ainsi de révéler les systèmes de valeurs et de sens à la base même de la construction d'enjeux politiques, de leur contestation et éventuellement de leurs solutions. Plus particulièrement, l'analyse des cadres de référence permettrait une meilleure compréhension de la politique en montrant comment les principaux protagonistes donnent un sens à un univers complexe et réussissent – ou non – à développer des solutions politiques créatives (Hawkesworth, 2012 : 117-119).

La présente analyse des débats portant sur le projet Keystone XL s'inscrit directement dans cette deuxième tradition, qui veut que les acteurs interviennent dans l'espace public en fonction de cadres mentaux en partie préexistants.

Plusieurs auteurs se sont inspirés des concepts de *discours* et de *cadres de référence* pour analyser les controverses politiques en matière de politique énergétique et environnementale. Nous en présentons ici quelques-uns de manière succincte.

2.1.2 Cadres de référence et sécurité énergétique

Étudiant les débats contemporains entourant les questions énergétiques en Chine, Constantin (2006 : 26), corroboré en bonne partie par Kennedy (2010), estime que trois représentations de la sécurité énergétique² s'offrent aux États, sous la forme de *cadres de référence* distincts. Il constate que ces derniers « servent de base à la définition des problèmes et à l'élaboration des solutions politiques ». Il nomme ces cadres *géopolitique*, *libéral* et *environnemental*.

En accord avec Constantin, nous estimons aussi que ces trois cadres de référence cohabitent aujourd'hui dans l'espace public. Tous trois sont issus d'une période historique et d'un contexte particuliers, et leurs relations apparaissent dynamiques et très souvent conflictuelles. Chacun conçoit les questions énergétiques sous un angle différent et considère comme « naturel » un ensemble de solutions et de politiques publiques. Chacun déploie également un arsenal discursif distinct pour asseoir sa vision du monde et ses prescriptions³.

² Parler d'énergie, c'est en grande partie parler de sécurité énergétique (Jegen, 2009 ; Yergin, 2006 ; Brown, 2006 ; et Helm, 2005). Au niveau théorique, le concept de sécurité énergétique cherche à circonscrire et à appréhender les vulnérabilités issues des relations complexes qu'entretiennent différents acteurs à l'endroit de leurs besoins énergétiques. Tant la manipulation théorique de ce concept que son utilisation pratique apparaissent controversées (Ciuta, 2010 : 2 ; Chester : 2010 : 887). Malgré l'absence d'une compréhension commune de ses fondements, plusieurs s'en réclament pourtant en cherchant à justifier des préférences en matière de politiques publiques – à la fois domestiques et internationales.

³ Pour une discussion plus approfondie des contours de ces cadres de référence, voir Séguin, 2013.

Ainsi, pour certains théoriciens et praticiens inspirés par le cadre libéral, la sécurité énergétique reposerait sur le bon fonctionnement d'un marché libre et efficient, non entravé par l'interventionnisme de l'État. Laissé à lui-même, le marché répondra, d'une manière ou d'une autre aux exigences de la demande (Bohi et Toman, 1996 ; Yergin, 2006 ; IEA, 2007 ; Goldthau et Witte, 2010), l'énergie étant, dans ce contexte, considérée comme une simple marchandise (*commodity*).

Pour d'autres, plus influencés par le cadre géopolitique, la sécurité énergétique passerait plutôt par le contrôle effectif des réserves énergétiques et des infrastructures de production, de transformation et de distribution. Pour de nombreux auteurs (dont Muller-Kraenner, 2008 ; Klare, 2008 ; Paskal, 2010 ; Pode, 2010 ; Dalgaard et Glöck, 2009), l'énergie serait au cœur des ressources vitales de l'État, facteur à la fois de puissance ou de grande vulnérabilité – lorsqu'on en manque, ou lorsque les approvisionnements dépendent du bon vouloir d'États producteurs ou transitaires rivaux.

Pour d'autres enfin, dont la vision est inspirée du cadre environnemental, la stabilité du climat – de laquelle dépend une grande partie de l'activité économique, la résilience des écosystèmes même la vie sur Terre – serait menacée par la combustion de carburants fossiles (pétrole, charbon et gaz naturel), principales sources de gaz à effet de serre. La sécurité énergétique apparaît ainsi la résultante de l'avènement d'un nouveau système énergétique mondial sobre en carbone (Séguin et Duchaine, 2009 ; Lee, 2009 ; IEA, 2010 ; Giddens, 2011).

Nous notons de plus que la prévalence et l'influence de ces trois cadres de référence évoluent dans le temps, au gré des modifications du système dans lequel ils s'inscrivent. Nous croyons de plus à une relation dynamique entre les cadres, alors qu'un peut dominer l'espace public pendant un certain temps (ou dans certains contextes de pratiques), pour ensuite céder sa place à un autre, ou encore que plusieurs cadres peuvent y cohabiter de façon plus ou moins harmonieuse. Souvent, en matière de politiques publiques, les arguments s'emmêlent et empruntent à un cadre et à l'autre pour former des façons « hybrides » de concevoir la sécurité énergétique.

Cette observation rejoint celle de Hajer (1993 : 46), qui note qu'en raison de la complexité des enjeux, « les arguments politiques des différents acteurs reposent souvent sur plus d'un discours en même temps ». Hoppe (1993 : 85) décrit également ce phénomène de juxtaposition de cadres de référence dans son étude sur les politiques d'ethnicité aux Pays-Bas. « Alors qu'un système de pensée est suivi par un autre et s'ajoute lui-même aux précédents », écrit-il, « l'espace discursif des doctrines politiques acquiert une structure stratifiée de type « poubelle » (*garbage can-like*) contenant des éléments de tous ces systèmes de pensée ».

Quoi qu'il en soit, et nonobstant le phénomène d'hybridation dont nous venons de discuter, nous retenons ici que les cadres de référence libéral, géopolitique ou environnemental servent d'ancrage idéal distinct en permettant aux acteurs de donner un sens aux problématiques auxquelles ils sont confrontés et d'élaborer des solutions conséquentes en matière de politiques énergétiques.

2.1.3 De l'analyse des discours environnementaux

La littérature académique constructiviste dans le domaine des politiques environnementales s'avère riche et pertinente à notre cas d'étude. Plusieurs auteurs se sont ainsi intéressés aux conflits entourant le sens à donner à des concepts contestés tels le « développement durable » ou « le principe de précaution » (Hajer et Versteeg, 2005 : 176). D'autres ont proposé des analyses de certains enjeux environnementaux précis. Hajer (1995), par exemple, étudiera les conflits entourant la définition des politiques britanniques et néerlandaises sur les pluies acides, les analysant comme autant de tentatives de contrôle de l'espace public par des acteurs aux discours divergents. Saarikoski (2006), s'inspirant largement des travaux de Hajer et de Schön et Rein (1993, 1994), analysera pour sa part les cadres de référence s'affrontant sur la question de la gestion des matières résiduelles en Finlande. Aux États-Unis, Fletcher (2009) étudiera quant à lui l'évolution de la politique climatique américaine à travers les stratégies discursives des acteurs en présence.

D'un grand intérêt pour l'étude du cas Keystone XL que nous nous proposons d'effectuer, Dryzek (1993, 2005) analysera les différents discours environnementaux s'affrontant dans l'espace public. L'auteur débusque, décrit et analyse ces discours comme autant de perspectives distinctes cherchant à imposer une façon de concevoir les questions environnementales et de proposer une série de solutions aux problèmes qu'elles identifient⁴.

Pour l'auteur, qui se réclame explicitement du concept de *discours* défini par Hajer (1993) et qui s'inscrit dans ce courant d'analyse discursive inspiré en partie par les travaux de Rein et Schön, chaque discours « repose sur une série de postulats, de jugements et d'affirmations à la base de l'analyse, des débats, des ententes comme des mésententes » (Dryzek, 2005 : 9). Il cherchera à établir la structure de base de ces différents discours, à présenter leur historique d'apparition, leurs conflits et leur transformation. Il s'inscrit en cela à l'intérieur d'une approche dite d'analyse critique des cadres de références (*frame-critical policy analysis*) développée par Rein et Schön (1993 : 150). Cette approche cherche :

[...] à identifier les présupposés tenus pour acquis qui soutiennent la compréhension naturelle des gens ainsi que leurs actions face à une situation problématique donnée. [Cette approche] cherche à expliquer les cadres de référence en conflit dans une controverse de politique publique de manière [...] à révéler les relations entre prémisses implicites et conclusions normatives.⁵

Nous nous inspirerons directement de cette dernière approche, ainsi que de la méthode élaborée par Dryzek (2005), que nous verrons en détail au chapitre 4, pour identifier les cadres de référence en présence dans le conflit portant sur le projet Keystone XL.

⁴ Dans la même veine, Clapp et Dauvergne (2011) proposeront quant à eux une typologie de perspectives (*worldviews*) à partir desquelles différents acteurs abordent les enjeux environnementaux globaux.

⁵ « [...] identifying the taken-for-granted assumptions that underlie people's apparently natural understandings and actions in a problematic policy situation. It seeks to explicate the conflicting frames inherent in policy controversies [...] and better grasp the relationships between hidden premises and normative conclusions. »

2.2 Keystone XL : un cas orphelin dans la littérature académique?

Si les enjeux énergétiques internationaux apparaissent relativement bien couverts dans la littérature récente (Yergin, 2011 ; Sheffer, 2011 ; Chevalier 2009 ; Goldthau et Witte, 2010), les politiques publiques dans le domaine de l'énergie aux États-Unis ne semblent, quant à elles, n'avoir fait l'objet que de peu d'investigation académique récente. Cette lacune est comblée en partie par Graetz (2011), qui offre un tour d'horizon des politiques énergétiques américaines au cours des 4 dernières décennies.

Nous relevons trois éléments de l'analyse de Graetz que nous jugeons pertinents à l'étude du cas Keystone XL. Premièrement, malgré les engagements pris par les huit derniers présidents américains depuis Richard Nixon, la politique pétrolière aurait « échoué » à réduire la dépendance au pétrole des États-Unis. À l'aube du premier choc pétrolier, dit-il, les États-Unis importaient 35 % de leur consommation de pétrole. Cette proportion est de 50 % aujourd'hui. Deuxièmement, Graetz estime que l'incapacité du système politique américain de conférer au pétrole son coût véritable (sous la forme d'un système de plafonnement et d'échange ou encore d'une taxe carbone) révélerait que les États-Unis « acceptent l'instabilité et même la guerre au Moyen-Orient comme étant inévitables, y compris l'idée de payer un prix en termes de vies humaines et de deniers publics ». Finalement, en raison de la dynamique politique propre à la politique fédérale, les législateurs auraient de tout temps privilégié les subventions directes ou indirectes à la production de carburants plutôt que de chercher à en réduire la consommation. Aujourd'hui, dit-il, cette incapacité de réduire ses besoins en pétrole pousserait les États-Unis à continuellement rechercher de nouvelles sources d'approvisionnement et à conserver l'accès aux sources existantes (Graetz, 2011b).

Quelques contributions académiques récentes complètent en grande partie les observations de Graetz, notamment quant à « l'échec » des efforts de réduction de la dépendance au pétrole importé et à la militarisation de l'accès aux sources d'approvisionnement à travers le monde (Rice et Tyner, 2011) ; au clientélisme de la politique énergétique américaine en matière de biocarburants (Holleman, 2012) ; et à l'inertie relative du système politique à intégrer les questions de changements climatiques à la politique énergétique (Bang, 2010).

Ladd (2012) et Gramling et Freudenburg (2012) suggèrent également qu'une culture de type « *far-west* » et de « *drill, baby, drill* », privilégiant la mise en production de nouvelles sources de pétrole plutôt qu'une diminution de la consommation, serait à l'origine de l'explosion de la plateforme Deepwater Horizon, dans le Golfe du Mexique, en 2010.

Vu l'attention politique et médiatique consacrées au projet Keystone XL au cours des dernières années, tant au Canada qu'aux États-Unis, il s'avère paradoxal de constater une absence de recherches académiques sur le sujet. Les bases de données JSTOR, IPSA et (FRANCIS) ne recensent ainsi aucun article académique sur la question. Les bases ProQuest et Google Scholar ne proposent que des rapports produits par des organisations non gouvernementales (p.e. NRDC, Pembina), certains think tanks (p.e. CATO), des analyses techniques, des billets de blogues, des articles de journaux et des textes d'opinion engagés⁶. Nous ne nous expliquons pas cette apparente absence d'intérêt académique pour le cas Keystone XL jusqu'à maintenant⁷.

En définitive, l'analyse de Keystone XL peut difficilement reposer sur des études antérieures qui porteraient sur le cas lui-même, ni même – à quelques exceptions près – sur une analyse de la politique énergétique américaine. Par contre, nous pouvons compter sur un corpus théorique constructiviste et poststructuraliste riche et bien établi, duquel nous tirons l'appareil conceptuel que nous utiliserons en cours d'analyse et que nous présentons dans les sections suivantes.

⁶ Dernières recherches effectuées le 22 avril 2013.

⁷ Nous n'avons, de plus, répertorié qu'un très petit nombre d'articles académiques dans lesquels Keystone XL n'est traité que de manière indirecte.

CHAPITRE III

APPAREIL CONCEPTUEL, CORPUS DISCURSIF, QUESTIONS DE RECHERCHE ET HYPOTHÈSES

Les approches de plusieurs auteurs constructivistes et post-structuralistes présentent d'importantes similitudes, notamment quant à la conception du politique comme conflits de sens. Plusieurs des concepts utilisés par ces auteurs se recoupent. Nous proposons de recombinaison certaines de ces approches en cherchant à les simplifier et à mieux en définir les concepts centraux. Cette recombinaison formera l'appareil conceptuel que nous utiliserons tout au long de l'analyse du cas Keystone XL comme *controverse politique têtue*¹. Nous identifierons et justifierons le choix du corpus discursif que nous soumettrons à l'analyse et présenterons nos questions de recherche ainsi que nos hypothèses.

Nous nous inspirerons de deux cadres théoriques complémentaires, élaborés par Marteen Hajer ainsi que par Donald A. Schön et son collègue Martin Rein, desquels nous tirerons les concepts apparentés et complémentaires de *discours* — *cadres de référence*, de *coalitions discursives*, de *récits* et de *cadrage*.

¹ Nous n'aborderons pas l'analyse de façon *critique*, au sens où l'entend Kincheloe (2008 : 10), qui caractérise entre autres le constructivisme critique par un regard porté sur la construction des savoirs et leurs processus de validation au profit de certains et au détriment de d'autres. Il insiste également sur l'importance de mettre en lumière des façons marginalisées de concevoir le monde, dans un contexte de normativité assumée. Ainsi, nous ne nous demanderons pas au profit de qui, ni comment se structure l'appréhension collective du cas Keystone XL, ni ne chercherons particulièrement ici à donner une voix à des points de vue plus marginaux.

3.1 Concepts de base de l'analyse du cas Keystone XL

Hajer (1993, 1995ab, 2005, 2006), propose d'analyser les conflits politiques comme le choc de différentes visions du monde. Il nomme ces visions *discours*, soit

un ensemble d'idées, de concepts et de catégorisations qui sont produits, reproduits et transformés dans un contexte donné de pratiques et au moyen duquel des significations sont attribuées aux réalités physiques et sociales.² (Hajer, 1995a : 59-60)

Des acteurs s'identifient à ces discours et en tirent des *récits* (*story lines*), dont l'objet précis est d'influencer les décisions politiques et d'établir une « hégémonie discursive » dans l'espace public. Ce processus mène à la création de *coalitions discursives*, composées d'acteurs partageant un ensemble de *récits* cohérents à l'intérieur d'un contexte particulier de pratiques. Hajer définit ce contexte de pratiques comme un « ensemble de routines bien ancrées ainsi que de règles et de normes mutuellement intelligibles conférant une cohérence à la vie en société » (Hajer, 2006 : 70). La fréquentation d'une Église, par exemple, avec son ensemble de symboles, de rituels et un langage particulier, constitue ainsi une « pratique », au sens où l'entend Hajer, tout comme l'exercice de publier dans des journaux académiques.

La perspective de Schön et Rein (1993, 1994) se rapproche de celle de Hajer en la complexifiant. Pour ces auteurs, la politique est également une affaire conflictuelle, mais procédant d'une démarche dialectique (Schön et Rein, 1994 : 188). Des acteurs se rencontrent dans l'espace public et entament une « conversation » plus ou moins harmonieuse. Les décisions politiques qui en résultent sont en quelque sorte des co-constructions, que les acteurs aient obtenu ou non ce qu'ils voulaient, ou sortent satisfaits ou pas de l'exercice.

Chez Schön et Rein, la logique et la séquence demeurent sensiblement la même que chez Hajer : pour une problématique politique donnée, des acteurs appuyés sur des *cadres de*

² « a specific ensemble of ideas, concepts, and categorizations that is produced, reproduced, and transformed in a particular set of practices and through which meaning is given to physical and social realities »

référence différents tentent d'imposer, dans l'espace public, des *récits* particuliers qui résument la situation problématique et proposent des solutions précises³. Ces récits s'expriment par l'entremise d'allocutions publiques, de documents d'analyse, d'entrevues dans les médias, la publicité, de billets de blogue, ou même de simples conversations.

Les acteurs prenant part à un conflit politique sélectionnent, organisent, interprètent et donnent un sens à une réalité complexe à travers un exercice de *cadrage* (*framing*). Le *cadrage* procurerait les balises permettant de connaître et d'analyser cette réalité, de persuader les autres acteurs du bien-fondé d'une position et de passer à l'action (Rein et Schön, 1993 : 146).

Les auteurs estiment enfin que les éléments de contexte (politique, économique, idéal, etc.) contraignent le déroulement des conflits politiques. Ils structurent à la fois la nature de l'enjeu politique, en plus d'influencer celle du conflit dans lequel les acteurs se trouvent engagés (Rein et Schön, 1993 : 155). Sans prétendre au niveau de complexité auquel voudraient nous astreindre Schön et Rein⁴, nous retenons ici que chaque conflit se déroule dans un *contexte* particulier. Étant donné la portée restreinte de la présente analyse, nous avons choisi de n'illustrer, dans la présentation du cas Keystone XL, au chapitre II, que les éléments de contexte que nous jugerons les plus pertinents à la compréhension du cas Keystone XL.

Les approches proposées par Hajer ainsi que par Schön et Rein nous apparaissent hautement compatibles et complémentaires. En les recombinaison, nous en tirerons l'appareil conceptuel que nous utiliserons tout au long de l'analyse du cas Keystone XL.

³ Ces auteurs distinguent en fait différents niveaux et formes de cadres de références comme autant de poupées russes s'emboîtant les unes dans les autres de manière plus ou moins harmonieuse. De façon latérale, ils identifient deux types de cadres de référence : des *cadres rhétoriques* et des *cadres d'action*. Les premiers contiennent essentiellement la forme que prennent les récits, soit la façon de présenter ce que l'on voit et ce que l'on veut qui soit. Les seconds contiennent le contenu ontologique de la position des acteurs et leurs préférences en matière de choix politiques. Les auteurs distinguent également trois niveaux de cadres d'action : (1) les cadres politiques ; (2) les cadres institutionnels, qui influencent les premiers ; et (3) les cadres métaculturels, qui influencent les deux autres (1994 : 32-34). Le modèle de Schön et Rein apparaît ainsi, dans les faits, beaucoup plus complexe et très laborieux à manier, au point où plusieurs auteurs qui s'en réclament en réduisent l'appareil conceptuel à sa plus simple expression (Rogers-Hayden, Haton et Lorenzoni, 2011 ; Saarikoski, 2006). C'est ce que nous faisons également.

⁴ Les auteurs identifient également quatre niveaux de *contextes* : interne, immédiat (*proximate context*), macroscopique et global.

La figure 3.1 présente ainsi l'appareil conceptuel que nous utiliserons, amalgame simplifié des approches de Hajer et de Schön et Rein. Dans celui-ci, deux *cadres de référence* (Cadre 1 et Cadre 2) s'affrontent autour d'un enjeu politique donné, issu d'un *contexte* particulier⁵. Des acteurs appuyés à l'un ou l'autre de ces *cadres de référence* se constituent en *coalitions discursives*. Ces coalitions tentent de dominer le processus de prise de décision en développant et en véhiculant des *récits* descriptifs et prescriptifs, à travers le processus de *cadrage*.

Si la politique est conflit autour du sens à donner à une situation jugée problématique et des façons d'y faire face, il est concevable d'imaginer qu'une des visions antagonistes, ou l'une des coalitions discursives en présence, puisse en arriver à dominer l'espace public.

Pour Hajer (2006 : 70), un *discours* est considéré comme dominant lorsque (1) il contrôle l'espace discursif, c'est-à-dire que des acteurs influents sont amenés à accepter sa « force rhétorique » et lorsque (2) ce discours se reflète dans les pratiques institutionnelles et dans le processus de prise de décision. Rogers-Hayden *et al.*, (2011 : 135) considèrent par ailleurs qu'un discours devient hégémonique lorsqu'il parvient à imposer son système de règles et de croyances comme étant « naturels » et lorsqu'il neutralise ou désactive des initiatives qui s'y opposent.

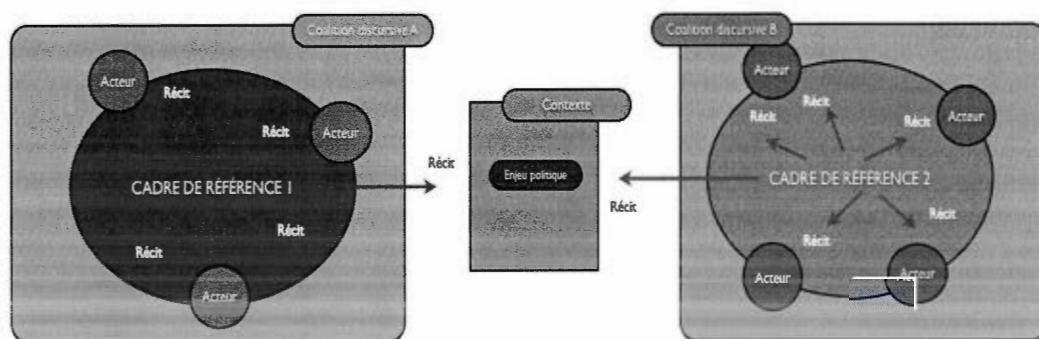


Figure 3.1 Appareil conceptuel proposé

⁵ Nous n'analyserons ici que certains éléments entourant le *contexte* du projet Keystone XL, au sens général qu'en donnent Rein et Schön (1993), et non le *contexte de pratiques*, présenté par Hajer (2006).

3.2 Vers un élargissement de la notion d'acteurs

Aux fins de la présente analyse, nous considérons que les *cadres de référence* sont adoptés et façonnés par des agents « doués de sens » (*sentient beings*), c'est-à-dire des êtres humains capables de réfléchir et de s'exprimer (Schmidt, 2012 : 91). Ces *cadres* influencent à leur tour la façon dont ces agents perçoivent une réalité sociale. Nous croyons que ceux-ci peuvent être regroupés au sein d'organisations ou encore agir de façon autonome, comme entrepreneurs politiques (Mazarr, 2007 : 16 ; Yetiv, 2004 : 157) ou même comme simples électeurs.

Dans un contexte de consultation publique, comme celui des rencontres organisées par le Département d'État sur le projet Keystone XL, tout citoyen prenant la parole publiquement, affilié ou non à une organisation, devient ainsi, pour nous, un acteur de plein droit du processus décisionnel. Les propos de ce citoyen s'appuient sur un *cadre de référence* la plupart du temps identifiable qui structurerait sa pensée et déterminerait son comportement politique.

Cette conception très inclusive de ce qui compose une *coalition discursive* nous éloigne du concept apparenté, mais plus restrictif de *coalition de cause* (*advocacy coalition*) proposé par Sabatier (1998). Pour cet auteur, des *coalitions de cause* se forment autour d'enjeux précis de politique publique et tentent également d'imposer leurs solutions préférées. Elles sont composées d'acteurs engagés (leaders de groupes de pression, fonctionnaires, politiciens, experts) issus d'organisations publiques ou privées, partageant un ensemble de croyances normatives et causales et participant à une activité coordonnée dans le temps (Bergeron, Surel et Valluy, 1998 : 206).

3.3 Choix des rencontres publiques

Nous procéderons à l'analyse des centaines d'interventions livrées au cours des rencontres publiques menées à l'automne 2011 sur le projet Keystone XL. Ces rencontres furent organisées en soutien au processus d'élaboration du *National Interest Determination* par

le Département d'État. La présente analyse ne portera ainsi que sur une portion limitée de l'espace public, à un moment précis de l'évolution du projet d'oléoduc.

À travers l'ensemble des arènes où s'affrontent les différentes façons de *cadrer* le projet Keystone XL⁶, trois facteurs nous ont amené à choisir d'analyser les déclarations livrées au cours de ces rencontres publiques : la question posée aux intervenants et la pertinence de cette étape dans le processus de prise de décision ; la diversité des contextes et des types d'intervenants rencontrés ; ainsi que l'accès aux données primaires.

Le décret exécutif (*Executive Order*) 13337⁷ du 30 avril 2004 délègue au Département d'État le pouvoir de délivrer un permis (*Presidential Permit*) autorisant certains projets d'importation d'énergie sur le territoire des États-Unis. Dans le cadre de son processus d'analyse, le Département d'État se doit de déterminer

si le fait d'autoriser un projet tel Keystone XL s'avère de l'intérêt national des États-Unis, en tenant compte de préoccupations environnementales et sociales, de même que des enjeux de politique étrangère, de sécurité énergétique et de sécurité des installations.⁸

Par conséquent, et en vue de réunir une partie de l'information nécessaire à l'élaboration d'une analyse dite de « *National Interest Determination* », « l'objet de [ces] rencontres est de permettre au public d'exprimer son point de vue sur la question de la détermination du projet Keystone XL comme étant de l'intérêt national des États-Unis. »⁹

En demandant aux intervenants de présenter leur vision du projet Keystone XL de façon large et de tenir compte d'un ensemble de paramètres et de préoccupations, ceux-ci sont invités à révéler ce qu'ils pensent du projet (ce qui relève de l'ontologie) et ce qu'il faut faire de lui (ce qui relève de la prescription). Cet exercice est de nature à révéler les

⁶ Nous aurions pu, en effet, analyser la couverture médiatique, les débats au Congrès américain, les mémoires et les documents d'analyse déposés par différentes organisations, ou encore les échanges sur les médias sociaux, par exemple.

⁷ *Executive Order 13337—Issuance of Permits With Respect to Certain Energy-Related Facilities and Land Transportation Crossings on the International Boundaries of the United States, April 30th, 2004, op.cit.*

⁸ Remarques préliminaires de représentants du département d'État, Austin, 28 septembre 2011, transcription.

⁹ *Ibid.* « The purpose of this gathering of the public is to express their views on whether issuing a permit for the proposed Keystone XL pipeline is in the U.S. national interest. »

cadres de référence dont ils sont porteurs, à travers la façon dont ceux-ci *cadreront* leur vision du projet.

De plus, dans ce dernier droit du processus d'autorisation, de l'information a circulé depuis le dépôt de la demande du promoteur trois ans plus tôt, et des débats ont eu lieu dans d'autres domaines de l'espace public (p.e. politique, médiatique). Dans ce contexte, les intervenants ont eu accès à des sources variées d'information de la part des promoteurs, des opposants, du gouvernement et des médias, par exemple, ce qui leur aura permis de choisir entre différentes positions, de trier l'information disponible et de communiquer par la suite leurs propres points de vue sur la question.

Nous considérons également que la tenue de rencontres publiques dans tous les États potentiellement traversés par l'oléoduc ainsi que dans la capitale fédérale permet de donner la parole à un ensemble très large d'intervenants évoluant dans des contextes sociopolitiques, culturels, géophysiques et économiques variés. L'arrivée d'un oléoduc au beau milieu d'une des plus importantes nappes phréatiques des États-Unis n'a pas la même signification pour les agriculteurs et les *ranchers* qui en dépendent que pour les représentants d'associations industrielles et d'organisations environnementales discutant de changements climatiques et de sécurité des sources d'approvisionnement énergétique au milieu des lambris d'une salle d'audience de Washington D.C. En sollicitant l'avis d'intervenants évoluant dans des contextes différents, l'on multiplie les perspectives à travers lesquelles on peut appréhender le projet Keystone XL.

Finalement, s'il fut impossible d'obtenir accès aux mémoires soumis dans le cadre du processus de *National Interest Determination*¹⁰, les transcriptions intégrales des centaines d'interventions aux rencontres publiques se sont avérées facilement accessibles en ligne, sur le site Internet du Département d'État.¹¹ Nous avons considéré ce matériel brut d'une grande pertinence pour les besoins de la présente analyse, et c'est à partir de celui-ci que

¹⁰ Et ce, malgré des démarches soutenues auprès du Consulat général des États unis à Montréal et des personnes responsables au Département d'État à Washington, D.C.

¹¹ U.S. State Department. 2013. «Keystone XL Pipeline Project. Project Updates». [En ligne], <<http://keystonepipeline-xl.state.gov/archive/c51958.htm>>. Consulté le 31 mars 2013

nous pourrions tenter de débusquer les cadres de référence en présence dans le conflit entourant le projet Keystone XL.

Les rencontres publiques ont été tenues en septembre et octobre 2011 dans neuf villes américaines, dont huit situées dans les six États éventuellement traversés par le projet d'oléoduc. Une dernière séance a été tenue dans la capitale fédérale américaine.

Au cours de ces rencontres, quelque 1032 personnes se sont prévaluées d'un droit de parole individuel de 3 minutes. Les intervenants se voyaient remettre, sur la base de « premier arrivé, premier servi », un petit carton (ou encore un autocollant) portant un numéro indiquant leur ordre de prise de parole. De façon informelle, il semble que les représentants du Département d'État dérogeaient à cette règle en permettant aux politiciens locaux (conseillers municipaux, maires, juges de district, sénateurs et représentants de l'État) de prendre la parole dès le début des séances. La durée de chacune des rencontres oscillait entre 6 heures et 8 heures¹².

Tableau 3.1
Dates et lieux des rencontres publiques

Port Arthur, Texas	26 septembre 2011
Topeka, Kansas	26 septembre 2011
Glendive, Montana	27 septembre 2011
Lincoln, Nebraska	27 septembre 2011
Austin, Texas	28 septembre 2011
Atkinson, Nebraska	29 septembre 2011
Pierre, Dakota du Sud	29 septembre 2011
Midwest City, Oklahoma	30 septembre 2011
Washington, D.C.	7 octobre 2011

¹² Dans le cas de la rencontre la plus courue, celle d'Austin (Texas), la rencontre a débuté à 12 h 15 et s'est terminée à 20 h.

Les représentants du Département d'État ont fait respecter les temps de parole dans la très grande majorité des cas, y compris pour les élus locaux. Les représentants du Département d'État ont clairement indiqué, au début de chacune des séances, que leur rôle était d'écouter les intervenants, et qu'ils ne pouvaient, en aucun cas, répondre à des questions ou à des commentaires.

3.4 Questions de recherche et hypothèses

Nous avons vu que Rein et Schön (1993 : 150) proposent d'analyser les controverses politiques têtues à travers une analyse critique des cadres de référence, une démarche qui cherche à révéler les prémisses implicites et les conclusions normatives structurant la vision des acteurs en présence.

À travers l'analyse de ces interventions, nous chercherons à identifier (1) *cadres de référence* s'affrontent sur la place publique et, de façon complémentaire, (2) quel *cadre de référence* semble dominer ces rencontres publiques.

Tableau 3.2
Questions de recherche et hypothèses

Questions de recherche	Hypothèses
Q1. Quels <i>cadres de référence</i> s'affrontent au cours des rencontres publiques de l'automne 2011 portant sur Keystone XL ?	H1. Les visions en opposition s'articulent autour des <i>cadres de référence</i> en matière de sécurité énergétique identifiés par Constantin (2006) : un cadre libéral, un cadre géopolitique et un cadre environnemental.
Q2. Peut-on considérer qu'il existe un <i>cadre de référence</i> dominant au cours de ces rencontres publiques ?	H2. Aucun <i>cadre de référence</i> ne dominait les rencontres publiques à l'automne 2011.

Nous posons comme première hypothèse que les visions en opposition au cours des rencontres publiques du Département d'État, à l'automne 2011, s'articulent autour des trois *cadres de référence* identifiés par Constantin (2006). Cet auteur estime, nous l'avons vu, que trois *cadres de référence* structurent la vision des acteurs engagés dans des conflits politiques autour des questions énergétiques : un cadre libéral, un cadre géopolitique et un cadre environnemental. Organisés autour du concept contesté de sécurité énergétique, ces cadres proposent tous une façon de concevoir les enjeux énergétiques du point de vue ontologique et normatif, selon le processus de *cadrage*.

Nous posons finalement l'hypothèse selon laquelle aucun cadre de référence ne dominait ces rencontres publiques, ce qui nous permettrait de comprendre pourquoi l'Administration Obama aurait préféré reporter sa décision sur le sujet après les élections présidentielles de 2012.

CHAPITRE IV

MÉTHODOLOGIE

Nous traiterons les débats entourant les rencontres publiques de l'automne 2011 sur le projet Keystone XL comme une étude de cas, au sens où l'entend Creswell (2012 : 97), c'est-à-dire comme une méthode de recherche qualitative par laquelle un chercheur analyse, à travers une rigoureuse (*in-depth*) collecte de données, un système contemporain fermé (*bounded system*), isolé (aux fins de la recherche) dans le temps, l'espace et même la géographie.

Nous analyserons les cadres de référence en présence par le biais du codage des déclarations des 1032 personnes ayant participé aux rencontres publiques. Cet exercice de codage s'inspirera directement de l'approche d'analyse discursive développée par John Dryzek (2005), que nous avons brièvement décrite au chapitre 2, et que nous explicitons davantage ici.

4.1 Cadre de l'analyse discursive de John Dryzek

Dryzek (2005 : 17-18) propose d'identifier les discours en présence dans l'espace public à travers 4 questions permettant de cerner les contours de chacun d'entre eux. La première question touche à l'ontologie du discours : quelles sont les *entités de base reconnues* ou construites par ce discours ? Par exemple, certains discours imagineront un univers composé d'*êtres humains* habitant des *écosystèmes* et confrontés à la *pollution*. D'autres verront des *gouvernements*, faisant partie de *régimes* internationaux et cherchant à mettre en place des *politiques* environnementales.

La deuxième question porte sur les liens entre ces entités : quelles *relations* apparaissent « naturelles » entre elles? Ainsi, la compétition entre êtres humains au sein d'un marché libre peut être considérée comme relation « naturelle », allant de soit pour les promoteurs du libre marché. Par opposition, reflet ici d'un vieux débat philosophique sur la nature humaine, d'autres discours présenteront plutôt la collaboration entre différents acteurs comme une relation « naturelle ».

La troisième question porte sur les *motivations* des acteurs imaginés par un discours : quels en sont les acteurs et quelles sont leurs motivations? Ces acteurs peuvent être des individus ou des collectivités, des catégories (une classe sociale, par exemple), ou encore des *entités non humaines* auxquelles on prête une capacité d'intervention (une divinité, par exemple, ou encore la *Terre-Mère*).

La dernière question porte sur les structures rhétoriques présentes dans chaque discours : quelles *métaphores* ou autres éléments rhétoriques utilisent-ils? Pour Dryzek, tout discours s'avère riche en métaphores, en particulier les discours environnementaux. Par exemple, l'idée de la Terre comme « vaisseau spatial » illustre une certaine vision de l'Humanité en interdépendance et partageant un environnement commun. Un appel à une autorité (Dieu, par exemple, ou encore, dans un contexte américain, la *liberté - freedom*) entre également dans la catégorie d'éléments rhétoriques propres à chacun des discours.

Tableau 4.1

Quatre questions servant à l'analyse des discours (Dryzek, 2005)

- | |
|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Quelles sont les entités de base reconnues par ce discours? 2. Quelles relations entre ces entités apparaissent-elles naturelles? 3. Quelles sont les motivations des acteurs? 4. De quelles métaphores ou autres éléments rhétoriques est-il constitué? |
|--|

4.2 Contours de cadres de référence de Constantin (2006)

Nous avons émis l'hypothèse selon laquelle les trois cadres de référence identifiés par Constantin (2006) en matière de sécurité énergétique structurent la vision des intervenants prenant part aux rencontres publiques sur le projet Keystone XL à l'automne 2011. Nous brossons sommairement ici les contours de ces trois cadres, en suivant l'approche d'analyse discursive proposée par John Dryzek (2005). L'identification de leurs éléments fondamentaux (entités de base reconnues, relations naturelles entre elles, motivations principales des acteurs et métaphores/éléments rhétoriques utilisés) nous permettra par la suite de valider notre hypothèse à partir des résultats de l'analyse des déclarations des intervenants.

Comme nous l'avons vu précédemment, le cadre de référence libéral en matière de sécurité énergétique mise sur le caractère autorégulateur des marchés pour assurer un approvisionnement optimal de ressources énergétiques, à un prix abordable. Ce cadre est ainsi peuplé d'*entités* généralement déshumanisées : des *ressources énergétiques* sont exploitées par des *entreprises*, évoluant au sein d'un *marché ouvert et libre*. Ces entreprises vendent leurs ressources à des *consommateurs*, à un *prix* fixé par le jeu de l'*offre et de la demande*. Les marchés énergétiques reposent sur un ensemble d'*infrastructures* (d'exploration, d'extraction, de production, de transformation, de distribution et d'utilisation) qu'il faut maintenir et développer par le biais d'*investissements*.

Les *relations* entre ces entités sont dominées par l'impératif d'assurer le fonctionnement optimal des marchés. La *concurrence* définit les relations entre entités économiques, notamment entre les entreprises. Les acteurs actifs au sein des marchés énergétiques (producteurs, intermédiaires et consommateurs) sont *motivés* par la *maximisation de leurs intérêts* matériels, alors que les pouvoirs publics doivent assurer le bon fonctionnement des marchés. À terme, ce système engendrerait le progrès, défini comme une augmentation constante de la richesse, du bien-être et même de la qualité de l'environnement, élément fondamental de ce que Dryzek (2005 : 26) nomme « perspective prométhéenne ».

Tableau 4.2
Éléments fondamentaux du cadre libéral

Ontologie générale (rappel)	La sécurité énergétique comme résultante du fonctionnement optimal des marchés L'énergie comme marchandise primaire (<i>commodity</i>)
Entités de base reconnues	Ressources énergétiques, marché, offre/demande, prix, technologie, investissements, entreprises, infrastructures, consommateurs, gouvernements, risques, croissance.
Relations naturelles entre les entités	Subordination des entités au libre fonctionnement du marché Concurrence (entre entreprises) Maximisation des intérêts de tous à travers le marché
Acteurs et leurs motivations	Les acteurs sont motivés par la maximisation de leurs intérêts matériels Les gouvernements doivent se préoccuper du bon fonctionnement des marchés
Métaphores et éléments rhétoriques	Liberté/libre entreprise/libre marché. Équilibre/optimum. Maximisation/croissance/développement. Progrès. Autorégulation

L'univers discursif du cadre libéral est composé de métaphores (*équilibre, autorégulation, croissance, progrès*) et d'appels à des principes jugés supérieurs (*liberté, libre marché*).

Pour les tenants du cadre géopolitique, l'énergie est une ressource stratégique dont la disponibilité apparaît menacée, soit par la concentration de la production et des réserves dans des zones géographiques instables, ou même hostiles (Venezuela, Moyen-Orient, Russie, Caucase), soit par les velléités de certains États de s'accaparer les ressources pour leur propre usage domestique (Chine) ou encore d'utiliser le chantage énergétique à des fins politiques (Russie).

Le cadre géopolitique est peuplé d'un nombre plutôt limité d'unités de base, au premier chef l'*État*, garant suprême de la sécurité énergétique de la *Nation*. Vulnérable en raison de sa dépendance aux importations d'énergie, celui-ci est confronté à un environnement international composé de *puissances rivales* ou *alliées* cherchant toutes à s'accaparer ou à se garantir l'accès aux *ressources*. Les *relations* entre les différents États sont ainsi de *nature conflictuelle*, structurées par des *rapports de dépendance et de vulnérabilité* de certains envers d'autres. Dans ce contexte, la *motivation* première des acteurs est de *protéger les intérêts supérieurs de la nation* en s'assurant du *contrôle des ressources énergétiques*.

Tableau 4.3
Éléments fondamentaux du cadre géopolitique

Ontologie générale (rappel)	La sécurité énergétique, résultante du contrôle effectif des approvisionnements par l'État
	L'énergie comme ressource stratégique sur laquelle repose la puissance de l'État
Entités de base reconnues	État/Nation. Ressources stratégiques. Zones de production et de réserves. Puissances rivales/régimes hostiles. Alliés.
Relations entre les entités	Rivalité/conflict. Dépendance/vulnérabilité
Acteurs et leurs motivations	L'État, protecteur des intérêts de la Nation face aux menaces extérieures
	États en conflit pour le contrôle des ressources
Métaphores et éléments rhétoriques	Sécurité nationale. Ressources stratégiques. Course aux ressources. Régimes hostiles. Soif/appétit vorace pour l'énergie. Montée en puissance des économies émergentes. Vocabulaire guerrier.

Le bréviaire discursif du cadre géopolitique se compose également de métaphores (*course aux ressources*, l'énergie comme *ressources stratégiques*, *régimes hostiles*, *soif insatiable* des économies émergentes, diverses *allusions guerrières*) et d'invocation à des considérations supérieures (*sécurité nationale*).

Pour les adhérents au cadre environnemental, la sécurité énergétique s'avère illusoire si le système énergétique à la base de nos sociétés continue de représenter une menace directe et grave pour l'Humanité et les écosystèmes terrestres. Dans ce contexte, la sécurité énergétique ne saurait exister sans sécurité environnementale, elle-même ne pouvant être acquise qu'à travers la transformation du système énergétique actuel au profit d'un nouveau système beaucoup moins émetteur de carbone.

Le cadre environnemental s'avère riche et complexe. De nombreuses entités en composent le paysage idéal. La *Terre* (ou la biosphère), dont l'équilibre est menacé par l'activité humaine, en particulier par le *réchauffement climatique* causé par l'utilisation d'*énergies fossiles*, se trouve en péril. Le dérèglement du climat met en cause l'existence même de l'*Humanité*. La *communauté internationale*, la *société civile*, les entreprises de l'*économie verte* et tous les paliers de gouvernements doivent donc avec urgence mettre en œuvre des mesures de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et substituer l'actuel système énergétique mondial par un autre, basé sur des formes d'énergie renouvelable et sur la réduction de la surconsommation d'énergie.

Dans la perspective des tenants du cadre environnemental, l'*équilibre* entre l'Humanité et la nature *s'est rompu (relations)*. Le rétablir prend ici la forme d'un impératif moral qui interpelle tous les acteurs (individus, gouvernements, collectivités, entreprises), ceux-ci devant *collaborer et transformer leurs rapports à l'énergie*, soit en réduisant leur consommation, soit en changeant la forme d'énergie consommée, dans un contexte d'*opposition* de la part des entreprises du secteur des carburants fossiles (*motivations*).

Tableau 4.4
Éléments fondamentaux du cadre environnemental

Ontologie générale (rappel)	La stabilité du climat menacée par la combustion de carburants fossiles
	La sécurité énergétique résulte de l'abandon des énergies fossiles
Entités de base reconnues	Terre/biosphère. Humanité. Communauté internationale. Énergies fossiles/énergies renouvelables. Gouvernements. Communautés locales. Société civile. Économie/technologies vertes. Système énergétique mondial. Surconsommation.
Relations entre les entités	Équilibres naturels rompus. Recherche d'une nouvelle harmonie.
	Compétition (course) entre nations pour l'économie verte
Acteurs et leurs motivations	Gouvernements, société civile, entreprises « progressistes » et citoyens coopérant entre eux pour trouver et mettre en œuvre des solutions
	Entreprises des secteurs fossiles agissant pour maximiser leurs intérêts et leurs profits au détriment de l'environnement
Métaphores et éléments rhétoriques	Sécurité environnementale. Vaisseau spatial/maison commune. Impératif moral. Révolution énergétique/transition/transformation. Course à l'économie/énergies vertes entre les États. Point de bascule/point de non-retour

L'imaginaire de ce cadre est composé d'un florilège impressionnant de métaphores : la Terre comme *vaisseau spatial*, l'idée de *transformations* et de *transition* vers un autre système énergétique, les innovations *vertes* (économie, technologie, pratiques), l'idée de *point de non-retour* (ou point de bascule) au-delà duquel l'*équilibre* ne saurait jamais être rétabli.

4.3 Codage des interventions

Afin d'analyser les interventions faisant l'objet de notre investigation et de déterminer si celles-ci s'articulent autour des trois cadres de référence dont nous venons de brosser les contours, nous nous sommes inspirés d'éléments de la méthode de codage développée par Creswell (2012). Celui-ci privilégie la génération d'une liste préliminaire de catégories (codage *a priori*), souvent à partir d'un modèle théorique, tout en permettant leur évolution en cours d'analyse. Chacune des interventions a été lue et codée manuellement. Nous avons ainsi généré une liste préliminaire de catégories à partir : (1) du modèle théorique que nous avons érigé à la section précédente et (2) d'une première lecture de la transcription des interventions à la rencontre publique de Port Arthur (Texas). Chacune des catégories retenues s'est vue attribuer un code particulier, tout comme chacune des étiquettes (Creswell utilise le terme « *label* ») composant chacune de ces catégories. Certaines étiquettes non anticipées se sont ajoutées en cours d'analyse, certaines autres abandonnées en raison de l'absence d'occurrence, dans un processus continu d'élagage (Creswell, 2012 : 184-185). Les catégories et leurs étiquettes ont été saisies dans la langue des intervenants, soit l'anglais.

Nous avons tout d'abord considéré qu'une catégorie rassemble tous les mots, images, formules ou métaphores référant à un concept apparenté. Nous avons ainsi placé, par exemple, les termes « *nature* » et « *ecosystems* » dans une même catégorie, de même les termes « *dirty oil* », « *filthy bitumen* » et « *goeey stuff* », ou encore « *hostile* » et « *unfriendly* » regimes.

Aussi, et contrairement à la pratique suggérée par Creswell (2012 : 185), nous avons calculé le nombre d'occurrences pour chacune des catégories (sans pondération), considérant qu'une telle approche quantitative était de nature à mieux encadrer l'interprétation subséquente des données.

De plus, nous avons attribué un sens général aux propos des intervenants, indépendamment des mots et des expressions utilisés, pour tenter de déterminer les

motivations des acteurs et les *relations* considérées naturelles entre les différents éléments d'ontologie.

Finalement, nous avons transcrit certains segments d'intervention que nous avons jugés pertinents et représentatifs de certains arguments ou formules rhétoriques utilisés. Nous identifions ces interventions par un système de classement alphanumérique. Par exemple, PA : 818 signifie : Port Arthur, intervention 818 (sur 1032). De même, AUS = Austin, OKL = Oklahoma City, PR = Pierre, GDV = Glendive, ATK = Atkinson, LCN = Lincoln, DC – Washington, D.C., TPK = Topeka.

4.3.1 Liste de catégories et des étiquettes

Nous avons tout d'abord cherché à identifier certaines données sociodémographiques comme le sexe de l'intervenant et son appartenance socioprofessionnel¹. Nous avons également retenu son avis à l'égard de l'octroi du permis demandé par le promoteur du projet. Nous présentons ici ces trois catégories, de même que les étiquettes que nous leur avons adjointes.

¹ Chaque intervenant devait donner et épeler son nom avant de débiter son intervention. La presque totalité d'entre eux ajoutait une appartenance professionnelle (p.e. *je suis agriculteur, travailleur syndiqué, élu municipal*), une affiliation (p.e. *je suis membre du Sierra Club, je fais partie des Vétérans pour Keystone XL*) ou encore une appartenance géographique et/ou affective (p.e. *je suis de Glendive, j'ai grandi ici à l'ombre des raffineries*).

Tableau 4.5
 Sexe, appartenance socioprofessionnelle et position : catégories et étiquettes

1000 - Sex	1110 - Occupation	2000 - Valence
1010 - Male	1101 – Union worker	2010 – In favor
1020 – Female	1102 – Small	of presidential
1030 -	business/professional	permit
Unknown	1104 – Representative –	2020 – Against
	business	presidential
	1105 – Politician – state /	permit
	county	2030 –
	1106 – Politician - federal	Unknown
	1107 – Representative –	position /
	NGOs	conditional
	1108 - Community	position
	organizer	
	1109 – Expert – oil and	
	related business	
	1110 – Expert - others	
	1111 – Farmer / rancher /	
	landowner	
	1112 – Armed forces	
	1113 – Retired	
	1114 – Unaffiliated	
	1115 - Other	

Nous avons par la suite analysé les quatre catégories particulières proposées par Dryzek (2005). Nous avons ainsi codé les *entités de base reconnues* à l'intérieur de chacune des déclarations. Nous avons, de manière préliminaire, identifié une douzaine d'étiquettes distinctes, pour ensuite en ajouter d'autres, de manière systématique, au fur et à mesure de leur apparition dans les interventions. Au final, plus de vingt étiquettes furent retenues. Nous les présentons ici.

Tableau 4.6
Entités de base reconnues : étiquettes

3200 - Ontology – Entities

- 3210 – Jobs
- 3211 – Other
- 3212 – National economy / competitiveness
- 3214 – United States/America
- 3215 – Local community
- 3216 – Tar sands/Oil sands
- 3217 – State / City
- 3218 – Pollution/catastrophe/accident
- 3220 – China
- 3221 – Local taxes/local revenues/local economy
- 3222 – Hostile/unreliable regimes
- 3223 – GHG emissions / carbon pollution / climate change
- 3224 – Planet / biosphere / « the environment » / « the world »
- 3225 – Fossil fuels
- 3216 – Tar sands/oil sands
- 3226 – Oil company/TransCanada
- 3227 – Next generation
- 3228 – Green economy/energy
- 3229 – Indians/aboriginals
- 3230 – Canada
- 3231 – NGOs/environmentalists
- 3232 – Mother Earth / God's creation
- 3233 – Government (local, state and/or national)

Nous avons par la suite cherché à identifier les *relations* entre ces entités apparaissant « naturelles » aux intervenants. En vue de l'identification préalable des étiquettes, nous nous sommes directement inspirés de l'étude des cadres de référence proposés par Constantin (2006) que nous venons de mener, et à laquelle nous avons ajouté d'autres étiquettes en cours d'analyse. Parmi les étiquettes finalement retenues, notons une première relation considérant différents individus et entreprises opérants dans un contexte de libre marché sur une base de *concurrence*. Une deuxième considère des États en situation de *rivalité* pour le contrôle des ressources pétrolières. Une troisième encore considère un environnement *déséquilibré* par l'activité humaine, notamment les activités industrielles. Des intervenants pouvaient exprimer plusieurs de ces relations, ce que nous

Tableau 4.7
Relations naturelles entre les entités : étiquettes

4000 - Relations

- 4010 – Competition - free-markets
- 4020 – Freedom from government / limited regulations
- 4030 – Control of oil
- 4040 – Rivalry among nations/states
- 4050 – Dependence /vulnerability
- 4060 - Broken equilibrium / harmony with nature
- 4070 – Harmony between economy / energy / environment / quality of life
- 4080 – Win-win partnerships
- 4090 – Competition for green economy
- 4100 – Disruption by environmentalists
- 4110 – America should lead

avons noté. Pour l'analyse des résultats, nous avons procédé à des regroupements entre différentes étiquettes de même nature, par exemple le *contrôle du pétrole* (4030) et la *rivalité entre nations* (4040), ou encore *l'équilibre rompu* (4060) et la *recherche d'harmonie entre l'économie et l'environnement* (4070).

Nous avons tenté également d'identifier les acteurs principaux perçus par les intervenants ainsi que leurs *motivations* de base. De la même manière que précédemment, nous avons constitué une liste d'étiquettes préliminaires à partir de l'analyse des cadres de références proposés par Constantin (2006), pour ensuite les compléter selon l'apparition de nouvelles figures. Parmi celles-ci, notons : (1) des entreprises motivées par les gains et les profits ; (2) des acteurs économiques cherchant à maximiser leur utilité à travers le marché ; (3) des travailleurs/citoyens cherchant du travail ; (4) des gouvernements cherchant à protéger les intérêts de l'État/des citoyens ; (5) des gouvernements étrangers menaçant les intérêts américains et cherchant à contrôler les ressources pétrolières ; et (6) une société internationale cherchant à solutionner des problèmes environnementaux globaux (comme les changements climatiques). Tout en notant que plusieurs d'entre elles furent amalgamées pour des fins d'analyse, nous reproduisons ici les 14 étiquettes ayant servi au codage.

Tableau 4.8
Motivations des acteurs : étiquettes

5000 - Motivations

- 5010 – Business motivated by greed and profits
- 5020 – Everybody better off through the market
- 5030 – People want jobs
- 5040 – Protecting the environment as a moral imperative
- 5050 – Government's role is to let the market work
- 5060 – Government's role is to protect the people/nation
- 5070 – Rivals want to control oil resources
- 3222 /5080 – Hostile regimes as a threat to « us »
- 5090 – International community to seek solutions to global problems
- 5100 – Civil society to generate change and solutions
- 5110 – Business as innovators, generating change and solutions
- 5120 – Business as good corporate citizens
- 5130 – NGOs / environmentalists blocking progress
- 5140 /6304 – Transition/change/transformation towards green economy/energy

Dans leurs plaidoiries, les intervenants ont utilisé une série de métaphores ou de formules-chocs. Nous en avons relevé près d'une quarantaine, de l'image de *David contre Goliath* (6101) au *pétrole sale* (6204) en passant par des *régimes étrangers menaçants* (6209) et l'idée d'une *nation affamée d'emplois* (6403). Nous en reproduisons ici la liste finale. Certaines étiquettes ont été par la suite amalgamées pour faciliter l'analyse.

Tableau 4.9
Métaphores et autres formes rhétoriques

6000 /7000 – Métaphores et autres formes rhétoriques

6101 – Little Guy vs. Big Oil
6102 – Local autonomy
6103 – Freedom
6201 – Ripple-effect / cascade (economy)
6202 – Shovel ready
6203 – Unhealthy dependence on overseas’ oil
6204 – Dirty Oil
6205 – War / conflict
6206 – Appetite for oil
6207 – Balanced approach
6208 – Addiction to oil
3222 /6209 – Hostile regimes
6301 – BP/Gulf of Mexico
6302 – Scar /gash
6303 – Boat / home (Earth as)
6305 – Tipping point
6306 – Race to the top/America falling behind (in the global race for green economy)
6307 – Common sense

6401 – Environmentalists as traitors
6402 – State of the art technology / workers’ craftsmanship
6403 – Our nation is starving / desperate for jobs and investments
6404 – Radical environmentalists
6405 – Canadian friends / allies / neighbors
6407 – Time bomb (carbon missions as)
6408 – Heartland of America
7010 - Let our people go to work now!
7020 - Conflict-free oil
7030 - The safest, most scrutinized pipeline ever constructed in the U.S.
7060 - Powerful private sector economic stimulus
7080 - Pristine environment
7090 - Environmental destruction / human suffering
7100 - Clean energy future
7110 - At a time like this
7120 - TransCanada as a foreign company
7130 – Ethical oil
7150 – Climate crisis
7050 – Water is more important than oil

Afin de nous aider à mieux cerner la perception et la dynamique des intervenants à l’endroit du projet Keystone XL, nous avons complété les catégories proposées par Dryzek par quatre autres : (1) ce que représente pour eux Keystone XL ; (2) comment ceux-ci conçoivent le pétrole ; (3) la méfiance ou la confiance à l’endroit de l’un ou l’autre des protagonistes ; et (4) l’intégration ou non d’arguments opposés dans les plaidoiries. Nous les présentons ici tour à tour.

Nous avons ainsi cherché à déterminer ce que représentait le projet Keystone XL pour chacun des intervenants. Nous avons distingué entre ceux et celles qui perçoivent le projet comme (1) une source d’emplois, de revenus et de développement économique ; (2) une

Tableau 4.10
Représentation de Keystone XL : étiquettes

3000 - Ontology – KXL as

- 3010 – Jobs/profits/economy / tax revenues
- 3020 – Improved market access for U.S. production
- 3030 – Energy - National security / energy independence
- 3041 - Risk / threat – World – Climate change
- 3042 - Risk / threat – World – Other
- 3043 - Risk / threat – Local – Water
- 3044 - Risk / threat – Local – Air
- 3045 - Risk / threat – Local – Agriculture
- 3046 - Risk / threat – Local – Property (value)
- 3047 - Risk / threat – Local – Other
- 3050 - Other
- 3060 – Infrastructure for export

façon d'améliorer l'accès à la production pétrolière domestique ; (3) une manière d'assurer l'indépendance énergétique et la sécurité nationale des États-Unis ; (4) un risque pour l'environnement, ou encore pour une activité économique ; ou (5) une infrastructure conçue pour l'exportation de pétrole hors des États-Unis. Nous avons également ajouté une catégorie « autre ». Plusieurs étiquettes pouvaient être attribuées pour chacun des intervenants, une bonne partie d'entre eux considérant en effet le projet d'oléoduc sous plusieurs angles à la fois.

Nous avons également tenté de déterminer de quelle manière les intervenants concevaient le pétrole de manière générale : (1) le pétrole est-il conçu comme une marchandise, une commodité ; (2) un élément essentiel à l'économie nationale ; (3) une ressource stratégique² ; (4) ou encore un risque pour l'environnement ou pour une activité économique donnée?

² Aux fins de l'analyse, nous avons regroupé les étiquettes 3120 et 3130, considérant qu'elles exprimaient la même idée générale.

Tableau 4.11
Représentation du pétrole : étiquettes

3100 - Ontology – Oil as

- 3110 – Commodity
- 3120 – Fuel for the economy
- 3130 – Strategic Resources
- 3041 - Risk / threat – World – Climate change
- 3042 - Risk / threat – World – Other
- 3043 - Risk / threat – Local – Water
- 3044 - Risk / threat – Local – Air
- 3045 - Risk / threat – Local – Agriculture
- 3046 - Risk / threat – Local – Property (value)
- 3047 - Risk / threat – Local – Other
- 3050 - Weapon
- 3060 – Other

Nous nous sommes permis de soumettre deux dernières catégories à l'analyse, soit la confiance ou la méfiance à l'endroit des acteurs en présence (compagnies pétrolières, scientifiques et experts, groupes sociaux et environnementaux, gouvernements, expertise et savoir-faire des travailleurs, technologie et « les États-Unis ») et l'intégration de différents contre-arguments dans la plaidoirie des intervenants. Nous avons ainsi attribué une étiquette à chaque référence à des arguments apportés par des intervenants présentant des préférences opposées. Par exemple, nous avons attribué une étiquette *aucun emploi, aucune retombée économique* (8010) à un élément d'intervention minimisant le nombre d'emplois que créerait le projet Keystone XL.

Nous présentons ici ces dernières catégories ainsi que les étiquettes que nous avons retenues. Plusieurs étiquettes peuvent avoir été attribuées dans une même catégorie pour chacune des interventions.

Tableau 4.12
Confiance et méfiance : étiquettes

4100 - Trust	4200 - Distrust
4110 – Oil companies	4210 – Oil companies
4120 – Science / experts	4220 – Science / experts
4130 – NGOs	4230 – NGOs / environmentalists
4140 – Government	4240 – Government
4150 – Workers' skills / technology	4250 – Workers' skills / technology
4160 – America	4260 – Other

Tableau 4.13
Contre-arguments : étiquettes

8000 - Counter-arguments

- 8010 – No jobs / no revenues / no development
- 8020 – No energy security / independence
- 8030 – No risks / manageable risks
- 8039 - Other
- 8040 – No energy transition, yet
- 8050 – We are working on improving the environment / we are environmentalists too
- 8060 – Pipelines are the safest and most environmental way to transport oil
- 8070 – Acknowledge / agree with some arguments from the other side
- 8080 – Yes, there are going to be some jobs

Nous nous sommes servis d'un chiffrier Excel pour stocker les résultats de cet exercice de codage et constituer une base de plusieurs milliers de données uniques. Ce logiciel nous a par la suite permis d'interroger cette base de données et de regrouper les intervenants en ensembles et en sous-ensembles pertinents à l'analyse, en fonction de critères préétablis. Nous présentons ces derniers ici.

4.4 Identification *a priori* des cadres de référence

Nous avons émis l'hypothèse que les débats sur le projet Keystone XL lors des rencontres publiques se sont structurés autour des trois cadres de référence identifiés par Constantin (2006) en matière de sécurité énergétique et dont nous avons analysé préalablement les contours. C'est dire que nous nous attendons à trouver, dans l'analyse des interventions, les éléments constitutifs de ces trois cadres. Nous avons identifié préalablement les codes correspondants à chacun des trois cadres de référence.

Ainsi, nous avons considéré que le cadre libéral structurait la perspective des intervenants (1) appuyant le projet Keystone XL (code 2010) ; (2) concevant ce projet comme un projet énergétique porteur d'une solution d'affaires à des enjeux industriels, notamment d'accès aux marchés (3020) et (3) présentant explicitement l'énergie comme une marchandise (3110).

De même, nous avons considéré que le cadre géopolitique structurait la perspective des intervenants se disant (1) en faveur du projet Keystone XL (2010) ; (2) qui le concevaient exclusivement en termes de sécurité nationale et d'indépendance énergétique (3030) ; et (3) qui concevaient le pétrole comme une ressource stratégique (3130).

Nous avons également estimé que le cadre environnemental structurait la perspective des intervenants se disant (1) défavorables au projet (2020) ; et qui (2) nommaient explicitement ou implicitement l'objectif de délaissier les carburants fossiles (3) au profit d'un système énergétique faible en carbone (5140 et 6304).

4.5 Élargir le champ d'investigation

Nous avons finalement prévu des ports d'attache aux intervenants dont les récits ne s'appuieraient sur aucun des cadres de référence précédents, mais qui exprimeraient tout de même un avis favorable ou défavorable à l'égard du projet Keystone XL.

Un premier port d'attache, défini comme un ensemble d'étiquettes caractérisant un groupe d'intervenants distinct, a ainsi été constitué à partir des interventions favorables au projet (2010) ; qui ne le présentent ni comme un projet énergétique favorisant un meilleur fonctionnement des marchés (3020) ; ni comme une façon de favoriser l'indépendance énergétique du pays (3030) ; et qui ne perçoivent le pétrole ni comme une marchandise (3010) ; ni comme une ressource stratégique (3130). Nous avons préalablement baptisé port d'attache *Favorables hors cadres*.

Un deuxième port d'attache a été formé à partir des interventions défavorables au projet (2020) ; et qui ne mentionnaient ni explicitement ni implicitement l'idée d'une transition vers un système énergétique sobre en carbone (5140 et 6304). Nous avons baptisé ce port d'attache *Défavorables hors cadre*.

Advenant un nombre significatif, que nous fixons à 5 % et plus, d'intervenants se retrouvant dans l'un ou l'autre de ces ports d'attache, nous analyserons leurs interventions comme si celles-ci constituaient des cadres de référence distincts des cadres libéral, géopolitique et environnemental préalablement identifiés, en utilisant la même méthodologie présentée ci-haut.

Finalement, nous avons vu au chapitre II que plusieurs auteurs mentionnent l'existence de récits hybrides, tirés de plusieurs cadres de référence à la fois (Hajer, 1993 : 46 ; Hoppe, 1993 : 85). L'analyse nous permettra d'examiner la présence de ces interventions hybrides, le cas échéant, c'est-à-dire celles qui pourraient concevoir le projet Keystone XL de plusieurs façons complémentaires (selon le codage des interventions dans la catégorie 3000).

4.6 Sur la question de la domination d'un cadre de référence

Nous avons vu que, selon Rogers-Hayden *et al.*, (2011 : 135), un *discours* est considéré dominant lorsqu'il parvient à imposer son système de valeurs et de croyances comme étant « naturel ». Suivant ces paramètres, nous avons émis l'hypothèse qu'aucun cadre de

référence n'était parvenu à dominer l'espace public, étant donné les décisions défavorables subséquentes prises par l'Administration Obama à l'endroit de la demande de permis par TransCanada.

Pour les besoins de la présente analyse, nous considérerons simplement qu'un cadre de référence domine les rencontres publiques s'il est celui sur lequel s'appuie la majorité (ou encore une pluralité significative) d'intervenants, qu'ils soient « influents » ou non.

Nous présentons maintenant les résultats de l'analyse.

CHAPITRE V

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES DONNÉES

L'analyse des interventions nous permet de dresser une image générale des individus ayant pris part aux rencontres publiques du Département d'État à l'automne 2011. Des 1032 individus s'étant présentés au micro, la majorité sont des hommes (71 %), une minorité des femmes (28 %) et il ne fut pas possible, à partir de la transcription, de déterminer le sexe de 1 % d'entre eux¹. Le nombre d'intervenants oscillait entre 71 (Washington D.C.) et 159 (Austin), pour une moyenne de 115 intervenants pour chacune des séances.

Une majorité d'intervenants (53 %) s'est dite en faveur du projet, plus d'un tiers s'y est dit opposé (36 %) et une minorité (11 %) d'intervenants a préféré soit n'indiquer aucune préférence, soit rendre son appui conditionnel au respect de certaines exigences. Nous avons également classé sous cette dernière étiquette quelques interventions pour lesquelles il fut impossible de déterminer explicitement les préférences. Nous présentons ici plusieurs tableaux présentant des informations sur la répartition des intervenants, par ville, selon leur position à l'endroit du projet Keystone XL, leur sexe, et leur affiliation socioprofessionnelle.

¹ Il s'agit, dans chaque cas, d'élus identifiés par leur titre, par exemple : 'sénateur' ou 'maire', termes pour lesquels la langue anglaise ne distingue pas entre le féminin et le masculin.

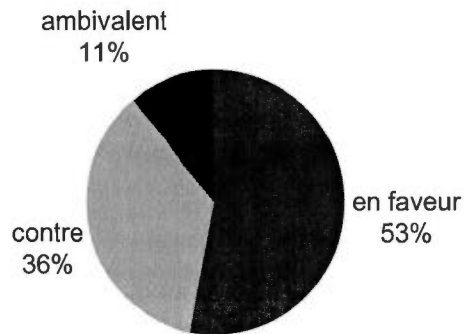
Figure 5.1 Proportion des intervenants, selon le sexe**Figure 5.2** Prise de position à l'endroit du projet Keystone XL

Tableau 5.1
Répartition des intervenants, par ville, selon leur position

Ville	contre	en faveur	ambivalent	total
Glendive Montana	17	74	8	99
Topeka Kansas	24	66	8	98
Atkinson Nebraska	43	32	34	109
Pierre South Dakota	30	96	6	132
Lincoln Nebraska	70	36	28	134
Austin Texas	67	79	13	159
Port-Arthur Texas	41	68	6	115
Oklahoma City, Oklahoma	35	71	9	115
Washington DC	45	23	3	71
Total	372	545	115	1032

Tableau 5.2
Répartition des intervenants, par ville, selon leur sexe

Ville	femmes	hommes	inconnu	total
Atkinson Nebraska	34	73	2	109
Austin Texas	50	109		159
Glendive Montana	21	74	4	99
Lincoln Nebraska	47	87		134
Oklahoma City, Oklahoma	38	77		115
Pierre South Dakota	20	112		132
Port-Arthur Texas	30	85		115
Topeka Kansas	22	69	7	98
Washington DC	28	43		71
Total	290	729	13	1032

Tableau 5.3
Répartition des intervenants, par ville, selon leur affiliation socioprofessionnelle

Ville	Unaffiliated citizens	NGO/ Community organizers	Business reps	Land- owners / farmers	Others	Elected officials	Union workers	total
Atkinson Nebraska	41	6	1	26	7	4	25	110
Austin Texas	38	22	23	6	20	5	30	144
Glendive Montana	16	3	24	20	4	18	25	110
Lincoln Nebraska	74	9	12	9	11	7	13	135
Oklahoma City, Oklahoma	31	6	16	1	7	9	39	109
Pierre South Dakota	13	5	12	10	20	6	67	133
Port-Arthur Texas	37	14	15	1	12	7	27	113
Topeka Kansas	36	7	15	2	15	10	20	105
Washington DC	13	19	11	4	14	3	9	73
total	299	91	129	79	110	69	255	1032

5.1 Consultation « populaire » ou arène pour groupes de pression et d'intérêts?

Nous avons cherché à identifier le statut socioprofessionnel des intervenants. Quelque 29 % de ceux-ci apparaissent comme des « *citoyens non affiliés* », 25 % se présentent comme *travailleurs syndiqués* et 13 % comme des *représentants du milieu des affaires* (entreprises, associations professionnelles, etc.). Les *représentants de groupes environnementaux ou sociaux* comptent pour 9 % des intervenants ayant pris part aux débats, 8 % s'identifient comme *agriculteurs ou propriétaires terriens* et 7 % comme *élus locaux*. Quelque 10 % sont classés sous l'étiquette « *autres* », notamment des représentants d'organisations religieuses, des métis ou des autochtones, des représentants de *think tanks* et des personnes présentant une expertise particulière (géologues, ingénieurs, consultants, professeurs d'université, etc.) et voulant offrir un avis professionnel.

Alors que le Département d'État indiquait souhaiter consulter la « population américaine » sur le projet Keystone XL, nous constatons que les rencontres publiques auront plutôt été largement prises d'assaut par des personnes affiliées à des groupes d'intérêt, comme des syndicats ouvriers ou des entreprises privées, ou encore par des membres et des sympathisants d'organisations non gouvernementales (ONG), comme des groupes environnementaux ou de justice sociale. Une minorité de « simples citoyens », soit moins du tiers des intervenants, semble avoir participé aux rencontres.

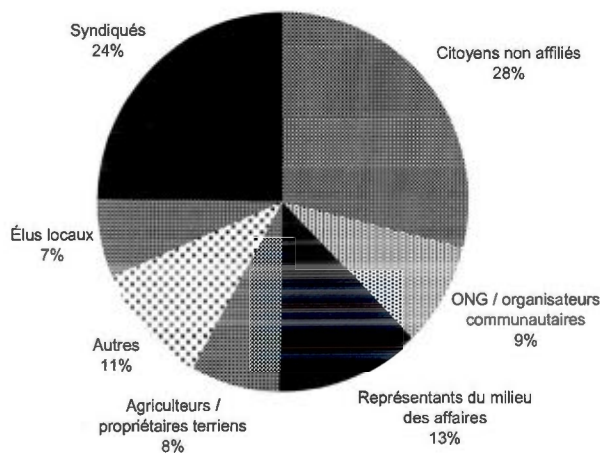


Figure 5.3 Affiliation socioprofessionnelle des intervenants

Aussi, bien que l'étiquette « citoyens non affiliés » soit la plus importante numériquement, l'analyse des interventions nous porte à croire qu'une partie de celle-ci est composée de citoyens associés d'une manière ou d'une autre à une des parties en présence. Ainsi, une citoyenne de Port Arthur ne se présentera pas nécessairement comme « membre du Sierra Club », (elle dira, par exemple, « *je suis citoyenne de Port Arthur* ») mais peut très bien faire partie d'un contingent plus ou moins organisé par ce groupe environnemental en vue d'augmenter sa force de frappe aux rencontres publiques.

Ainsi, force est de constater que les intervenants aux rencontres publiques ne sauraient en aucun cas être considérés représentatifs de la population des communautés riveraines de l'éventuel oléoduc, et encore moins de la population américaine dans son ensemble. On ne peut que constater qu'il s'agit soit (1) d'individus se sentant personnellement interpellés par le projet au point de se donner la peine de participer à une rencontre publique et d'offrir leur point de vue ; ou (2) soit d'individus « en fonction », certains rémunérés et d'autres non, représentants des organisations publiques ou privées ayant un intérêt matériel ou idéal dans le projet Keystone XL.

5.2 Présentation des données, selon huit catégories identifiées

Nous avons analysé huit catégories à l'intérieur des interventions. Les quatre premières sont directement issues de la méthode proposée par Dryzek (2005) : les *entités de base* reconnues par les intervenants ; les *relations* leur apparaissant naturelles entre ces entités ; les *motivations* des acteurs aux prises avec le projet d'oléoduc ; et les *métaphores* et autres éléments rhétoriques utilisés. Quatre nouvelles dimensions complètent celles proposées par Dryzek : la signification – ou encore la *nature* – du projet Keystone XL pour les intervenants ; leur *conception du pétrole* ; le degré de *confiance* ou de *méfiance* à l'endroit des acteurs en présence ; et la *prise en considération des arguments de la « partie adverse »*. Nous présentons ici, dans un premier temps, les résultats de l'analyse pour l'ensemble des intervenants.

L'évocation du projet Keystone XL est associée à un très grand nombre de termes, certains positifs, d'autres négatifs. Ainsi, les *emplois (jobs)* sont mentionnés dans 58 des interventions. Les *États-Unis* (46 %), un *État particulier*, par exemple « *ici, au Nebraska* », (39 %), le *Canada* (32 %) et la *pollution, les catastrophes ou les accidents (spills, leaks)* (31 %) constituent les quatre éléments les plus fréquemment mentionnés par les intervenants.

Le nom de la compagnie *TransCanada* est mentionné par 28 % des intervenants, *l'économie nationale* par 26 %, les *écosystèmes locaux* (cours d'eau, forêts, terres agricoles, air, etc.) par 23 %, le *pétrole bitumineux (oil sands, tar sands)* et les *communautés locales* arrivent *ex aequo* chez 22 % d'entre eux. Le nombre d'intervenants mentionnant *l'économie locale* ou encore *l'économie verte / les énergies renouvelables* ferment la marche des dix éléments les plus fréquemment mentionnés (19 %).

Parmi les autres termes évoqués régulièrement par les participants, notons les *régimes pétroliers hostiles ou instables* (16 %), *la planète, la biosphère ou l'environnement* au sens large (13 %), les *émissions de gaz à effet de serre* (12 %) et les *générations futures* (10 %). Notons également que le *gouvernement*, soit celui de l'État, soit le gouvernement fédéral, ou soit encore le concept même de gouvernement, n'est évoqué que par 9 % des intervenants.

Les figures suivantes présentent graphiquement les résultats². La taille des étiquettes indique leur fréquence d'apparition. Les étiquettes peuvent être disposées verticalement ou horizontalement. Nous reproduisons les données chiffrées pour chacune des figures ainsi que pour les résultats présentés dans les chapitres V et VI à l'Annexe A.

² Ces figures ont été générées à partir du logiciel *Wordle*, disponible en ligne <<http://www.wordle.net/>>



Figure 5.4 Entités de base reconnues (ensemble des intervenants)

Nous avons tenté d'identifier les *relations* dites « naturelles » entre les acteurs que révéleraient les intervenants à travers leurs déclarations. Sans surprise peut-être, vu le contexte restreint de courtes déclarations limitées à trois minutes, peu d'intervenants révèlent explicitement (ou même implicitement) ces *relations* « naturelles ». Ainsi, 6 % des intervenants présentent le libre marché comme une relation « naturelle » entre les acteurs, 5 % indiquent que l'équilibre environnemental apparaît rompu et que les acteurs doivent le rétablir et 3 % seulement présentent l'idée que les acteurs s'inscrivent dans une relation de rivalité pour le contrôle des ressources pétrolières.

Plus volubiles sont les intervenants sur la question des *motivations* des acteurs. Quelque 62 % font valoir (explicitement et implicitement) que les travailleurs et les citoyens sont motivés par la recherche d'un travail. Quelque 16 % notent que des régimes étrangers menacent les intérêts américains. Quelque 7 % mentionnent de plus que la motivation première des entreprises est de faire de l'argent à tout prix.

L'analyse des déclarations nous aura aussi permis d'identifier plusieurs dizaines d'images, de slogans, de *métaphores* et d'autres éléments rhétoriques utilisés par les intervenants pour présenter leur façon de concevoir le projet Keystone XL et leurs préférences en termes de politiques publiques. Nous présentons ici les éléments rhétoriques les plus usités³. Alors que la plupart des intervenants utilisaient plusieurs métaphores ou éléments rhétoriques pour appuyer leurs propos, il faut noter que quelques-uns n'en utilisent aucun, se contentant bien souvent de présenter leur position et d'en donner sommairement les raisons.

³ Nous en avons regroupé plusieurs sous une même étiquette. Par exemple, nous avons fusionné l'image « d'un grand serpent visqueux contaminant le territoire des États-Unis » à l'étiquette « destruction environnementale ».

⁴ Nous rappelons que les intervenants pouvaient conférer des natures différentes et complémentaires au projet Keystone XL.



Figure 5.6 Nature du projet Keystone XL (ensemble des intervenants)

américaine et seulement 3 % mentionnent *explicitement* les liens entre la combustion de pétrole et le dérèglement du climat. Pour la plupart des autres intervenants, le projet Keystone XL se présente plutôt comme un grand projet industriel comme pourrait l'être, par exemple, une mine de nickel ou une usine sidérurgique.

Nous avons finalement cherché à déterminer le niveau de *confiance* ou de *méfiance* des intervenants à l'égard d'un des protagonistes de la controverse Keystone XL. Si peu d'intervenants révèlent leur pensée à ce sujet, quelque 6 % d'entre eux professent d'emblée leur confiance à l'endroit de la compagnie TransCanada ou encore des compagnies pétrolières en général, 10 % témoignent plutôt de leur méfiance à leur endroit. Par ailleurs, 5 % des intervenants mentionnent directement leur confiance à l'endroit de l'expertise et du savoir-faire des travailleurs dans la construction de pipelines.

5.3 Exercice dialectique ou dialogue de sourds?

Nous avons finalement voulu déterminer si ces rencontres publiques ont donné lieu à un exercice dialectique au cours duquel les intervenants débattaient entre eux la question de l'oléoduc Keystone XL par l'entremise des représentants du Département d'État, ou s'il

s'agissait plutôt d'un dialogue de sourds, les intervenants se limitant à débiter leurs positions et leurs arguments. Les résultats apparaissent surprenants.

Étant donné le format très restreint auquel les intervenants étaient assujettis, soit des déclarations limitées à 3 minutes, nous nous serions attendus à très peu d'interactions entre les intervenants. Or, il en va tout autrement. Il appert ainsi qu'un peu plus de la moitié des intervenants (51 %) utilisaient une partie de leur temps d'intervention pour soit reconnaître – et quelques fois même se dire en accord – avec un ou des arguments amenés par « la partie adverse », ou soit encore apporter des contre-arguments. Une majorité d'opposants au projet Keystone XL (55 %) tout comme de ses promoteurs (52 %) participait d'une façon ou d'une autre à cette forme de dialogue indirect. Seulement 34 % des personnes n'ayant pas exprimé de préférence, ou encore ayant rendu leur appui conditionnel au respect de certaines exigences, faisaient de même.

Il serait prématuré de conclure que les intervenants se prêtaient ainsi à un exercice dialectique dont la finalité aurait été de déterminer une issue mutuellement satisfaisante au problème politique que présente Keystone XL. Nous constatons par contre qu'une portion significative des intervenants fait l'effort d'entrer dans une partie de l'univers mental de la partie adverse et de contre-argumenter à partir de la logique interne même du cadre de référence de l'autre partie.

Le prochain chapitre présente les cadres de référence en présence au cours des rencontres publiques, suivant l'approche développée par Dryzek (2005) et que nous avons complétée. Un dernier chapitre discutera des résultats obtenus au cours de l'exercice, en s'attardant sur la validation ou non des hypothèses de départ.

Keystone XL : cadres de référence en présence

Nb = 1032

Favorables

Nb = 545

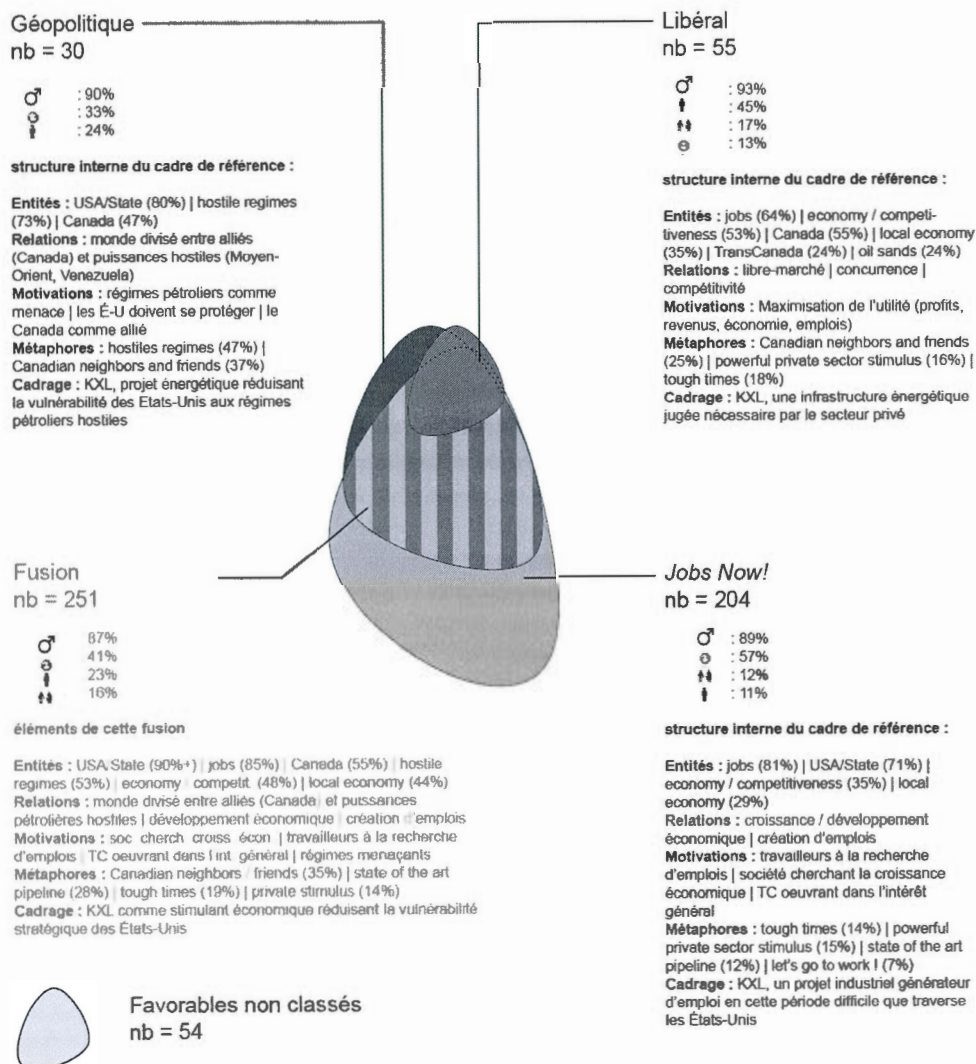


Figure 5.7 Keystone XL : cadres de référence en présence (intervenants favorables)

Keystone XL : cadres de référence en présence

Nb = 1032

Défavorables

Nb = 372

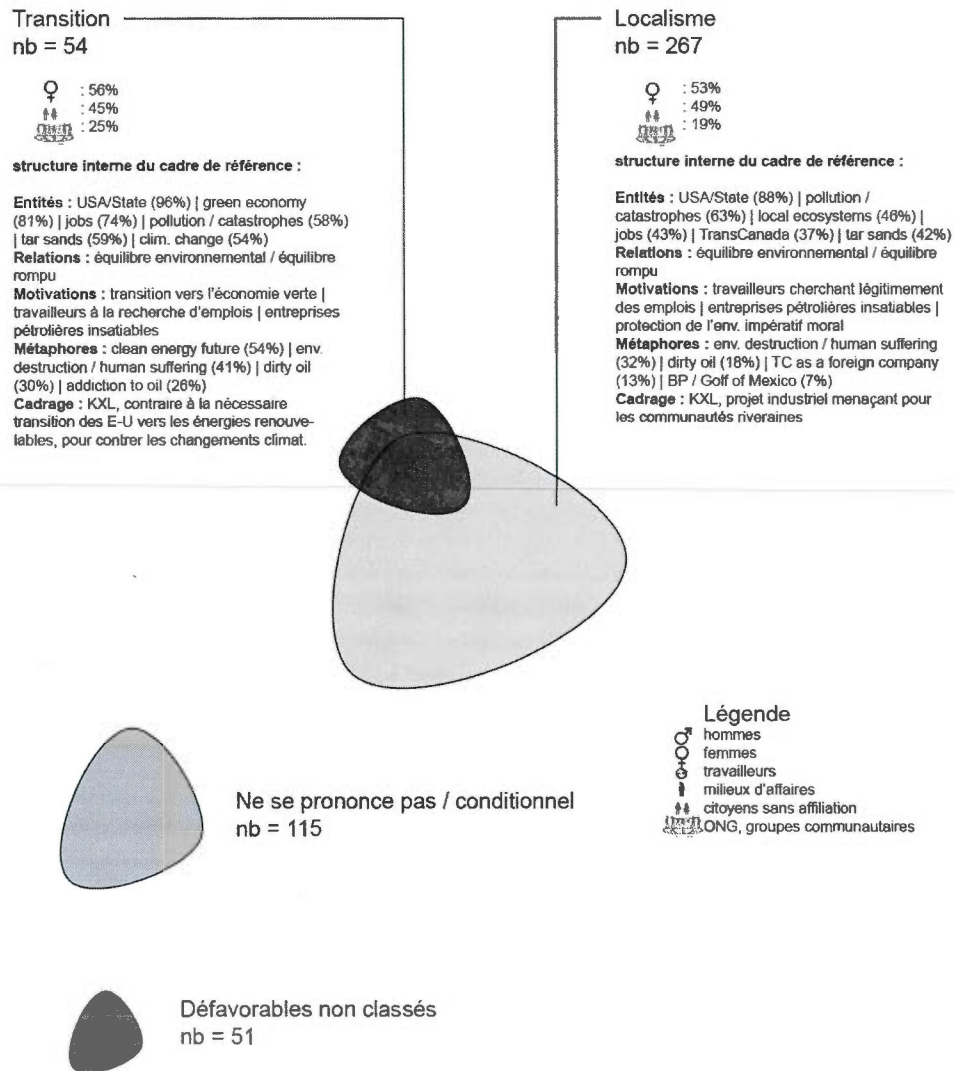


Figure 5.8 Keystone XL : cadres de référence en présence (intervenants défavorables)

CHAPITRE VI

CADRES DE RÉFÉRENCE EN PRÉSENCE

Nous avons dit qu'une *controverse politique têtue* représentait un conflit entre acteurs appuyés à des visions du monde (*discours* ou *cadres de référence*) ontologiquement et normativement incompatibles. Nous avons vu que ces visions se composent d'entités que nous reconnaissons comme faisant partie de notre univers mental, de relations que nous considérons naturelles entre ces entités, d'une certaine conception des motivations des acteurs en présence ainsi que des métaphores et autres éléments rhétoriques que nous utilisons pour les décrire. Les acteurs au sein d'une controverse politique têtue se trouveraient prédisposés par un ou l'autre de ces cadres de référence et en puiseraient les récits par lesquels ils cherchent à dominer le processus de prise de décision, selon un processus de cadrage.

Les résultats obtenus par l'analyse des interventions nous ont surpris. Loin de confirmer notre hypothèse de départ, à savoir que les débats auraient été influencés par le thème de la sécurité énergétique et se seraient structurés autour des cadres de référence identifiés par Constantin (2006), nous constatons que relativement peu d'intervenants s'en inspirent directement pour exprimer leurs points de vue. Mieux encore, l'exercice nous aura permis d'identifier deux autres cadres de référence présents au cours des rencontres publiques. Au final, il semble que les intervenants s'étant exprimés au cours de ces rencontres tirent leurs visions du monde et leurs prescriptions de cinq cadres de référence distincts.

6.1 Cinq cadres de référence en présence dans les rencontres publiques sur Keystone XL

Tout d'abord, nous retrouvons bel et bien dans les déclarations les éléments constitutifs des trois cadres de références identifiés préalablement, c'est-à-dire le cadre **libéral**, le cadre **géopolitique** et le cadre environnemental (Séguin, 2013 ; Constantin, 2006). Certains intervenants – relativement peu nombreux – s'appuient d'ailleurs directement et sur l'un ou l'autre de ces cadres et conçoivent ainsi le projet Keystone XL *en tant qu'enjeu énergétique*. Nous identifions également la présence de deux autres cadres de référence dans les débats entourant le projet Keystone XL. Nous nommons ces cadres « **Jobs, Now!** » et « **Localisme** ». Les acteurs, influencés par ceux-ci, *ne conçoivent pas Keystone XL comme un enjeu énergétique en tant que tel*, mais comme un projet industriel comme un autre.

Les figures 5.7 et 5.8 présentent visuellement ces cadres de référence ainsi que les principaux éléments qui les constituent. Le tableau 6.1 présente la répartition quantitative des interventions.

Tableau 6.1 -
Répartition des interventions

	nb	% des intervenants	% promoteurs - opposants
Cadre libéral	55	5,3 %	10,1 %
Cadre géopolitique	30	2,9 %	5,5 %
Cadre environnemental	54	5,2 %	14,5 %
Cadre localiste	267	25,9 %	71,8 %
Cadre <i>Jobs, Now!</i>	204	19,8 %	37,4 %
Patriotisme d'affaires	202	19,6 %	37,1 %
Favorables, hors cadre	54	5,2 %	9,9 %
Défavorables, hors cadre	51	4,9 %	13,7 %
Ambivalent, non classés	115	11,1 %	
	1032		

6.1.1 Le cadre libéral : Keystone XL comme solution d'affaires

Seuls un peu plus de 5 % des intervenants (soit 10 % des promoteurs) épousent explicitement l'ontologie et les prescriptions du cadre libéral en matière de sécurité énergétique¹. Quelque 45 % de 55 intervenants identifiés au cadre libéral sont issus du milieu des affaires, 17 % sont des citoyens apparaissant 'sans affiliation', 13 % sont des travailleurs syndiqués. Moins de 10 % de ces intervenants sont des femmes.



Figure 6.1 Entités reconnues, cadre libéral



Figure 6.2 Métaphores et éléments rhétoriques – cadre libéral

¹ Se référer à la section 4.4 pour la présentation du codage a priori des intervenants appuyés sur le cadre libéral, géopolitique et environnemental.

Les intervenants appuyés sur le cadre libéral conçoivent un univers fait d'une vingtaine d'entités parmi lesquelles on retrouve, sans surprise, les *emplois* (64 %), *l'économie et la compétitivité nationale* (53 %), le *Canada* (55 %) et *l'économie locale* (35 %), en plus d'entités liées directement au projet d'oléoduc, dont l'entreprise *TransCanada* (24 %) et le *pétrole bitumineux* (24 %). Seuls quelques intervenants mentionnent des éléments tels la *pollution*, les *gaz à effet de serre* ou les *écosystèmes locaux*, essentiellement dans une perspective de contre-argumentation. Sans surprise également, les *relations naturelles* les plus souvent mentionnées par ces intervenants sont le *libre marché et la concurrence* (62 %). Ceux et celles qui expriment leur confiance envers l'un ou l'autre des protagonistes mentionnent favorablement les entreprises pétrolières (66 %).

Nous ne recensons qu'un petit nombre de figures rhétoriques utilisées par les intervenants ancrés au cadre de référence libéral. Le quart de celles-ci présente le *Canada comme un allié et un ami*, quelque 16 % présente le projet Keystone XL comme un *puissant stimulus économique privé*, bienvenu dans *une période économique difficile*².

Ces intervenants *cadrent* le projet Keystone XL comme une infrastructure énergétique nécessaire et indispensable au bon fonctionnement du marché énergétique des États-Unis. Ils conçoivent un monde composé d'unités économiques en compétition au sein d'un marché relativement libre (*relations*) et cherchant « naturellement » à maximiser leurs intérêts, définis en tant qu'emplois, profits ou développement économique (*motivations*). « Ce pipeline nous permettra de mieux servir les consommateurs américains en carburants fiables et abordables » (PA : 476), affirme ainsi un représentant de la raffinerie Valero, une des principales bénéficiaires de l'arrivée éventuelle de Keystone XL à Port Arthur. « La compétitivité de nos raffineries en dépend. Nous ne pouvons nous permettre de rester immobiles face à la concurrence mondiale », plaident les représentants de ConocoPhillips (AUS : 631, 673). De même, affirme un sénateur texan,

Keystone XL relie une source croissante et sécuritaire de pétrole brut canadien aux plus importants marchés de raffinage des États-Unis, ce qui augmente

² Nous avons fusionné ici des catégories telles « at a time like this » (7110) et « nation starving for jobs » (6403).

significativement la sécurité des approvisionnements du pays. [...] une augmentation des importations canadiennes entraînera très probablement une baisse des prix du pétrole brut, et sera bénéfique tout au long de la chaîne d'approvisionnements. (AUS : 574)

L'économiste en chef de l'American Petroleum Institute ajoute que « cela contribuera à un système pipelinier plus grand et plus dynamique qui profitera aux consommateurs. Un tel système sera mieux à même de répondre aux changements dans l'offre et la demande » (OKL : 893).

6.1.2 Le cadre géopolitique : Keystone XL, une infrastructure stratégique

À peine 3 % des intervenants (ou 5,5 % des promoteurs) adoptent exclusivement les éléments constitutifs du cadre géopolitique. Parmi ces intervenants, 90 % sont des hommes, 33 % s'identifient comme syndiqués ou représentants de grands syndicats, 24 % sont issus du milieu des affaires et 20 % se présentent comme citoyens sans affiliation.



Figure 6.3 Entités reconnues, cadre géopolitique



Figure 6.4 Métaphores et éléments rhétoriques, cadre géopolitique

On recense une vingtaine d'entités faisant partie du paysage mental des intervenants associés au cadre géopolitique. Ceux-ci mentionnent en grande majorité les *États-Unis ou un État américain particulier* (80 %), des « *régimes hostiles ou instables* » exportateurs de pétrole (73 %) et le *Canada* (47 %).

Nous ne recensons qu'une dizaine de métaphores ou d'éléments rhétoriques utilisés par les intervenants associés au cadre géopolitique : 47 % visualisent des *régimes pétroliers instables ou hostiles*, 37 % présentent le *Canada comme un voisin ami et allié* et 29 % insistent sur Keystone XL comme « *l'oléoduc le plus sécuritaire de l'histoire des États-Unis* » ou comme une infrastructure construite « *dans les règles de l'art* ».

On peut aisément reconstituer les récits de base du cadre géopolitique servant à *cadrer* le cas Keystone XL : en acheminant du pétrole de l'allié canadien, l'oléoduc viendra contrer la menace à la sécurité des États-Unis et diminuer la dépendance à l'égard de régimes pétroliers hostiles. Sans faux complexe, plusieurs citoyens, gens d'affaires et politiciens expliqueront qu'ils en ont marre de policer la planète pour stabiliser les approvisionnements pétroliers des États-Unis. Il est temps de passer à autre chose et de réduire notre vulnérabilité, disent-ils : « Notre dépendance au pétrole étranger nous a amené à envahir d'autres pays et à y établir des bases militaires » (TPK : 141), explique un syndiqué. « Avec Keystone XL, nous allons recevoir du pétrole d'un voisin bienveillant au lieu d'un Moyen-Orient violent et instable », affirme un citoyen de Glendive (GDV : 18).

Les intervenants s'appuyant sur le cadre géopolitique conçoivent le monde comme un espace de *relations* divisé entre puissances hostiles (Moyen-Orient, Venezuela) et amies (Canada). Par conséquent, la *motivation* première des États-Unis serait de diminuer sa vulnérabilité à l'endroit des importations de pétrole en provenance de ces pays, ce que rendrait possible l'oléoduc Keystone XL. « Des régimes hostiles contrôlent les flux pétroliers. Obtenir davantage de pétrole d'un ami fiable comme le Canada serait beaucoup mieux » (LCN : 441), résume ainsi une brigadière générale à la retraite de la garde nationale du Nebraska.

6.1.3 S'opposer à Keystone XL – le cadre environnemental

Un nombre restreint d'intervenants (5 %), formant 14,5 % des opposants, plaide *explicitement* pour une transition énergétique vers les énergies renouvelables à faibles émissions de carbone. Ce nombre se compare à la proportion d'intervenants fermement appuyés aux cadres libéral (5 %) et géopolitique (3 %). Parmi ces intervenants, 56 % sont des femmes. Il s'agit là de la catégorie où elles sont les plus représentées.

Près de la moitié de ces intervenants (45 %) s'identifient comme citoyens sans affiliation, 25 % disent représenter des groupes communautaires ou environnementaux parmi lesquels figurent en particulier plusieurs chapitres locaux du Sierra Club. Quelque 5 % ont été classés dans la catégorie « autres » (souvent des représentants d'organisations religieuses) et 5 % se sont dits agriculteurs ou propriétaires terriens.

Ces intervenants conçoivent deux douzaines d'entités distinctes. Quelque 27 % des intervenants mentionnent des éléments directement issus de l'ontologie du cadre environnemental : *l'énergie renouvelable et l'économie verte* (81 %), les emplois (74 %), notamment les emplois « verts », la *pollution*, les *catastrophes* ou les *accidents* (58 %) et également les *émissions de gaz à effet de serre* et les *changements climatiques*.

Les intervenants appuyés sur le cadre environnemental déploient une série importante d'arguments et de formules rhétoriques dans l'espace public, au premier chef l'idée que le futur sera fait des *énergies propres* (54 %), alors que le projet d'oléoduc est synonyme de *souffrances humaines et de destruction environnementale* (41 %), qu'il transportera du *pétrole sale* (30 %) servant à alimenter la *dépendance malsaine* des États-Unis à l'égard de ce carburant (26 %).



Figure 6.5 Entités reconnues, cadre environnemental

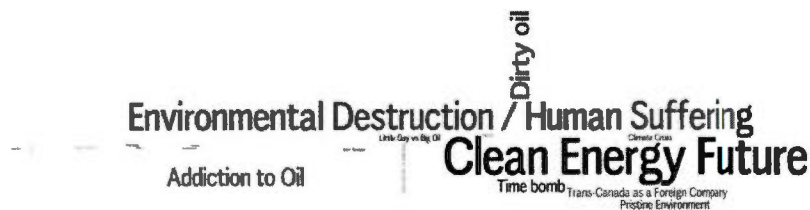


Figure 6.6 Métaphores et éléments rhétoriques , cadre environnemental

Les *relations naturelles* les plus souvent mentionnées explicitement sont *l'équilibre et l'harmonie environnementaux rompus*, et l'idée qu'il faut viser un *équilibre bénéfique entre l'économie et l'environnement*. Cette idée d'harmonie représente 55 % de toutes les allusions explicites (mais néanmoins peu nombreuses) que nous avons relevées dans cette catégorie. De plus, quelques-uns de ces intervenants (17 %) mentionnent explicitement leur confiance à l'endroit de la science et des scientifiques travaillant sur les questions climatiques. Quelque 20 % d'entre eux font preuve de méfiance, voire d'hostilité, à l'égard des compagnies pétrolières.

Nous pouvons aussi reconstituer les *motivations* prêtées à ces acteurs : des acteurs multiples (société civile, communauté scientifique, gouvernements et certains secteurs économiques) doivent agir en faveur d'une transition vers les énergies renouvelables et vertes et délaisser les carburants fossiles le plus rapidement possible. Les travailleurs à la recherche d'emplois trouveront leur compte dans la foulée de cette transition par le

développement d'énergie verte. Ces acteurs considèrent aussi que les entreprises pétrolières apparaissent assoiffées de profits et hostiles à cette transition.

Pour ces intervenants, Keystone XL n'est clairement pas dans l'intérêt national des États-Unis. « Keystone XL, c'est une mèche de 2,700 Km menant à la plus grosse bombe de carbone d'Amérique du Nord » (PR : 382), affirme un représentant de plusieurs tribus amérindiennes des Dakotas, du Nebraska et du Wyoming. « La transition vers une économie basée sur l'énergie propre, qui créera des emplois et augmentera notre sécurité, est aussi dans notre intérêt national » (PR : 383).

Les intervenants appuyés sur le cadre environnemental *cadrent* ainsi le projet Keystone XL comme un projet non seulement incompatible avec cette transition, mais qui contribuera de plus à aggraver le phénomène du réchauffement climatique. Une telle situation leur apparaît intolérable aux plans éthique et moral. « Keystone XL est cadré (*framed*) comme une solution créatrice d'emplois aux besoins énergétiques de l'Amérique. C'est un mirage dangereux », plaide un Père franciscain, représentant d'*Interfaith Power and Light*. Derrière le projet se profile l'enjeu plus général de l'environnement et, surtout, des changements climatiques, laisse-t-il entendre. « (...) Ce projet s'avère moralement indéfendable. L'économie n'existe que dans les limites fixées par la nature » (DC : 994). Des propos largement repris par une portion minoritaire, mais bien présente et bien articulée des participants tout au long de cette tournée de consultation :

La construction de ce pipeline créera de vrais gagnants et de vrais perdants. Les gagnants sont l'industrie des sables bitumineux et leurs investisseurs, et les perdants sont ceux qui restent, nous et nos enfants, les générations futures et la vie même sur cette planète. Notre avenir à tous dépend des choix moraux qui sont faits aujourd'hui. (DC : 997)

6.1.4 « *Jobs, Now!* » : Keystone XL comme donneur d'ouvrage

Nous avons prévu un premier port d'attache (que nous avons nommé *Favorables, hors cadres*) pour les intervenants ne percevant Keystone XL ni comme une façon de renforcer

la sécurité énergétique du pays, ni de rendre le système énergétique plus efficace, et qui ne conçoivent le pétrole ni comme une marchandise, ni comme une ressource stratégique. Les interventions d'un groupe très important d'individus se sont retrouvées dans ce premier port d'attache.

Ces individus forment 37% des personnes favorables au projet Keystone XL (20% des intervenants). Ce groupe est constitué à 89% d'hommes, d'une majorité (57%) de travailleurs syndiqués, d'une minorité de citoyens sans affiliation (12%) et de représentants du milieu des affaires (11%).



Figure 6.7 Entités reconnues, cadre *Jobs, Now!*

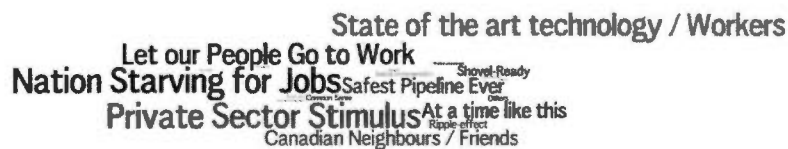


Figure 6.8 Métaphores et éléments rhétoriques, cadre *Jobs, Now!*

Pour ce groupe, Keystone XL est considéré, exclusivement, comme un gigantesque projet créateur d'emplois et de développement économique indispensable en cette période économique précaire. Nous croyons que ce groupe s'appuie sur un cadre de référence distinct, que nous nommons « *Jobs, Now!* » et dont nous analysons ici les contours.

Ce groupe conçoit l'existence de plus de 25 entités distinctes. Les *emplois* (81%), les *Etats-Unis* ou un *État américain* précis (71%), *l'économie et la compétitivité nationale* (35%) et *l'économie locale* (29%) constituent les entités les plus fréquemment mentionnées par les intervenants. Plusieurs autres entités sont nommées de façon sporadique, essentiellement à l'occasion de contre-argumentation où l'on réfère à quelques éléments de l'ontologie de la partie « adverse » (*économie verte, changements climatiques, pollution, etc.*).

On recense près de 34 manifestations de confiance à l'endroit de l'un ou l'autre des protagonistes dans les interventions des personnes de ce groupe, dont 47% d'entre-elles en faveur du promoteur : « TransCanada est plus stricte que stricte sur les questions environnementales » (TPK : 112), louange un syndicaliste, « ce sont des gens dévoués, pleins de compassion, de respect et d'intégrité » (TPK : 167), ajoute un autre. Quelque 44% des intervenants appuyés sur le cadre « *Jobs, Now!* » manifestent leur confiance à l'endroit du savoir-faire et de l'expertise des travailleurs dans la construction d'oléoduc : « quand les travailleurs de l'*United Association* sont impliqués, le travail est fait avec la plus grande expertise, la plus grande intégrité, le plus grand engagement envers la sécurité » (TPK : 125).

Le paysage de ce cadre de référence se compose de deux douzaines de métaphores et d'autres éléments rhétoriques, la majorité d'ordre économique. L'idée que les Etats-Unis traversent une *période économique difficile* et que *notre nation est affamée d'emplois et d'investissements* constitue 14% des métaphores et des éléments rhétoriques utilisés. S'ajoutent l'argument voulant que *Keystone XL soit un puissant stimulant économique privé* (15%) et qu'il faut *nous laissez retourner au travail !* (7%). Les interventions issues de ce cadre insistent également – et lourdement – sur l'idée voulant que Keystone XL

serait l'oléoduc le plus sécuritaire de l'histoire des Etats-Unis construit dans les règles de l'art (12%).

Ces intervenants *cadrent* Keystone XL comme un projet industriel générateur d'emplois et de croissance économique en une période économique difficile. Ils conçoivent un monde où il est tout à fait naturel de rechercher et de privilégier le développement économique (*relations*) et pour les acteurs économiques, dont les travailleurs, de chercher des emplois et de promouvoir la croissance (*motivations*).

Les intervenants adossés au cadre « *Jobs, Now!* » dépeignent un pays ravagé par la récession à grand traits misérabilistes : « Ce pays en arrache. Les gens ne travaillent pas. Les gens ont besoin d'emplois » (TPK : 183), déclare un citoyen du Kansas. « Les Etats-Unis traversent aujourd'hui la pire dépression économique de leur histoire » (TPK : 168), insiste un autre. « J'ai besoin de cet emploi, ma famille a besoin de cet emploi, mes frères et sœurs [du milieu syndical] ont besoin de ces emplois » (GDV : 49), entonne une véritable chorale composée majoritairement de travailleurs syndiqués souvent venus de loin pour participer aux consultations.

En définitive, dans l'imaginaire des adhérents au cadre « *Jobs, Now!* », le projet Keystone XL se réduit aux bienfaits économiques immédiats et aux emplois qu'il peut procurer et, par extension, au mode de vie qu'il est susceptible de garantir, d'où le nom que nous lui avons donné. « Que ce soit un pipeline, un pont, une éolienne, nous avons besoin d'emplois » (AUS : 590), déclare un syndiqué du Texas, « les emplois sont ce qui compte le plus » (AUS : 725), l'appuie un collègue *Laborers* de l'Oklahoma. « Construire ce pipeline soutiendra 20 000 emplois [...] des emplois qui mettront de la nourriture sur nos tables. Ce sont des emplois dont nous avons besoin maintenant » (PR : 319), plaide un syndiqué poseur de pipelines de l'*United Association* (UA). « Je pense que nous avons besoin de ce projet, comme Américains, pour garantir notre mode de vie tel qu'il est » (AUS : 681), résume un *operating engineer*, « nous voulons tous vivre le rêve américain » (AUS : 629), abonde un collègue.

6.1.5 Le cadre localiste : Keystone XL comme projet perturbateur

Nous avons prévu un deuxième port d'attache pour les interventions défavorables au projet Keystone XL qui ne s'appuieraient pas sur les éléments constitutifs du cadre de référence environnemental, et que nous avons nommé temporairement « *Défavorables, hors cadre* ». L'analyse nous a permis d'y isoler un nombre important d'interventions d'individus, qui composent même la plus grande partie des interventions défavorables à Keystone XL.

Ainsi, la majorité des opposants (72%), soit 26% de l'ensemble des intervenants, perçoit le projet Keystone XL comme une menace directe à l'économie, notamment agricole, ou à un élément constitutif de l'environnement local, en particulier la qualité de l'eau et de l'air. Nous croyons également que ces individus s'appuient sur un cadre de référence distinct de ceux que nous avons préalablement identifiés en matière de sécurité énergétique. Nous avons baptisé ce cadre « Localisme », fortement représenté au cours des rencontres publiques du Texas et du Nebraska. Au cours des rencontres au Texas, ces opposants font valoir les dangers que poserait le raffinage du pétrole bitumineux dans des zones industrielles où la qualité de l'air apparaît déjà fortement dégradée. À celles du Nebraska et d'autres États du Midwest, ils font valoir les risques de fuites et de déversements, de même que les dommages potentiels à la qualité de l'eau et à l'agriculture.

Ces intervenants sont en majorité des femmes (53%). Près de la moitié se présentent comme des citoyens sans affiliation (51%) tandis qu'une plus petite proportion (19%) représente des organisations non gouvernementales, souvent locales (organismes de justice environnementale, groupes communautaires, associations d'agriculteurs, représentants métis et autochtones, etc.). Notons que nous n'identifions, dans cette catégorie, qu'une seule personne se présentant comme travailleur syndiqué.

Le monde conçu par ces intervenants est particulièrement riche d'entités de toutes natures. Notons tout d'abord la *pollution*, les *accidents*, les *catastrophes*, nommés par 63% d'entre



Figure 6.9 Entités reconnues, cadre localiste



Figure 6.10 Métaphores et éléments rhétoriques, cadre localiste

eux, les *emplois* (43%), souvent à des fins de contre-argumentation, le *pétrole bitumineux* (42%) et l'entreprise *TransCanada* (37%). Ils réfèrent presque tous (88%) aux États-Unis, à un État particulier ou à leur communauté locale comme étant menacés par l'arrivée potentielle de l'oléoduc. Ces intervenants déploient tout un arsenal rhétorique associant le projet d'oléoduc à une *destruction environnementale* et à la *souffrance humaine* (32%), au *pétrole sale* (18%), à une *compagnie étrangère*, *TransCanada* (13%). Ils l'associent aussi au *désastre environnemental causé par l'explosion de la plateforme de British Petroleum dans le Golfe du Mexique* (7%).

Ces intervenants conçoivent un monde (*relations*) où l'équilibre environnemental est rompu (dans le cas de la qualité de l'air dans le sud-est du Texas) ou menacé (dans le cas des terres agricoles du Nebraska et de l'aquifère Ogallala). « Ce pétrole, cet immonde et sale pétrole s'en vient se faire raffiner dans des communautés de couleurs³ » (PA : 781), déclare ainsi une représentante d'une association de justice environnementale du sud-est du Texas. Le Sierra Club dénonce :

³ « *Communities of color* » : souvent des quartiers défavorisés à forte composition afro-américaine et hispanique.

Les communautés qui vivent près des raffineries souffrent de taux plus élevés de cancer et d'asthme, en particulier leurs enfants. [Avec Keystone XL] elles vont respirer onze fois plus de soufre, onze fois plus de nickel, six fois plus d'azote et cinq fois plus de plomb que si c'était du pétrole conventionnel. (PA : 770)

De même, dans le Midwest, « [c]e pétrole bitumineux visqueux va s'infiltrer dans le sol poreux de l'aquifère, contaminer notre eau et entraîner des dommages catastrophiques et irréparables » (LCN : 480), déclare un politicien local.

Dans un tel contexte, les *motivations* des acteurs seraient bien sûr que les travailleurs se cherchent légitimement un emploi, mais ne devraient pas le faire au détriment de la protection de l'environnement, érigé en impératif moral. Les entreprises pétrolières sont perçues comme n'en ayant que pour la maximisation maladroite de leurs profits. Ces intervenants *cadrent* également le projet d'oléoduc comme un grand projet industriel menaçant pour les communautés résidant le long de son parcours.

6.2 Keystone XL et conception hybride

Nous avons également identifié un groupe d'intervenants, constituant 37% des intervenants favorables (20% de l'ensemble des intervenants), dont les déclarations amalgament les éléments principaux de deux cadres de référence favorables au projet Keystone XL, soit le cadre géopolitique et le cadre « *Jobs, Now!* ». Pour ce groupe, le projet d'oléoduc représente un puissant stimulant économique de nature à réduire du même coup la vulnérabilité stratégique des Etats-Unis. Nous ne croyons pas que cet hybride forme un cadre de référence à part entière, mais qu'il résulte plutôt d'un concours de circonstances favorable à son apparition. Nous en présentons ici néanmoins les contours principaux. Nous avons constitué cet hybride, que nous avons baptisé « Patriotisme d'affaire », à partir des répondants (1) favorables au projet Keystone XL (2010) et (2) qui le perçoivent à la fois comme un projet créateur d'emplois (3010) et (3) comme une infrastructure susceptible de réduire la dépendance énergétique des Etats-Unis à l'endroit de régimes étrangers hostiles (3030).

Les intervenants présentant leurs points de vue à partir de cet hybride sont constitués à 41% de travailleurs syndiqués, de 23% de personnes issues de la communauté d'affaire et de 16% de citoyens sans affiliation. Leurs déclarations mettent en scène les *Etats-Unis* ou un *État américain* en particulier (près de 100%), les emplois (85%), le Canada (55%), les régimes pétroliers hostiles ou instables (53%) et l'économie locale (44%). Elles utilisent des formules rhétoriques mixtes insistant à la fois sur l'idée que le Canada est un allié et un ami (35%), que l'oléoduc sera l'un des plus sécuritaires et des plus réglementés jamais construits aux Etats-Unis (28%), que les Etats-Unis traversent une période économique difficile (19%) et que Keystone XL représente un puissant stimulant économique privé (14%).



Figure 6.11 Entités reconnues, Patriotisme d'affaire



Figure 6.12 Métaphores et éléments rhétoriques, Patriotisme d'affaire

Les intervenants s'abreuvant à cet hybride présentent un scénario mixte qui révèle les *relations* qu'ils considèrent comme « naturelles » : le monde est divisé entre puissances hostiles (les régimes politiques exportateurs de pétrole du Moyen-Orient et du Venezuela) et amies (le Canada) ; le développement et la croissance économique sont des objectifs fondamentaux. Pour eux, la *motivation* principale des Etats-Unis serait de viser la croissance économique et la création d'emplois, en plus de se garder des activités de puissances étrangères menaçantes : « en ce moment précis où nous avons autant de chômage, le plus haut taux de mémoire récente; en ce moment précis où nous sommes empêtrés dans pas un, mais trois conflits régionaux (sic), débattre de ce projet ne fait aucun sens. Nous voyons ce projet comme un enjeu de sécurité nationale, comme un enjeu économique » (LCN : 445), lance ainsi un citoyen d'Omaha. Les travailleurs chercheraient naturellement à favoriser la croissance économique et la création d'emplois, tout en favorisant l'indépendance énergétique du pays. Les intérêts du promoteur canadien, un *ami* et un *allié*, convergeraient tout naturellement avec ceux des travailleurs en quête de travail et d'un pays en quête de sécurité.

6.3 Autres résultats

Le codage des déclarations nous aura finalement permis d'identifier des intervenants n'appartenant à aucun des cadres de référence que nous venons de présenter. Ainsi, 115 d'entre eux (11% de l'ensemble des intervenants) n'ont exprimé aucune préférence claire à l'égard de la demande de permis de TransCanada, soit qu'ils y étaient indifférents, soit qu'ils émettaient des conditions en échange d'un éventuel appui, ou soit encore que leur intervention est apparue confuse ou incompréhensible.

Nous avons identifié 54 intervenants (5% de l'ensemble des intervenants, ou 10% des promoteurs) se contentant de donner leur appui au projet, mais sans le qualifier. Ils sont identifiés comme « Favorables, non classés ». De même, 51 intervenants (5% de l'ensemble des intervenants, et 14% des opposants) se sont contentés d'exprimer leur opposition, sans plus. Ils sont identifiés comme « Défavorables, non classés ».

CHAPITRE VII

LE TEST DE RORSCHACH

Nous avons dit que l'objet de l'analyse d'une controverse politique têtue est de révéler les systèmes de valeurs et de sens à la base de la construction d'enjeux politiques, de leur contestation et éventuellement de leurs solutions. En fait, les centaines d'intervenants ayant pris part aux rencontres publiques du Département d'État, à l'automne 2011, auront été soumis à un test de Rorschach à grande échelle¹. On leur aura demandé de visualiser le projet Keystone XL et de décrire, en 3 minutes, ce qu'ils voyaient. La présente analyse nous aura permis de recueillir les résultats.

Nous revenons ici sur nos hypothèses de départ et discutons de leur validité. Nous laissons finalement le lecteur sur une interrogation quant au dénouement éventuel des controverses politiques têtues.

7.1 Retour sur les hypothèses de départ

Nous avons émis deux hypothèses. La première pose que *les visions en opposition dans le cas Keystone XL, au cours des rencontres publiques, s'articulent autour de trois cadres de référence* en matière de sécurité énergétique identifiés par Constantin (2006), soit les cadres libéral, géopolitique et environnemental. La deuxième pose qu'*aucun des cadres de référence en présence n'est parvenu à dominer ces rencontres publiques*.

¹ Du nom d'un outil clinique d'évaluation psychologique développé en 1921 par le psychiatre et psychanalyste suisse Hermann Rorschach. L'on soumet à un sujet des images composées de taches d'encre noire, en lui demandant de décrire ce qu'elles représentent pour lui. L'analyse de ces réponses permettrait de cerner les contours de la personnalité du sujet (Larousse, [En ligne], http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/test_de_Rorschach/69864)

L'analyse subséquente nous aura permis de révéler l'existence de cinq cadres de référence sur lesquels s'appuient les intervenants pour tenter d'imposer leur point de vue. Nous confirmons tout d'abord la présence des trois cadres de référence préalablement identifiés en matière de sécurité énergétique. À travers l'ensemble des intervenants, seul un petit nombre (13 %) aborde ainsi bel et bien le projet d'oléoduc à partir des cadres libéral, géopolitique et environnemental *exclusivement*.

Contrairement à notre hypothèse de départ, force est de constater que ces cadres ne structurent que très partiellement les débats.

L'ontologie du cadre géopolitique apparaît tout de même présente dans 23 % des interventions, mais amalgamée à l'idée de Keystone XL comme projet créateur d'emplois et de développement économique. Il s'agit du cadre de référence en matière de sécurité énergétique le plus retraceable de l'ensemble des interventions.

Nous constatons ainsi qu'un débat déterminant sur un des plus importants projets énergétiques des dernières années aux États-Unis se joue principalement autour de la perception des gains et des pertes des uns et des autres, sans égard à la nature *énergétique* du projet. La majeure partie des opposants y voit une menace directe à leur environnement et à leur mode de vie, et la majorité des promoteurs y voit un gain en termes de création d'emplois et de développement économique.

Nous concluons que l'affirmation de Constantin (2006) voulant que s'offrent aux États trois façons de concevoir leur sécurité énergétique et, plus largement, les questions de politiques énergétiques, ne s'applique que très peu aux débats faisant rage, sur le terrain, sur l'à-propos d'une grande infrastructure énergétique comme Keystone XL. Cette conclusion tendrait à renforcer l'aphorisme voulant qu'aux États-Unis, « toute politique soit locale² »

² « *All politics is local* ». On attribue cet aphorisme à Tip O'Neill, ancien pr.sident de la Chambre des représentants du Congrès des États-Unis. Voir en particulier <http://www.pbs.org/wgbh/americanexperience/features/biography/carter-oneill/>

Nous nous sommes également demandé si un cadre de référence dominait les rencontres publiques de l'automne 2011. Pour Rogers-Hayden *et al.*, (2011 : 135) un discours devient hégémonique lorsqu'il parvient à imposer son système de règles et de croyances comme étant « naturel » et lorsqu'il neutralise ou désactive des initiatives qui s'y oppose. Nous avons émis l'hypothèse qu'aucun cadre de référence n'était parvenu à dominer l'espace public, ce qui permettrait d'expliquer le report de la décision finale après les élections présidentielles de 2012.

Nous confirmons avec nuance cette hypothèse. Numériquement, aucun des cadres de référence identifiés n'a dominé les rencontres publiques. Le cadre localiste ne structure que 26 % des interventions, le cadre Jobs Now! 20 %, tout comme l'hybride que nous avons nommé *Patriotisme d'affaires* (20 %). Nous constatons tout de même que les promoteurs du projet Keystone XL auront été les plus nombreux à s'exprimer au cours des rencontres, comptant pour une courte majorité des intervenants (53 %). Nous jugeons que ceux-ci auront présenté un front commun largement coordonné, présentant dans l'espace public des arguments compatibles et complémentaires se renforçant mutuellement.

Nous sommes d'avis que si aucun cadre de référence ne semble avoir dominé les rencontres, un *récit* — celui de Keystone XL comme source de création d'emplois et de développement économique — aura largement prévalu sur tous les autres, forçant même les opposants à en tenir compte et à tenter de le contrer. Ce récit se sera imposé comme étant « naturel » pour une majorité d'intervenants, qu'ils aient été favorables ou non au projet Keystone XL (58 % mentionnent les emplois dans leurs plaidoiries, 45 % le perçoivent — en tout ou en partie — comme un grand projet générateur d'emplois).

Tableau 7.1
Questions de recherche, hypothèses et résultats

Questions de recherche	Hypothèses	Résultats
Q1. Quels <i>cadres de référence</i> s'affrontent au cours des rencontres publiques de l'automne 2011 et portant sur Keystone XL?	H1. Les visions en opposition et leur manière de cadrer le projet Keystone XL s'articulent autour des <i>cadres de référence</i> en matière de sécurité énergétique identifiés par Constantin (2006) : un cadre libéral, un cadre géopolitique et un cadre environnemental.	R1. Largement faux. Les cadres de référence identifiés par Constantin sont présents, mais ne structurent que très partiellement les débats. La majorité des intervenants s'appuient sur deux autres cadres de référence (<i>Jobs, Now!</i> et <i>Localisme</i>) et en tirent les récits leur permettant de cadrer l'enjeu Keystone XL comme un grand projet industriel.
Q2. Peut-on considérer qu'il existe un cadre de référence dominant au cours de ces rencontres publiques?	H2. Aucun <i>cadre de référence</i> ne dominait les rencontres publiques à l'automne 2011.	R2. En grande partie vrai. Aucun cadre de référence ne domine numériquement les débats. Par contre, le <i>récit</i> de Keystone XL comme générateur d'emplois a réussi à s'imposer comme étant naturel à une majorité d'intervenants.

L'analyse nous aura finalement permis de révéler la présence de 3 coalitions discursives distinctes. Pour Hajer (2006 : 70), une coalition discursive réfère à un groupe d'acteurs – en l'occurrence, ici, un groupe d'intervenants – partageant un ensemble particulier de récits au cours d'une période définie³. Nous constatons ainsi l'existence d'une « supra » coalition discursive, composée de la grande majorité des promoteurs du projet Keystone XL. Cette coalition discursive s'appuie aux récits de Keystone XL comme grand donneur

³ Notons ici qu'Hajer réfère ici aux récits, et non aux discours dont ces derniers sont tirés. De fait, une coalition discursive peut très bien s'appuyer sur un ensemble de récits tirés de plusieurs discours compatibles.

d'ouvrage et comme levier de développement économique, de même qu'à celui du pétrole canadien comme contribuant à la sécurité géopolitique des approvisionnements américains. Nous constatons également la présence de deux autres coalitions discursives, l'une composée des opposants appuyés sur le cadre localiste, l'autre des opposants appuyés sur le cadre environnemental.

7.2 Keystone XL, une controverse politique têtue?

Nous avons postulé que nous avions affaire, dans le cas Keystone XL, à une *controverse politique têtue* mettant en présence des visions ontologiques et normatives fondamentalement distinctes et irréconciliables. Dans un tel cas, les acteurs ne s'entendent ni sur la nature de leurs différends, ni sur les façons de les résoudre (Rein et Schön, 1993 : 148). Nous aurions pu également nous trouver devant un simple *différend* ou une *mésentente politique*, dont la résolution pourrait être facilitée par un meilleur partage de l'information et une meilleure qualité de dialogue, par exemple.

L'analyse des interventions nous a permis de constater qu'une partie importante des participants a fait preuve de souplesse en adoptant des éléments d'ontologie et des récits discursifs tirés de plus d'un cadre de référence. En ce sens, le fait d'être prédisposé à la base par un cadre de référence ne semble pas empêcher des emprunts utiles à d'autres cadres compatibles, du moins momentanément. L'analyse aura de même révélé qu'une majorité d'intervenants tenaient compte d'arguments amenés par la « partie adverse », ne serait-ce qu'à des fins de contre-argumentation. On ne peut véritablement, dans ce contexte, parler d'un dialogue de sourds, mais il serait aussi prématuré d'y voir un début de dialogue visant une éventuelle résolution du conflit.

Nous croyons ainsi que les positions des opposants et des promoteurs s'avèrent, à l'automne 2011, profondément incompatibles et irréconciliables. Un camp y voit une infrastructure utile au bon fonctionnement du système énergétique américain, indispensable à la protection des intérêts stratégiques du pays et/ou bienvenue, parce que génératrice d'emplois pour des milliers de travailleurs dans la gène. Un autre conçoit une

menace locale ou planétaire intolérable. Aucun des camps ne peut convaincre l'autre par le biais de récits tirés de son (ses) propre(s) cadre(s) de référence. Les parties restent sur leurs positions.

Cette impasse pourrait-elle être levée, et si oui comment? On peut à juste titre s'inquiéter de la prévalence contemporaine de ces controverses politiques, dont font partie les enjeux énergétiques tels Keystone XL, et se demander sur quelles bases asseoir la résolution des conflits alors que n'existerait plus d'arbitres suprêmes (ni Dieu ni science, ni éthique ni raison) de la justesse des positions en présence dans l'espace public.

Nous croyons effectivement qu'aucun forum de discussion ou de négociation n'aurait pu, à l'automne 2011, réconcilier les parties sur la base du projet Keystone XL tel que proposé par TransCanada. Nous croyons par contre que les positions des parties en présence, quel que soit leur cadre de référence, pourraient évoluer dans le temps, alors que se transforment certains éléments de contexte.

Par exemple, l'opposition des intervenants appuyés au cadre localiste pourrait s'estomper (sans disparaître) advenant la proposition d'un nouveau tracé contournant des territoires ou des contextes sensibles. On peut aussi imaginer qu'une éventuelle résiliation de l'entente de main d'œuvre entre TransCanada et les grands syndicats ouvriers viendrait changer la perspective d'une bonne partie des travailleurs syndiqués initialement favorables au projet. Ou encore que les aléas du marché de l'énergie puissent éventuellement saper la rentabilité du projet Keystone XL et susciter son abandon par ses promoteurs. La découverte de grands gisements pétroliers sur le territoire des États-Unis pourrait rendre moins indispensables des approvisionnements pétroliers canadiens et refroidir l'enthousiasme d'intervenants influencés par le cadre géopolitique.

Bref, à l'automne 2011, le conflit entourant le projet Keystone XL constitue bel et bien une controverse politique têtue. Par contre, rien n'indique que cette situation demeurera immuable dans le temps. En ce sens, l'évolution du contexte à la fois idéal et matériel

pourrait engendrer de nouveaux alignements, de nouvelles combinaisons d'idées et d'intérêts peut-être plus propices à une résolution de ce conflit.

APPENDICE A

CODAGE DES DÉCLARATIONS – RÉSULTATS GÉNÉRAUX

Tableau A1
Sexe des intervenants

Nombre de Code_discours	
code_sex	Total
Female	290 28 %
Male	729 71 %
Unknown	13 1 %
Total	1032

Tableau A2
Position des intervenants

Nombre de Code_discours	
code_valence	Total
Against KXL	372 36 %
in favor KXL	545 53 %
Unknown / conditional	115 11 %
Total	1032

Tableau A3
Affiliation socioprofessionnelle

Nombre de Code_Discours	
Code_Occupation	Total
Unaffiliated citizens	299 29 %
NGO / Community organizers	91 9 %
Business representatives	129 13 %
Landowners / farmers	79 8 %
Others	101 10 %
Elected officials	69 7 %
Union workers	255 25 %
Unknown / non-codés	9 1 %
Total	1032

Tableau A4
Ontologie - KXL

Nombre de Code_Discours	
Code_KXL as	Total
Other	93 9 % ¹
Energy / national security	277 27 %
Improved market access	67 6 %
Infrastructure for export	89 9 %
Jobs / taxes / economy	461 45 %
Risk – Local -	136 13 %
Agriculture	136
Risk – Local - Air	70 7 %
Risk – Local - Other	210 20 %
Risk – Local - Property	15 15 %
Risk – Local - Water	280 27 %
Risk – World - Climate	89 9 %
Risk – World - Other	25 2 %
Total	1812 N=1032

¹ Ramené à l'ensemble des intervenants (n = 1032) tout comme l'ensemble des tableaux suivants : par exemple, 461 intervenants perçoivent KXL comme un projet générateur d'emploi et de retombées économiques (461/1032 = 45 %).

Tableau A5
Entités conçues

Nombre de Code_discours code_entity	Total	
Jobs	598	58 %
United States / America	477	46 %
State (individual)	403	39 %
Canada / Canadian		32 %
neighbours	326	
Pollution / Catastrophes / accident	318	31 %
Oil companies / TransCanada	290	28 %
Economy / competitiveness (national)	268	26 %
Local ecosystem / aquifere / rivers / lakes / forests	241	23 %
Tar sands / oil sands	230	22 %
Local community	228	22 %
Taxes / revenues / local economy	193	19 %
Green economy / energy	191	19 %
Hostile / unreliable regimes	170	16 %
Planet / biosphere / the environment	129	13 %
Other	129	13 %
GHG emissions / Climate change / Carbon pollution	122	12 %
Next generation	108	10 %
Government	97	9 %
Fossil fuels	73	7 %
Indians / aboriginals	73	7 %
NGOs / environmentalists	57	6 %
China	46	4 %
God's creation /	25	2 %

Tableau A6
Métaphores

Nombre de Code_discours code_métaphores	Total	
Addiction to oil	38	4 %
Boat / spaceship	6	1 %
BP / Golfe du Mexique	30	3 %
Canadian neighbours / friends	124	12 %
Common sense	30	3 %
Dirty oil	92	9 %
Freedom	4	0 %
Heartland	23	2 %
Hostile regimes	11	1 %
Little guy vs big oil	22	2 %
Other	51	5 %
Our nation is starving for jobs and investments	57	6 %
Race to the top / US falling behind	3	0 %
Radical environmentalists	17	2 %
Ripple-effect (economy)	12	1 %
Shovel ready	15	1 %
State of the art technology / workers' craftmanship	65	6 %
Time bomb	25	2 %
« Let our people go to work »	38	4 %
« Conflict-free oil »	7	1 %
« The safest, most scrutinized pipeline ever constructed in the US »	54	5 %
« Powerful private sector economic stimulus »	55	5 %
« Pristine	40	4 %

Mother Earth		
Total	4792	1032

environment »		
« Clean energy future »	59	6 %
« At a time like this »	24	2 %
« Trans-Canada as a foreign company »	61	6 %
« Environmental destruction / human suffering »	129	13 %
« Ethical oil »	3	0 %
« Climate crisis »	10	1 %
« Water is more important than oil »	22	2 %
Total	1127	1032

Tableau A7
Ontologie - pétrole

Nombre de Code_discours code_energy_as	Total	
Commodity	78	8 %
Fuel for the economy	45	4 %
Other	6	1 %
Risk - Local - Agriculture	5	0 %
Risk - Local - Air	5	0 %
Risk - Local - Other	6	1 %
Risk - Local - Water	9	1 %
Risk - World - Climate change	35	3 %
Risk - World - Other	5	0 %
Strategic resources	16	2 %
Weapon	1	0 %
Total	211	1032

Tableau A8
Relations

Nombre de Code_discours code_relations	Total	
Broken equilibrium / restoring natural harmony	56	5 %
Free markets / limited government interventions	58	6 %
Rivalry / control of oil	30	3 %
Total	144	1032

Tableau A9
Motivations

Nombre de Code_discours code_motivations	Total	
Business as good corporate citizens	23	2 %
Biz : innovation / solution	6	1 %
Biz : profits (négatif)	76	7 %
Civil society : solutions	3	0 %
Everyone to protect the environment (moral issue)	39	4 %
International communtiy : common solution	1	0 %
NGOs / environmentalists : disrupt	15	1 %
Transition / change towards green economy / energy	1	0 %
	63	6 %
Rivals : controlling oil resources	2	0 %
State : protecting the nation's interests	14	1 %
Hostile / unreliable regimes	170	16 %
People / jobs	635	62 %
Total	1048	1032

Tableau A10
Confiance

Nombre de Code_discours code_trust	Total	
Government	10	1 %
NGOs	1	0 %
Oil companies	65	6 %
Science / experts	33	3 %
Technology / workers' skills	47	5 %
This nation	2	0 %
Total	158	1032

Tableau A11
Méfiance

Nombre de Code_discours code_distrust	Total	
Government	33	3 %
NGOs / environmentalists	6	1 %
Oil companies	107	10 %
Other	1	0 %
Science / experts	7	1 %
Technology	4	0 %
Total	158	1032

Tableau A12-A
Contre-argumentation

Nombre de code_discours code_counter	Total	
Acknowledge / agrees some arguments from the other side	194	19 %
No energy security	70	7 %
No energy transition, yet	60	6 %
No jobs / no revenues / no development	99	10 %
Minimize risks	161	16 %
Other	77	7 %
Pipeline safest and most environmental way of transporting oil	72	7 %
We are working towards that end (going green)	54	5 %
Total	787	1032

Tableau A12-B
Contre-argumentation, selon la position

Intervenants proposant un / des contre-arguments	% de la	
	Total	catégorie
Opposés à KXL	206	55 %
En faveur de KXL	284	52 %
Position inconnue / conditionnelle	39	34 %
Total	529	51 %

APPENDICE B

CODAGE DES DÉCLARATIONS - CADRES DE RÉFÉRENCE

Cadre libéral

Tableau B1 Sexe des intervenants Cadre libéral		Tableau B2 Affiliation socioprofessionnelle Cadre libéral	
Nombre de InfavorEnergyasCommodity code_sexe	Total	Nombre de InfavorEnergyasCommodity Occupation	Total
Female	4	Expert - oil and related business	10
Male	51	Expert - others	1
Total	55	Landowner / farmer	2
		Other	5
		Politician - city / county	1
		Politician - state	5
		Representative - business	8
		Representative - NGO	2
		Small business / professional	6
		Unaffiliated citizen	7
		Union worker	7
		Total	54

Tableau B3
Relations
Cadre libéral

Nombre de InfavorEnergyasCommodity code_relations	Total
America should lead	3
Competition (free-market) / mutual benefits	13
Dependence / vulnerability	1
Disruption by environmentalists	1
Rivalry	1
Win-win partnerships	2
Total	21

Tableau B4
Entités conçues
Cadre libéral

Nombre de InfavorEnergyasCommodity code_actors	Total
« me » / « I »	1
« us » Americans / our country	34
« us » state / city	20
Canada / Canadian neighbours	30
China	2
Economy / competitiveness	29
Fossil fuels	5
GHG emissions / Climate change	3
Government	5
Green economy / energy	9
Hostile / unreliable regimes	18
Jobs	35
Local communities / rural folks	8
Local ecosystem	1
Local taxes / local economy	19
Next generation	1
NGOs / environmentalists	4
Oil companies (by name)	13
Other	8
Planet / biosphere / the environment	1
Pollution / Catastrophes / accident	8
Tar sands / oil sands	13
Total	267

Tableau B5
Motivations
cadre libéral

Nombre de InfavorEnergyasCommodity code_motivations	Total
Biz : profits (négatif)	1
Everybody better off : utility	5
Hostile / unreliable regimes	18
Jobs / \$\$ / economy / taxes	43
NGOs / environmentalists : disrupt	1
Rivals : controlling oil resources	1
Total	69

Tableau B6
Métaphores
Cadre libéral

Nombre de InfavorEnergyasCommodity code_mataphores	Total
« At a time like this »	5
« Conflict-free oil »	1
« Let our people go to work »	1
« Powerful private sector economic stimulus »	9
« The safest, most scrutinized pipeline ever constructed in the US »	4
« Trans-Canada as a foreign company »	1
Addiction to oil	1
Balanced approach	1
Canadian neighbours / friends	14
Common sense	4
Dirty oil	1
Freedom	1
Heartland	1
Other	3
Our nation is starving for jobs and investments	5
Radical environmentalists	2
Ripple-effect (economy)	1
Shovel ready	3
State of the art technology / craftsmanship	3
Total	61

Tableau B7
Contre-argumentation
Cadre libéral

Nombre de InfavorEnergyasCommodity code_counter	Total
Acknowledge / agrees some arguments from the other side	5
No energy security	1
No energy transition, yet	7
No jobs / no revenues / no development	1
No risks / manageable risks	15
Other	2
Pipelin safest and most environmental way of transporting oil / We are addressing the risks (local)	8
We are working towards that end (going green)	5
Yes, there are going to be some jobs	1
Total	45

Cadre géopolitique

Tableau B8
Sexe des intervenants
Cadre géopolitique

Nombre de GeopolitiquePure code_sexe	Total
Female	1
Male	27
Unknown	2
Total	30

Tableau B9
Affiliation socioprofessionnelle
Cadre géopolitique

Nombre de GeopolitiquePure Occupation	Total
Army	1
Expert - oil and related business	2
Landowner / farmer	2
Other	3
Politician - state	2
Representative - business	3
Small business / professional	2
Unaffiliated citizen	6
Union worker	10
Total	31

Tableau B10
Relations
Cadre géopolitique

Nombre de GeopolitiquePure code_relations	Total
Control of oil	3
Dependence / vulnerability	1
Disruption by environmentalists	1
Freedom (from Government) / limited regulation	1
Win-win partnerships	1
Total	7

Tableau B11
Entités conçues
Cadre géopolitique

Nombre de GeopolitiquePure code_actors	Total
« us » Americans / our country	12
« us » state / city	12
Canada / Canadian neighbours	14
China	2
Economy / competitiveness	3
Fossil fuels	2
Government	2
Green economy / energy	3
Hostile / unreliable regimes	22
Jobs	2
landowners / rural folks	1
Local communities / rural folks	3
Local ecosystem	3
Local taxes / local economy	3
Next generation	1
NGOs / environmentalists	3
Oil companies (by name)	7
Other	4
Planet / biosphere / the environment	3
Pollution / Catastrophes / accident	2
Tar sands / oil sands	5
Total	109

Tableau B12
 Motivations
 Cadre géopolitique

Nombre de GeopolitiquePure code_motivations	Total
Biz as good partners : safety / investments	1
Hostile / unreliable regimes	22
Hostile regimes : threat to « us »	1
NGOs / environmentalists : disrupt	1
Total	25

Tableau B13
 Métaphores
 Cadre géopolitique

Nombre de GeopolitiquePure code_mataphores	Total
« All of the above »	1
« Conflict-free oil »	1
« Let our people go to work »	1
« Powerful private sector economic stimulus »	1
« The safest, most scrutinized pipeline ever constructed in the US »	4
Canadian neighbours / friends	11
Heartland	1
Hostile regimes	1
Radical environmentalists	1
State of the art technology	1
State of the art technology / craftsmanship	4
War / conflict	2
Total	29

Tableau B14
Contre-argumentation
Cadre géopolitique

Nombre de GeopolitiquePure	
code_counter	Total
Acknowledge / agrees some arguments from the other side	2
No energy transition, yet	3
No risks / manageable risks	10
Other	2
Pipelin safest and most environmental way of transporting oil / We are adresssing the risks (local)	7
We are working towards that end (going green)	4
Total	28

Jobs, Now!

Tableau B15
Sexe des intervenants
Cadre *Jobs, Now!*

Nombre de JobsPure	
code_sexe	Total
Female	20
Male	181
Unknown	3
Total	204

Tableau B16
Affiliation socioprofessionnelle
Cadre *Jobs, Now!*

Nombre de JobsPure	
Occupation	Total
Army	1
Expert - oil and related business	5
Expert - others	1
Landowner / farmer	6
Other	10
Politician - city / county	10
Politician - state	8
Representative - business	15
Retiree	2
Small business / professional	8
Unaffiliated citizen	24
Union worker	117
Total	207

Tableau B17
 Relations
Cadre Jobs, Now!

Nombre de JobsPure	
code_relations	Total
America should lead	2
Broken equilibrium / harmony with environment	2
Competition (free-market) / mutual benefits	8
Control of oil	1
Dependence / vulnerability	1
Freedom (from Government) / limited regulation	6
Win-win partnerships	2
Total	22

Tableau B18
Entités conçues
Cadre Jobs, Now!

Nombre de JobsPure code_actors	Total
« me » / « I »	4
« us » Americans / our country	73
« us » community	2
« us » state / city	72
Canada / Canadian neighbours	20
China	1
Economy / competitiveness	72
Fossil fuels	7
GHG emissions / Climate change	2
God's creation	2
Government	10
Green economy / energy	16
Hostile / unreliable regimes	5
Indians / aboriginals	3
Jobs	166
landowners / rural folks	11
Local communities / rural folks	38
Local ecosystem	9
Local taxes / local economy	59
Next generation	5
NGOs / environmentalists	11
Oil companies (by name)	28
Other	7
Planet / biosphere / the environment	5
Pollution / Catastrophes / accident	17
Tar sands / oil sands	2
Total	647

Tableau B19
Motivations
Cadre Jobs, Now!

Nombre de JobsPure code_motivations	Total
Be a good biz partner	1
Biz : profits (négatif)	1
Biz as good partners : safety / investments	5
Consumers : utility	2
Everybody better off : utility	5
Everyone to protect the environment (moral issue)	1
Hostile / unreliable regimes	5
Jobs / \$\$ / economy / taxes	208
People : jobs	5
Revolution / transformation / transition / change	2
State : do nothing / making the market work	4
Total	239

Tableau B20
 Métaphores
Cadre Jobs, Now!

Nombre de JobsPure code_mataphores	Total
« At a time like this »	11
« Clean energy future »	1
« Decent jobs »	2
« Ethical oil »	1
« Let our people go to work »	15
« Lets build our energy future »	1
« Powerful private sector economic stimulus »	18
« Pristine environment »	2
« The safest, most scrutinized pipeline ever constructed in the US »	11
« Trans-Canada as a foreign company »	1
Bleeding hearts	1
Boat / spaceship	1
Canadian neighbours / friends	11
Common sense	4
Dirty oil	1
Local autonomy (or other form of autonomy, short of freedom)	1
Other	4
Our nation is starving for jobs and investments	18
Radical environmentalists	3
Ripple-effect (economy)	6
Shovel ready	7
State of the art technology	1
State of the art technology / craftsmanship	15
Total	136

Tableau B21
 Contre-argumentation
Cadre Jobs, Now!

Nombre de JobsPure code_counter	Total
Acknowledge / agrees some arguments from the other side	26
No energy transition, yet	10
No risks / manageable risks	44
Other	17
Pipelin safest and most environmental way of transporting oil / We are adresssing the risks (local)	17
We are working towards that end (going green)	16
Yes, there are going to be some jobs	10
Total	140

Patriotisme d'affaires

Tableau B22
Sexe des intervenants
Patriotisme d'affaires

Nombre de InfavorJobsNatSec	
code_sexe	Total
Female	25
Male	199
Unknown	6
Total	230

Tableau B23
Affiliation socioprofessionnelle
Patriotisme d'affaires

Nombre de InfavorJobsNatSec	
Occupation	Total
Army	4
Expert - oil and related business	8
Expert - others	1
Landowner / farmer	8
Other	20
Politician - city / county	12
Politician - state	14
Representative - business	37
Retiree	3
Small business / professional	9
Unaffiliated citizen	23
Union worker	96
Total	235

Tableau B24
Relations
Patriotisme d'affaires

Nombre de InfavorJobsNatSec	
code_relations	Total
America should lead	1
Broken equilibrium / harmony with environment	1
Competition (free-market) / mutual benefits	13
Control of oil	10
Dependence / vulnerability	17
Disruption by environmentalists	9
Freedom (from Government) / limited regulation	9
Harmony economy / environment / energy / life	1
Other	1
Rivalry	5
Win-win partnerships	2
Total	69

Tableau B25
Motivations
Patriotisme d'affaires

Nombre de InfavorJobsNatSec	
code_motivations	Total
Be a good biz partner	2
Biz : innovation / solution	1
Biz : profits (négatif)	3
Biz as good partners : safety / investments	12
Consumers : utility	1
Everybody better off : utility	15
Hostile / unreliable regimes	129
Hostile regimes : threat to « us »	12
Jobs / \$\$ / economy / taxes	230
NGOs / environmentalists : disrupt	12
People : jobs	8
Revolution / transformation / transition / change	2
Rivals : controlling oil resources	1
State : do nothing / making the market work	6
State : protecting the nation's interests	2
Total	436

Tableau B26
Entités conçues
Patriotisme d'affaires

Nombre de InfavorJobsNatSec code_actors	Total
« me » / « I »	13
« us » Americans / our country	152
« us » community	2
« us » rural folks	1
« us » state / city	99
Businesses / companies	1
Canada / Canadian neighbours	126
China	10
Economy / competitiveness	110
Fossil fuels	16
GHG emissions / Climate change	10
Government	20
Green economy / energy	44
Hostile / unreliable regimes	129
Indians / aboriginals	4
Jobs	203
landowners / rural folks	6
Local communities / rural folks	32
Local ecosystem	19
Local taxes / local economy	104
Next generation	6
NGOs / environmentalists	25
Oil companies (by name)	63
Other	25
Planet / biosphere	1
Planet / biosphere / the environment	5
Pollution / Catastrophes / accident	24
Tar sands	1
Tar sands / oil sands	19
Total	1270

Tableau B27
Métaphores
Patriotisme d'affaires

Nombre de InfavorJobsNatSec code_mataphores	Total
« All of the above »	1
« At a time like this »	12
« Clean energy future »	2
« Conflict-free oil »	5
« Decent jobs »	5
« Environmental destruction / human suffering »	1
« Ethical oil »	2
« Let our people go to work »	19
« Lets build our energy future »	3
« local economic independence »	2
« Powerful private sector economic stimulus »	30
« Pristine environment »	2
« The safest, most scrutinized pipeline ever constructed in the US »	31
« Trans-Canada as a foreign company »	1
Appetite (China)	7
Balanced approach	1
Canadian neighbours / friends	84
Common sense	14
Dirty oil	1
Environmentalists as traitors	1
Freedom	2
Global warming / Climate change	1
Heartland	2
Hostile regimes	9
Other	6
Our nation is starving for jobs and investments	36
Radical environmentalists	11
Ripple-effect (economy)	5
Secured future	1
Shovel ready	7
State of the art technology / craftsmanship	35
Unhealthy dependence on overseas oil	2
War / conflict	7
Total	348

Tableau B28
 Contre-argumentation
Patriotisme d'affaires

Nombre de InfavorJobsNatSec	
code_counter	Total
Acknowledge / agrees some arguments from the other side	23
Agrees with some arguments from the other side	3
No energy security	2
No energy transition, yet	38
No risks / manageable risks	74
Other	14
Pipelin safest and most environmental way of transporting oil / We are adresssing the risks (local)	38
We are working towards that end (going green)	26
Yes, there are going to be some jobs	11
Total	229

Tableau B30
 Confiance
Patriotisme d'affaires

Nombre de	
InfavorJobsNatSec	
code_trust	Total
Government	1
NGOs	1
Oil companies	25
Science / experts	3
Technology / workers' skills	26
This nation	1
Total	57

Tableau B31
 Confiance
Patriotisme d'affaires

Nombre de InfavorJobsNatSec	
code_distrust	Total
Government	1
NGOs	1
NGOs / environmentalists	3
Oil companies	2
Total	7

Cadre environnemental

Tableau B32

Sexe des intervenants
Cadre environnemental

Nombre de AgainstTransition code_sexe	Total
Female	30
Male	24
Total	54

Tableau B33

Affiliation socioprofessionnelle
Cadre environnemental

Nombre de AgainstTransition Occupation	Total
Community organizer	4
Expert – others	2
Landowner / farmer	5
Other	5
Representative – NGO	10
Small business / professional	1
Unaffiliated citizen	25
Union worker	2
Total	54

Tableau B34

Relations
Cadre environnemental

Nombre de AgainstTransition code_relations	Total
America should lead	5
Broken equilibrium / harmony with environment	11
Competition (free-market) / mutual benefits	1
Competition for green economy	2
Harmony economy / environment / energy / life	6
Rivalry	3
Win-win partnerships	3
Total	31

Tableau B35
Contre-argumentation
Cadre environnemental

Nombre de AgainstTransition code_counter	Total
Acknowledge / agrees some arguments from the other side	9
Agrees with some arguments from the other side	2
No energy security	13
No jobs / no revenues / no development	21
No risks / manageable risks	1
Other	5
Risk - Local - Water	2
Risk - World - Climate	3
Total	56

Tableau B36
Motivations
Cadre environnemental

Nombre de AgainstTransition code_motivations	Total
Against but agree with jobs	39
Biz : innovation / solution	3
Biz : profits (négatif)	13
Civil society : solutions	2
Everyone to protect the environment (moral issue)	8
Hostile / unreliable regimes	1
Revolution / transformation / transition	1
Revolution / transformation / transition / change	53
State : protecting the nation's interests	2
(vide)	1
Total	123

Tableau B37
Métaphores
Cadre environnemental

Nombre de AgainstTransition code_mataphores	Total
« Clean energy future »	29
« Climate crisis »	5
« Dirty oil »	2
« Environmental destruction / human suffering »	22
« Pristine environment »	7
« Trans-Canada as a foreign company »	7
Addiction to oil	14
Boat / spaceship	2
BP / Golfe du Mexique	1
Common sense	1
Dirty oil	16
Global warming / Climate change	1
Heartland	2
Little guy vs big oil	5
Other	2
Race to the top / US falling behind	2
Ripple-effect (economy)	1
Scar / gash	1
Time bomb	10
Total	130

Tableau B38
Confiance
Cadre environnemental

Nombre de AgainstTransition code_trust	Total
Government	1
Oil companies	1
Science / experts	9
Technology / workers' skills	1
Total	12

Tableau B39
Confiance
Cadre environnemental

Nombre de AgainstTransition code_distrust	Total
Government	2
NGOs / environmentalists	1
Oil companies	11
Science / experts	1
Total	15

Tableau B40
Entités perçues
Cadre environnemental

Nombre de code_actors	AgainstTransition	Total
« us » Americans / our country		34
« us » state / city		18
Canada / Canadian neighbours		19
Catastrophes		1
China		5
Economy / competitiveness		12
Fossil fuels		14
GHG emissions / Climate change		29
Government		7
Green economy / energy		44
Hostile / unreliable regimes		1
Indians / aboriginals		4
Jobs		40
landowners / rural folks		1
Local communities / rural folks		12
Local ecosystem		12
Local taxes / local economy		3
Next generation		22
NGOs / environmentalists		2
Oil companies (by name)		22
Other		11
Planet / biosphere		1
Planet / biosphere / the environment		21
Pollution / Catastrophes / accident		30
Tar sands / oil sands		32
Total		397

Tableau B41
Ontologie KXL
Cadre environnemental

Nombre de	
AgainstTransition	
Code_KXL as	Total
Other	10
Infrastructure for export	11
Risk – Local - Agriculture	17
Risk – Local - Air	15
Risk – Local - Other	21
Risk – Local - Property	2
Risk – Local - Water	34
Risk – World - Climate	21
Risk – World - Other	3
Total	134

Tableau B42
Ontologie énergie
Cadre environnemental

Nombre de	
AgainstTransition	
code_energy_as	Total
Commodity	2
Fuel for the economy	1
Other	1
Risk - Local – Agriculture	1
Risk - Local – Air	2
Risk - Local – Other	2
Risk - Local – Water	4
Risk - World - Climate change	12
Risk - World - Other	2
Weapon	1
Total	28

Cadre localiste

Tableau B43
Sexe des intervenants
Cadre localiste

Nombre de LocalPur	
code_sexe	Total
Female	142
Male	124
Unknown	1
Total	267

Tableau B44
Affiliation socioprofessionnelle
Cadre localiste

Nombre de LocalPur	
Occupation	Total
Community organizer	8
Expert - oil and related business	1
Expert - others	6
Landowner / farmer	23
Other	36
Politician - city / county	3
Politician - state	2
Representative - NGO	43
Small business / professional	4
Unaffiliated citizen	130
Union worker	1
Total	257

Tableau B45
Motivations
Cadre localiste

Nombre de LocalPur	
code_motivations	Total
Against but agree with jobs	116
Biz : innovation / solution	2
Biz : profits (négatif)	42
Biz as good partners : safety / investments	1
Civil society : solutions	1
Everyone to protect the environment (moral issue)	24
Hostile / unreliable regimes	5
Jobs / \$\$ / economy / taxes	2
State : protecting the nation's interests	6
Total	199

Tableau B46
Relations
Cadre localiste

Nombre de LocalPur	
code_relations	Total
America should lead	6
Broken equilibrium / harmony with environment	34
Competition (free-market) / mutual benefits	5
Competition for green economy	1
Control of oil	2
Harmony economy / environment / energy / life	5
Other	1
Rivalry	3
Total	57

Tableau B47
Contre-argumentation
Cadre localiste

Nombre de LocalPur	
code_counter	Total
Acknowledge / agrees some arguments from the other side	71
Agrees with some arguments from the other side	4
No energy security	41
No energy transition, yet	1
No jobs / no revenues / no development	59
No risks / manageable risks	2
Other	26
Risk - local - Agriculture	1
Risk - local - Air	1
Risk - local - Property (value)	3
Risk - Local - Water	12
Yes, there are going to be some jobs	1
Total	222

Tableau B48
Entités reconnues
Cadre localiste

Nombre de LocalPur code_actors	Total
« me » / « I »	4
« us » Americans / our country	115
« us » community	1
« us » humans	2
« us » state / city	119
Canada / Canadian neighbours	71
China	15
Economy / competitiveness	36
Fossil fuels	21
GHG emissions / Climate change	51
God's creation	17
Government	28
Green economy / energy	56
Hostile / unreliable regimes	5
Indians / aboriginals	41
Jobs	116
landowners / rural folks	7
Local communities / rural folks	66
Local ecosystem	124
Local taxes / local economy	10
Next generation	53
NGOs / environmentalists	8
Oil companies (by name)	98
Other	50
Planet / biosphere	1
Planet / biosphere / the environment	65
Pollution / Catastrophes / accident	167
Tar sands	5
Tar sands / oil sands	107
Total	1459

Tableau B49
Confiance
Cadre localiste

Nombre de LocalPur	
code_trust	Total
Government	5
Oil companies	7
Science / experts	13
Total	25

Tableau B50
Méfiance
Cadre localiste

Nombre de LocalPur	
code_distrust	Total
Government	17
Oil companies	62
Other	1
Science / experts	3
Technology	4
Total	87

Tableau B51
 Métaphores
 Cadre localiste

Nombre de LocalPur code_mataphores	Total
« At a time like this »	1
« Clean energy future »	17
« Climate crisis »	4
« Environmental destruction / human suffering »	85
« Let our people go to work »	1
« Pristine environment »	18
« Trans-Canada as a foreign company »	36
« Water is more important than oil »	16
Addiction to oil	18
Appetite (China)	1
Boat / spaceship	2
BP / Golfe du Mexique	20
Canadian neighbours / friends	4
Common sense	5
Companies liying	1
Dirty oil	48
Freedom	1
Heartland	12
Hostile regimes	1
Little guy vs big oil	13
Other	26
Our nation is starving for jobs and investments	3
Race to the top / US falling beind	1
Scar / gash	3
Shovel ready	1
Time bomb	11
War / conflict	1
Total	350

APPENDICE C

RECONSTITUTION DES DÉBATS

Texas et Oklahoma : quand des décisions d'affaires se heurtent à la justice environnementale

Port Arthur, Texas, septembre 2011. Les rencontres publiques du Département d'État s'ouvrent dans ce terminal pétrolier et gazier du Golfe du Mexique. C'est ici que doit aboutir l'oléoduc Keystone XL. C'est ici aussi que les promoteurs du projet dévoilent leurs arguments et développent leur plaidoirie. « Ce pipeline nous aidera à bâtir une Amérique forte. Il nous aidera à sortir de récession, Il créera des emplois. [...] Je vous invite fortement à considérer ce pipeline d'intérêt national pour les Etats-Unis » (PA : 734)¹, lance le représentant du District 29 à la législature Texane, Randy Weber, qui ouvre cette série d'interventions qui s'étireront sur cinq longues heures. Le ton est donné.

« Ce pipeline nous permettra de mieux servir les consommateurs américains en carburants fiables et abordables » (PA : 476), affirme un représentant de la raffinerie Valero, une des principales bénéficiaires de l'arrivée de Keystone XL à Port Arthur. Un consultant indépendant de Houston opine : « nos raffineries auront accès au pétrole bitumineux canadien, ce qui augmentera la sécurité de nos approvisionnements alors que décline la production du Mexique et du Venezuela ». (PA : 818). « La compétitivité de nos

¹ Nous identifions les interventions par un système de classement alphanumérique. Par exemple, PA : 818 signifie : Port Arthur, intervention 818 (sur 1032). De même, AUS = Austin, OKL = Oklahoma City, PR = Pierre, GDV = Glendive, ATK = Atkinson, LCN = Lincoln, DC = Washington, D.C., TPK = Topeka.

raffineries en dépend. Nous ne pouvons nous permettre de rester immobiles face à la concurrence mondiale », plaident les représentants de ConocoPhilips (AUS : 631, 673).

Centre névralgique de l'industrie pétrolière américaine, le Texas dispose de capacités de raffinage de plus de 4 millions de barils de pétrole par jour. Face à la diminution des importations en provenance du Mexique et du Venezuela, l'industrie se cherche de nouveaux approvisionnements, notamment en pétrole lourd, spécialité des raffineries texanes. Un approvisionnement massif de pétrole bitumineux canadien arriverait à point nommé : « Le Texas ne produit que 1 million de barils par jour. Il faut bien que les autres 3 millions proviennent de quelque part », précise un représentant de l'Association texane du pétrole et du gaz (AUS : 634).

En Oklahoma aussi, l'industrie pétrolière attend Keystone XL avec impatience, tout comme les élus locaux : « Le secteur énergétique est notre moteur économique depuis un siècle et il l'est demeuré parce que nous avons continué à le soutenir », tonne David Holt, sénateur de l'Oklahoma (OKL : 857). « Le gros bon sens exige qu'on approuve ce projet. L'économie des Etats-Unis est la plus forte du monde parce que nous avons su dire oui sans hésitation à des projets comme celui-là ». Le choix est simple, selon un représentant de l'Association des gens d'affaires du Texas : « soit nous améliorons notre sécurité énergétique et nos relations commerciales avec un partenaire historique, tout en augmentant les emplois et les investissements en cette période critique. Ou soit on ne fait rien du tout, et on regarde nos rivaux économiques se servir des ressources énergétiques de notre voisin canadien » (AUS : 664).

« La chose la plus importante aux Etats-Unis maintenant, ce sont les emplois – ah, oui, et l'autre chose, ce sont les emplois. Et l'autre chose, c'est quoi ? », lance un politicien local de Port Arthur. « Des emplois ! », entonne une chorale de voix dans la salle. Des douzaines de syndiqués en T-shirt orange, verts ou blancs prêtent main forte aux représentants de l'industrie et aux politiciens qui les soutiennent : « Au final, nous avons besoin d'emplois. Nous avons du monde qui perdent leur maison tous les jours (sic), qui sont préoccupés pour leurs enfants. Ils n'ont pas d'assurance-maladie. Ces emplois vont

sauver des foyers et remettre notre pays sur ses rails. C'est pour ça qu'on est ici aujourd'hui » (PA : 745), déclare un représentant syndical. « Ce n'est pas un pipeline, c'est une bouée de sauvetage ! » (PA : 758). Les travailleurs portant la livrée syndicale approuvent bruyamment.

Les forces armées américaines se battent au Moyen-Orient depuis une décennie. Pour tous ceux et celles qui se présenteront au micro, la raison ne fait aucun doute. « Mes trois fils rêvent de servir leur pays dans les forces armées. Mon plus vieux veut devenir un *marine*. Pourquoi est-ce que je voudrais l'envoyer à l'autre bout du monde pour qu'il se batte pour du pétrole qu'on pourrait obtenir juste de l'autre côté de la frontière ? Pas de sang pour du pétrole. Maudit, pas de sang pour du pétrole ! » (PA : 816), angoisse un représentant d'une association d'affaires hispano-américaine. « Nous, les vétérans, jugeons qu'il n'est plus acceptable d'envoyer nos soldats se battrent et mourir pour assurer la sécurité des ressources naturelles de pays étrangers, dont le seul objectif est de menacer nos citoyens. C'est nous qui nous battons là-bas. C'est nous qui mourons là-bas » (AUS : 670), affirme un représentant du Forum des G.I. du Texas.

À Port Arthur, à Austin et à Oklahoma City, chaque début d'audience est ainsi étrangement monopolisé par les promoteurs de Keystone XL, à croire l'opposition clairesmée ou inexistante. Erreur. L'opposition est là, en force, bien préparée. Elle connaît ses dossiers, refuse qu'on présente cet oléoduc comme le sauveur de l'économie et de la sécurité nationale des Etats-Unis. Pour elle, la question est ailleurs.

« Ce pétrole, cet immonde et sale pétrole s'en vient se faire raffiner dans des communautés de couleurs² » (PA : 781), déclare une représentante d'une association de justice environnementale du sud-est du Texas. « Les communautés qui vivent près des raffineries souffrent de taux plus élevés de cancer et d'asthme, en particulier leurs enfants. [Avec Keystone XL] elles vont respirer onze fois plus de soufre, onze fois plus de nickel, six fois plus d'azote et cinq fois plus de plomb que si c'était du pétrole conventionnel » (PA : 770), dénonce le Sierra Club. D'autres notent « les quantités records de substances

² « *Communities of color* » : souvent des quartiers défavorisés à forte composition afro-américaine et hispanique.

cancérigènes et de composés organiques volatils (COV) » dans l'air et « les taux de concentrations de radiation dans l'eau potable ». « Selon l'Université du Texas, les enfants vivants dans cette soupe ont 56% plus de chance de développer la leucémie que les enfants vivant ailleurs » (PA : 782). « Je ne veux pas que ce pétrole soit raffiné dans ma communauté ; je ne veux pas qu'il soit raffiné, peu importe où » (PA : 784).

Ingénu, un avocat représentant les 50 plus importantes installations industrielles de la région dont les raffineries, les usines de produits chimiques, les aciéries et terminaux pipeliniers avoue candidement que « l'industrie est un peu surprise par l'argument que ce pétrole bitumineux serait nouveau dans la région. Nous traitons déjà ce type de pétrole ici depuis longtemps. Nous sommes aussi surpris de cette question de la pollution dans les communautés. Nous avons des cibles de qualité de l'air à respecter, nous oeuvrons à ce que la qualité de l'air que nous respirons soit bonne. Nous voulons que Port Arthur soit un modèle de justice environnementale » (PA : 802).

« Pas plus tard qu'hier, une de nos raffineries locales a eu une fuite de H₂S. Il y en a eu quatre comme celle-là en 2007, par la même raffinerie. Ça a rempli les salles d'urgence de nos hôpitaux. Les gens en souffrent encore » (PA : 788), intervient un élu de Port Arthur³. « Je trouve ça drôle quand les représentants des raffineries viennent nous dire à quel point ce pipeline est sécuritaire. Ces gens ne restent probablement pas à côté de leur lieu de travail et n'ont certainement pas le goût de traîner dans les environs après leurs heures de bureau », raille un citoyen habitant près de la raffinerie Valero. « A cinq heures, je regarde le trafic qui sort des raffineries et qui quitte le coin, la fumée sortant de leur tuyau d'échappement. On ne profite pas de toute cette richesse, ici à Port Arthur » (PA : 785), dit un travailleur communautaire local. « Allons-nous vraiment signer notre arrêt de mort environnemental pour que quelques personnes, qui n'ont aucun rapport avec nous, deviennent riches ? » (PA : 801).

³ La région de Port-Arthur/Beaumont est d'ailleurs considérée comme une zone aux niveaux de concentration de pollution chimique « pouvant présenter des préoccupations pour la santé » par la Commission texane sur la qualité de l'air (Texas Commission on Environmental Quality, 2012)

Dans quel genre d'esprit tordu... ?

Pour plusieurs autres, les enjeux dépassent de beaucoup les questions environnementales locales et même le cas précis de Keystone XL. Certains y voient un choix moral : « Dans quel genre d'esprit tordu la prédominance des Etats-Unis doit-elle avoir préséance sur la survie des espèces ? Doit-on attendre que nous soyons complètement décimés et désespérés pour admettre que nous sommes allés trop loin ? » (PA : 776), se désole un membre du Parti Vert.

Keystone XL n'est pas dans l'intérêt national des Etats-Unis « lorsqu'on regarde les effets catastrophiques à long terme de notre dépendance aux carburants fossiles. L'intérêt national des Etats-Unis, c'est de participer avec la communauté internationale à la réduction de nos émissions de carbone » (PA : 830), affirme un représentant du Sierra Club. « La transition vers une moins grande dépendance au pétrole ne sera pas facile et n'arrivera pas du jour au lendemain, mais nous devons avoir une vue d'ensemble et penser à long terme, au bénéfice des prochaines générations » (PA : 791). « L'enjeu, ce n'est pas de remplacer du pétrole du Moyen-Orient par du pétrole canadien encore plus sale, c'est de nous débarrasser de notre dépendance envers cette drogue. Saisissons l'occasion. Nous avons les technologies, nous pouvons bâtir des parcs d'éoliennes, de panneaux solaires. Vous secouer la tête », dit un représentant de Greenpeace aux sceptiques dans la salle, « mais c'est la vérité. Nous sommes en train de construire tout ça partout, des voitures électriques sortent des chaînes d'assemblage et nous devons nous assurer que ça se fasse. [Ce pipeline] représente exactement la mauvaise direction que celle que nous devons prendre comme États, comme pays, comme monde, comme êtres humains. ».

« C'est ça, vous direz bonjour à Peter Pan une fois rentrés sagement à la maison », nargue le président de la Chambre de commerce de Port Arthur. « Nous vivons dans la réalité ici, pas dans un monde imaginaire » (PA : 831). Plus charitable, un autre représentant du monde des affaires soumet que « autant nous aimerions que se matérialisent tous ces projets d'énergie verte, la réalité c'est qu'on ne peut pas se permettre d'attendre. Présentement, nous sommes dépendants du pétrole. Présentement, nous avons besoin de pétrole » (PA : 811).

Des emplois ? et si oui, pour qui ?

La question de la création d'emplois est au cœur des débats et revient constamment dans les déclarations des uns et des autres. Combien d'emplois seront créés, et au bénéfice de qui ?

« TransCanada nous dit jusqu'à 120,000 emplois. Les études du Département d'État parlent de 5,000 à 8,000. Vous savez comment TransCanada s'y est pris pour arriver à ses chiffres ? Ils ont pris un horizon de cent ans ! » (AUS : 576), se moque un représentant d'ONG de Austin. Mais à écouter les meneurs de claques du projet, le nombre n'a pas vraiment d'importance : « Vingt mille, trois mille... J'ai des gens dans mon coin qui ne veulent qu'une seule job. Vingt mille ou trois mille, ça ne les fatigue pas » (AUS : 576), s'amuse un commissaire de Comal County, dans le Sud-est du Texas. « Vous savez, je ne peux pas vous dire combien d'emplois ça va créer. Je sais que si je suis perdu dans le désert et qu'on m'offre un verre d'eau, je vais le prendre. Je n'attendrai pas de tomber sur un gallon » (AUS : 584), dit un syndiqué.

« C'est un temps bien triste pour ce pays quand la promesse d'une poignée de jobs par une compagnie étrangère nous monte les uns contre les autres » (AUS : 613), se désole une citoyenne.

Keystone XL, au cœur d'un enjeu de valeurs ?

Les soirées traînent en longueur, les débats s'épuisent, tout comme les participants. Situation propice aux cris du cœur. « Keystone XL est le reflet de notre culture dominée par l'avarice, qui privilégie la gratification à court terme au détriment des solutions à long terme » (AUS : 652), dénonce une étudiante en climatologie membre du Sierra Club. « Ces pipelines ne sont que des symptômes de multinationales devenues folles et incontrôlables. Occupons Wall Street ! Occupons Dallas ! » (AUS : 702). « Nous ne sommes que des pions. Tout ceci pour que des hommes en costard puissent s'acheter plus de yachts et faire plus d'argent. Ce n'est pas juste. Ce n'est pas Américain » (AUS : 706). « Tout ça n'est qu'une question d'argent. C'est pour ça qu'on est ici. Nous combattons les gens qui ont le pouvoir. Tout ceci est ridicule. C'est ridicule que je sois ici à vous dire ça.

Ne pouvez-vous pas comprendre ce qui se passe ? Ne voyez-vous pas ce qui se passe ? Ne voyez-vous pas ? » (AUS : 727).

On est loin, bien loin, d'un simple projet de pipeline. Ou peut-être nous rapprochons-nous au contraire de l'essentiel ? Quelques soient les arguments invoqués, des décisions politiques devront être prise, à partir de cette bouillabaisse informe que représentent toutes ces perspectives disparates. On plaint les décideurs, surtout ceux sur lesquels plusieurs fondent de grands espoirs.

« Vous savez, nous avons élu Barack Obama sur cette idée d'espoir et de dépassement, et de progressisme et d'énergie propre » (AUS : 724). « Cet enjeu sera un moment déterminant pour l'Administration Obama. Qu'est-ce qu'elle va choisir : les profits à court terme des compagnies, ou une vision à long terme basée sur l'environnement et les énergies propres ? » (OKL : 914), met en garde le président du Sierra Club de l'Oklahoma. Bonne question, alors que l'Administration Obama vient de subir, à la fin août et au début septembre, la pression d'une coalition de groupes environnementaux, de vedettes de cinéma, de personnalités publiques et de scientifiques, dont plus de 1200 furent arrêtés devant la Maison Blanche en août 2011⁴.

⁴ http://www.washingtonpost.com/national/health-science/keystone-pipeline-issue-becomes-a-headache-for-the-white-house/2011/10/07/gIQAJJZ8TL_story.html?tid=wp_ipad

Midwest : une Amérique assoiffée d'emplois ?

« Behold! A pipeline cometh. Machines zoom large will snort and growl, behemoths gobbling up the soil, gouging and gorging earth's deep bowel (...)

« Like viscous fluid pulses on through gaseous creats upon the earth, bystanders played the role of pawn as pipes snaked subtle throbs of dirth. (...)

« Uncertain life within us grows, we wait on God to show us light, trusting that He only knows, teaching us what's true and right. »

– Mrs. Bonnie Kruze, “active and concerned citizen” (LCN : 479)

Dimanche 11 septembre 2001, mi-temps. L'équipe collégiale de Fresno State (Californie) se fait donner une raclée par les *Cornhuskers* du Nebraska. La foule est en délire. Sur les écrans géants du stade de football de Lincoln apparaît une publicité de TransCanada intitulée *The Cornhuskers Pipeline* vantant les prouesses sportives de l'équipe locale. L'apparition du logo de la compagnie est accueillie sous les huées⁵, du jamais vu dans cet État très conservateur. Quelques semaines plus tard, des centaines de résidents du Nebraska se bousculent pour témoigner devant les représentants du Département d'État sur le projet Keystone XL. Et ce qu'ils ont à dire n'est pas favorable à l'arrivée d'un nouvel oléoduc dans ce coin agricole du Midwest des États-Unis.

« On ne voit pas souvent les gens du Nebraska protester contre quelque chose. Encore moins des citoyens ordinaires de 50, 60, 70, 80 ans. On ne voit pas ça, des gens huer des publicités au stade Memorial. Pourquoi réagissent-ils comme ça ? Peut-être parce que nos terres, nos racines, notre eau et toute la beauté de cet État sont plus importantes pour nous que tout l'argent du pétrole que vous pouvez nous donner » (LCN : 524), lance un citoyen.

Keystone XL devra traverser une des plus importantes nappes phréatiques au monde, l'aquifère Ogallala, sur lequel repose l'agriculture – et le mode de vie rural – du Nebraska.

⁵ Sous la pression des fans des *Cornhuskers*, l'Université du Nebraska devra retirer la publicité et résilier son entente de commandite avec TransCanada.

« Des déversements peuvent et vont se produire. Ils vont empoisonner nos rivières et tuer notre nature sauvage. Ce pétrole bitumineux visqueux va s'infiltrer dans le sol poreux de l'aquifère, contaminer notre eau et entraîner des dommages catastrophiques et irréparables » (LCN : 480), déclare d'entrée de jeu un politicien d'un État où, à la grande surprise des analystes, le gouverneur et plusieurs élus Républicains s'opposent au passage de Keystone XL. « Nous sommes un État agricole. Nous nourrissons le monde entier. Et sans notre eau, notre mode de vie va cesser d'exister. Nos terres ne vaudront plus rien quand une fuite surviendra. Ça me fait frissonner de penser à tous ces produits chimiques mêlés avec du pétrole bitumineux lourd qui passeront sur nos propriétés et détruiront notre mode de vie » (ATK : 243), explique une *rancher*, qui demande que le pipeline soit dérouté pour contourner la région des Sand Hills, où effleure Ogallala.

TransCanada ne s'est pas fait que des amis, dans ces États du Midwest où elle doit négocier des ententes de gré-à-gré avec des milliers de propriétaires fonciers tout le long du parcours de l'oléoduc. « Des amis n'envoient pas de lettres de menace à d'innocents propriétaires terriens. Ils les ont menacés de déclarer leurs terres « d'utilité publique »⁶, ils ont envahi nos ondes et nos journaux avec leurs publicités trompeuses et ils ont fait des contributions douteuses à nos législateurs », dénonce le sénateur de l'État Bill Avery (LCN : 480)⁷, qui réclame aussi que le tracé de l'oléoduc soit revu et contourne l'aquifère, « un écosystème extrêmement fragile ». « Notre coin de pays [les Sand Hills] est un trésor national et l'eau que nous avons sous nos pieds vaut plus que tout le pétrole du monde » (ATK : 214). « Nous nous battons pour notre eau. TransCanada se bat pour faire plus de profits. Cette eau, nous la buvons. C'est sur elle que repose notre agriculture. Depuis la catastrophe de BP [dans le Golfe du Mexique] et de Fukushima, nous avons raison d'être inquiets » (LCN : 446), déclare pour sa part un sénateur de l'État. Ces soirées promettent d'être longues, très longues, pour les promoteurs de Keystone XL.

⁶ En anglais, *eminent domain*, soit l'expropriation d'une propriété privée à des fins d'utilité publique.

⁷ Une représentante du syndicat des agriculteurs du Nebraska fera la lecture d'une lettre envoyée par TransCanada à un propriétaire du county de Naper en juillet 2010 : « *This letter is Keystone's final offer. We hope to acquire this property through negotiation. If we are unable to do so, we will be forced to invoke the power of eminent domain, and will initiate condemnation proceedings against this property* » (ATK : 232)

Certains ont beau affirmer que « près de 21,000 miles [34 000 km] de pipelines traversent déjà le Nebraska » (LCN : 503), « qu'autour de 5,000 puits de pétrole ont été forés depuis 1949 directement au-dessus de l'aquifère, sans aucune contamination » (LCN : 513) et que « ces risques n'ont rien de nouveau », rien n'y fait. Pour ses détracteurs, Keystone XL est devenu un symbole très réel de ce qui menace des intérêts, un mode de vie, une identité. Et l'assaut contre le projet n'est pas terminé. D'autres arguments sont avancés.

« Le pétrole bitumineux alimente notre dépendance à des formes d'énergies polluantes et non durables. L'Amérique est comme un toxicomane qui pense qu'il va en manquer, et qui se met à chercher des nouvelles façons encore plus dangereuses d'assouvir sa dépendance. Au lieu de ça nous devrions nous mettre à développer les énergies alternatives au lieu de nous enfoncer avec les carburants fossiles » (TPK : 107), déclare un rabbin, représentant de *Interfaith Power and Light*, un groupe religieux œcuménique intéressé aux questions d'énergie et d'environnement. « Ce projet est le symbole d'une profonde déchéance morale (*profund moral failure*). C'est irresponsable, c'est immoral et on ne peut pas permettre que ce projet se fasse », martèle-t-il. « Keystone XL, c'est une mèche de 2,700 km menant à la plus grosse bombe de carbone d'Amérique du Nord » (PR : 382), affirme pour sa part un représentant de plusieurs tribus indiennes des Dakotas, du Nebraska et du Wyoming. Dans ces terres du Midwest, plusieurs intervenants se succédant au micro seront Amérindiens ou Métis. « La transition vers une économie basée sur l'énergie propre, qui créera des emplois et augmentera notre sécurité, est aussi dans notre intérêt national » (PR : 383). « Barack Obama lui-même n'a-t-il pas dit 'Nous devons mettre fin à l'âge du pétrole de notre vivant. C'est ainsi qu'on peut mieux servir les intérêts de notre pays'⁸ ? », se rappelle un citoyen de Pierre, dans le Dakota du Sud (PR : 405).

Mais tout comme ailleurs, ces arguments sont reçus avec un scepticisme en apparence bienveillant. « Cette transition n'est pas pour maintenant, [bien que] tout le monde y soit favorable » (TPK : 103), affirme un sénateur du Kansas. « Maintenant, ce sont les

⁸ Déclaration de Barack Obama, en campagne électorale présidentielle, le 4 août 2008, au Austintown Fitch High School, en Ohio [<http://abcnews.go.com/Politics/Vote2008/story?id=5518237&page=1#.UE9C0U-TQmw>, consulté le 12 septembre 2012]

carburants fossiles. Et la technologie est en train de solutionner les problèmes d'approvisionnement, les problèmes environnementaux et les problèmes économiques liés aux carburants fossiles ». Il est temps que les promoteurs du projet reprennent l'initiative. Ils déploieront principalement deux arguments susceptibles de convaincre la population de ces États profondément ruraux : les retombées économiques locales et la création d'emplois.

« En ce moment précis où nous avons autant de chômage, le plus haut taux de mémoire récente; en ce moment précis où nous sommes empêtrés dans pas un, mais trois conflits régionaux, débattre de ce projet ne fait aucun sens. Nous voyons ce projet comme un enjeu de sécurité nationale, comme un enjeu économique » (LCN : 445), lance un citoyen d'Omaha, excédé. Keystone XL va « créer des emplois, améliorer notre indépendance énergétique et notre sécurité nationale » (LCN : 482). « Nous sommes tous venus ici aujourd'hui dans un véhicule. Nous avons besoin de pétrole, et nous serions bien mieux de l'obtenir d'un pays qui veut investir dans notre futur, plutôt que de pays qui font tout pour nous nuire » (PR : 312), affirme un représentant d'une association de développement économique locale. « La colonne vertébrale de notre stabilité économique dépend de Keystone XL, et aussi notre chance d'avoir une vie meilleure » (PR : 308). « Nous ne pouvons pas nous permettre de passer à côté d'un projet de cette ampleur » (GDV : 79), enfonce un homme d'affaire du Montana.

Une vie meilleure ? À en écouter plusieurs, la situation économique des États-Unis, à l'automne 2011, semble désespérée. Un projet, n'importe lequel, est vu par plusieurs comme une bouée de sauvetage. « Ce pays en arrache. Les gens ne travaillent pas. Les gens ont besoin d'emplois » (TPK : 183), déclare un citoyen du Kansas. « Les États-Unis traversent aujourd'hui la pire dépression économique de leur histoire » (TPK : 168), insiste un autre. « J'ai besoin de cet emploi, ma famille a besoin de cet emploi, mes frères et sœurs [du milieu syndical] ont besoin de ces emplois » (GDV : 49), entonne une véritable chorale composée de centaines de syndiqués venus souvent de loin pour participer aux consultations. « [ceux qui s'opposent au projet] ne comprennent pas ce que c'est que de passer des mois sans travail, sans savoir comment vous aller faire pour

soutenir votre famille » (GDV : 49). Certains racontent leur histoire personnelle, notamment comment le peu de travail sur les chantiers qu'ils ont réussi à trouver les ont sorti du gouffre : « J'étais désespéré. Je peinais à effectuer mes paiements sur ma maison, et je devais payer 1,200 dollars par mois en assurances parce que mes jumeaux ont des problèmes de santé. Je crois que tous ces [projets de] pipelines nous ont sauvé » (PR : 396).

« Ce projet va permettre à des familles, à des familles de classe moyenne, de peut-être, encore une fois, atteindre le Rêve Américain, non ? C'est de ça dont il s'agit. Ce pays, maintenant, a besoin d'emplois » (PR : 333), continue un syndiqué des *Plumbers* et *Steamfitters*. « C'est pourquoi je veux soutenir ce pipeline et avoir plus d'emplois, une meilleure économie, et un petit peu plus d'argent pour que je puisse profiter de la vie juste un petit peu plus » (PR : 365), avoue un membre des *Laborers International*.

Sans chercher à émouvoir, d'autres syndiqués sont plus directs, comme emportés par leur enthousiasme à l'idée de travailler des mois sur un des plus gros chantiers de l'heure : « Bonjour, mon nom est Jason Maki, et je suis venu du Wisconsin aujourd'hui pour appuyer ce pipeline. C'est beaucoup d'emplois, c'est beaucoup d'argent. Je suis technicien en ingénierie, membre du local 49. J'ai suivi les cours de formation. Quand est-ce qu'on commence ? Posons-les, ces tuyaux ! » (PR : 424). « Commencez à imprimer les chèques de paye ! » (ATK : 218), s'exclame encore un collègue.

Pour plusieurs habitants des villes traversées par l'oléoduc, cette déferlante syndicale laisse un goût amer. « Je suis choqué de voir le nombre de personnes de l'extérieur de l'État qui ont pris la parole. Je comprends qu'ils veulent du travail, mais c'est nous qui nous ramasserons avec les conséquences une fois qu'ils seront repartis » (PR : 390), grogne une professionnelle de la santé de Rapid City. « Je n'aurais jamais crû que la voix des citoyens du Nebraska serait remplacée par celle de personnes payées pour être ici, payées pour témoigner, et par des personnes transportées dans notre État en provenance de partout ailleurs au pays. Je comprends leur désir de trouver du travail, mais je pense que les voix des citoyens d'ici sont celles qui doivent être entendues » (ATK : 281). Et parlant

d'emplois, « le Nebraska a un des taux de chômage les plus bas au pays. Nous n'avons pas besoin des emplois de TransCanada » (ATK : 277).

Comme ailleurs au cours de ces consultations publiques, l'alliance surprenante, presque contre-nature, en faveur de Keystone XL entre grands syndicats ouvriers, gens d'affaires et *think tanks* libertariens fait sourciller les opposants : « les *Laborers* semblent être du même côté que *Americans for Prosperity*⁹. Et ça me semble un peu bizarre » (TPK : 190), avoue un représentant des jeunes Démocrates du Kansas. Un étudiant de l'Université du Nebraska fera remarquer que « le transport des syndiqués a été payé en partie par *Americans for Prosperity* et par l'Association pétrolière des Etats-Unis » (LCN : 521).

Mais d'autres se réjouissent de cette communion d'intérêts : « Je suis Républicain, et un Républicain pas mal conservateur. Je trouve ça très impressionnant de voir les syndicats et les gens d'affaires du même côté de cette question » (TPK : 105), déclare un politicien du Kansas. « Je suis heureux de voir que nous avons un sujet sur lequel nous trouvons un terrain d'entente avec les syndicats » (TPK : 188), avoue un membre du Tea Party. En fait, cette convergence est le résultat d'une entente de main d'œuvre entre TransCanada et plusieurs grands syndicats ouvriers américains. Le promoteur fera appel à de la main d'œuvre syndiquée pour la construction de la plus grande partie de l'oléoduc¹⁰ : « Grâce à cette entente, le pipeline sera construit par de la main d'œuvre américaine syndiquée d'expérience et bien formée. Nous aurons une construction de haute qualité et le pipeline le plus sécuritaire possible » (PR : 386), se réjouit le représentant d'une association pipelinière.

⁹ Groupe de pression pro-libre marché financer en partie par les frères Koch, propriétaires des raffineries Valero.

¹⁰ Cette entente, rendue publique le 14 septembre 2010, lie TransCanada et les *Laborers International Union of North America*, l'*International Brotherhood of Teamsters*, la *United Association of Journeymen and Apprentices of the Plumbing and Pipefitting Industry of the United States and Canada*, l'*AFL-CIO*, l'*International Union of Operating Engineers* et la *Pipeline Contractors Association* [<http://www.transcanada.com/5493.html>]. D'autres grands syndicats américains, en particulier les *United Steelworkers*, dénonceront le projet Keystone XL en l'absence d'engagements fermes de la part de TransCanada de s'approvisionner en acier américain [http://www.usw.org/media_center/news_articles?id=0277]

Zoos, salons de coiffure et Keystone XL

Les travailleurs en faveur de Keystone XL sont loin de se faire des amis, dans ces États du midwest, et en particulier au Nebraska. Qu'à cela ne tienne, les troupes syndicales sont présentes en nombre et organisées. Plusieurs sont des permanents syndicaux d'un peu partout au pays qui assistent à chacune des séances de consultation et qui lisent à voix haute des déclarations-types écrites par des professionnels de la communication.

Pensez aux retombées économiques, continuent-ils de plaider sans se laisser démonter : « les travailleurs pompent leur argent dans les épiceries, les restaurants, les quincailleries, les campings, les motels... » (TPK : 113). Pensez aux taxes foncières qui seront payées tout le long du parcours, plaident-ils aussi : « Des taxes seront versées. Des routes seront bâties. Des entreprises locales et régionales seront soutenues » (PR : 365). « Imaginez combien d'écoles on pourrait bâtir. Combien de postes de pompiers et de police on pourrait rénover. Combien de routes on pourrait réparer... » (TPK : 125). « Pour une ville comme Clay Center, ça peut représenter autour de 25,000 à 30,000 dollars en revenus mensuels. C'est énorme pour nous » (TPK : 162), déclare un élu local.

D'ailleurs Clay Center, Kansas, deviendra un peu le symbole de ces petites municipalités moribondes du Midwest « redynamisées » par la venue de la première phase du projet Keystone quelques années auparavant : « La première belle histoire, c'est celle de ces travailleurs entrant dans un salon de coiffure et demandant une coupe de cheveux. Ça n'impressionne peut-être pas les gens qui vivent dans des grands centres, mais dans une communauté comme Clay Center, une coupe de cheveux c'est vraiment important, parce que ça veut dire que quelque chose est fait localement ; de l'argent est dépensé dans notre communauté » (TPK : 102), raconte un politicien du Kansas.

« Ils sont venus dans notre communauté, les travailleurs de chantier et leurs familles. Leurs femmes sont devenues membres d'organisations locales. Nous avons un zoo de 20 acres à Clay Center ; on a des singes, on a des ours. Une de ces femmes entre dans mon bureau et me dit 'on veut faire quelque chose pour le zoo'. Elles sont venues à 18, les femmes des travailleurs. Elles ont passé le râteau, peint les installations et tout. Quand ils

sont repartis de Clay Center, TransCanada nous a fait un chèque de 10,000 dollars pour qu'on s'achète des équipements pour l'aire de jeu » (TPK : 161), se rappelle, ému, un fonctionnaire local.

Conflict-free oil

Plusieurs intervenants complètent les arguments économiques par des considérations géopolitiques. Mieux vaut importer ce pétrole d'un voisin, d'un allié comme le Canada que de régimes politiques hostiles qui veulent notre perte : « Tant qu'à être dépendant du pétrole étranger, au moins obtenons-le d'un pays qui nous aime encore » (TPK : 193), dit un citoyen de Topeka. Sans faux complexe, des douzaines de citoyens, de gens d'affaires et de politiciens de partout expliqueront qu'ils en ont marre de policer la planète pour stabiliser les approvisionnements pétroliers des Etats-Unis. Il est temps de passer à autre chose et de réduire notre vulnérabilité, disent-ils : « Notre dépendance au pétrole étranger nous a amené à envahir d'autres pays et à y établir des bases militaires » (TPK : 141), explique un syndiqué. « Avec Keystone XL, nous allons recevoir du pétrole d'un voisin bienveillant au lieu d'un Moyen-Orient violent et instable » (GDV : 18).

De plus, insistent quelques intervenants (PR : 340), Keystone XL permettra à la production pétrolière du Dakota du Sud – une production en pleine croissance depuis l'utilisation à grande échelle de nouvelles technologies de fracturation – d'être aussi écoulee vers les centres de raffinage du Sud.

Faites-nous confiance

Pour plusieurs, les opposants devraient arrêter d'avoir peur et s'ouvrir les yeux devant tous les bienfaits qu'amène Keystone XL. D'autant plus que l'oléoduc sera le plus sécuritaire au monde. « TransCanada est plus stricte que stricte sur les questions environnementales » (TPK : 112), entonne la chorale syndicale, qui déballe maintenant tout une nouvelle section de son argumentaire. « Ce sont des gens dévoués, plein de compassion, de respect et d'intégrité » (TPK : 167).

Les textes préparés par les officines syndicales se passent de main à main et sont repris *ad-nauseam* par des douzaines de syndiqués¹¹. On y parle de la formation « hors pair, impeccable » des travailleurs. « Ils savent comment faire leur travail, ils savent comment le faire de façon sécuritaire, de façon propre » (TPK : 114). « Construisons-le, mais construisons-le bien » (*build it, but build it right*), (TPK : 120 ; LCN : 502). « Vous pouvez nous faire confiance : quand les travailleurs de l'*United Association* sont impliqués, le travail est fait avec la plus grande expertise, la plus grande intégrité, le plus grand engagement envers la sécurité » (TPK : 125). De plus, « la façon la plus sécuritaire d'acheminer du pétrole, c'est par pipelines », et celui-ci sera « le plus réglementé au monde », Et, vous savez, nous aussi, nous sommes environnementalistes, disent plusieurs syndiqués, certains lisant cet argument à partir de discours-type.

Ces arguments n'impressionnent guère les opposants : « Shell a déversé du pétrole dans la Mer du Nord, Chevron dans le Golfe, Texaco dans l'Amazone et Exxon dans notre joyau national qu'est le parc Yellowstone. Chaque fois, on nous a promis que ces pipelines seraient sécuritaires » (AUS : 688). « Quatorze fuites sur Keystone 1 en un peu moins d'un an, un nouveau pipeline de gaz qui explose au Wyoming et vous dites 'Faites-nous confiance' ? » (PR : 378).

Oui, admettent certains, « il y a des risques. Mais si vous ne prenez pas de risques, vous allez nulle part » (GDV : 97), répondent plusieurs citoyens favorables au projet. On ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs : « Les accidents arrivent. Ça fait partie de la vie » (GDV : 98). « Nous sommes Américains, nous prenons des risques. La vie est faite de risques. Mais on continue à avancer » (AUS : 725).

¹¹ On peut recenser une demi-douzaine de ces interventions-types livrées en totalité ou en partie par les syndiqués. Les trames narratives visent soit à rassurer les citoyens craignant des bris ou des fuites ou soit à souligner l'importance des emplois créés.

Bold Nebraska

L'arrivée du projet Keystone XL aura mobilisé des citoyens dans des États peu connus pour abriter des sociétés civiles très militantes. *Bold Nebraska*, une organisation citoyenne progressiste (tout en se réclamant de valeurs conservatrices), s'oppose avec force à Keystone XL. Son porte-parole, un homme d'une trentaine d'années, fera un tabac aux audiences de Lincoln et de Atkinson.

« Quand les lobbyistes payés par TransCanada disent que ce pipeline sera sécuritaire ; quand les experts payés par TransCanada disent qu'il n'y aura pas de risque pour l'aquifère ; quand les contracteurs de TransCanada disent que les risques ne sont pas significatifs, ils disent autre chose. Ils disent que les gens d'ici et leurs droits fondamentaux, leur mode de vie, n'a aucune importance pour eux. Comme citoyen du Nebraska qui aime sa communauté, je dénonce cette arrogance » (ATK : 265), dit-il. « Je pense que TransCanada commence à avoir peur. Ils ont peur que tout l'argent qu'ils ont dépensé en publicité et en lobbyistes n'a pas réussi à acheter notre consentement », continue-t-il son discours rythmé, bien écrit ressemblant à celui d'un politicien en campagne ou d'un pasteur baptiste inspiré. Mais les trois minutes s'épuisent rapidement.

- « Pouvez-vous conclure, s'il-vous-plaît », demande un représentant du Département d'État qui tient le temps.

- « Laissez-le parler ! Laissez-le parler ! », crient des gens dans l'assistance. Une personne se lève, s'arrache le gros autocollant rouge numéroté qu'elle avait scotché sur sa poitrine et le plaque sur celle de Ben Gottschal, de Bold Nebraska, lui donnant ainsi son propre 3 minutes de temps de parole.

« Je m'oppose au projet Keystone XL », continue-t-il donc. « Il n'est pas dans l'intérêt national des États-Unis. Ses soi-disant bénéfices sont basés sur de fausses prémisses, une logique déficiente et une rhétorique creuse », enchaîne-t-il alors, sous les applaudissements. « Parlant de pétrole, ceux qui affirment que nous sommes condamnés ont tort. Ceux qui affirment que notre économie doit dépendre de ce pétrole ou elle

s'écroulera ont tort. Ceux qui affirment que notre pays ne peut pas changer utilisent les mêmes arguments qui ont servi à justifier l'esclavage. Tout comme l'économie du Sud a jadis été alimentée par l'esclavage, mais a cédé sa place à la libération des Afro-Américains ; tout comme l'économie industrielle a été alimentée par l'exploitation des travailleurs, mais a cédé sa place aux droits du travail et au syndicalisme, notre dépendance au pétrole étranger cédera sa place à notre indépendance énergétique. Vous, les travailleurs syndiqués, vous pouvez nous aider à construire des éoliennes et des panneaux solaires, et des centrales hydroélectriques... ». Aucune autre de ces plus de mille interventions n'aura réussi le tour de force de lier les préoccupations locales – notamment la crainte des risques environnementaux – à une vision énergétique plus large.

Et comme ailleurs, des intervenants sont là pour rappeler au Département d'État les grandes attentes d'une partie de la population à l'endroit du pouvoir politique : « Président Obama, votre réélection dépend de l'énergie des personnes d'ici et de partout aux Etats-Unis qui s'opposent farouchement à ce pipeline » (LCN : 521). Le message est clair.

Washington, D.C. : plaidoyers finaux

Washington, D.C. Fil d'arrivée de la tournée de consultation. Les principaux arguments de part et d'autre ont été entendus, et souvent plusieurs fois plutôt qu'une. Ce dernier arrêt dans la capitale fédérale permet la présentation de points de vue plus conceptuels, moins ancrés dans des contextes locaux. Les débats se rapprochent de la question principale de ces consultations, à savoir si le projet d'oléoduc s'avère de l'intérêt national des États-Unis. Les parties présentent leurs plaidoiries finales et tentent de *cadrer* la question de Keystone XL. On y découvre finalement deux camps farouchement antagonistes à l'ontologie difficilement compatible et aux prescriptions diamétralement opposées. Ces deux camps demandent au Département d'État – et au-delà, l'Administration Obama – de trancher.

Un premier camp est formé des promoteurs du projet Keystone XL et des intérêts économiques qui les soutiennent. La plaidoirie qu'il déploie repose sur un amalgame d'arguments économiques et géopolitiques. « La question est de savoir d'où les États-Unis devraient-ils se procurer son pétrole » (DC : 991), soumet le président de l'Association canadienne des producteurs de pétrole (CAPP), Dave Collyer. « Il s'agit de la sécurité énergétique de l'Amérique du Nord, le Canada détient la troisième plus importante réserve de pétrole au monde », continue-t-il. Il insiste également sur les perspectives de création d'emplois, l'amélioration de la performance environnementale de l'industrie, sur l'existence d'études ne relevant aucun impact de l'exploitation des sables bitumineux sur la santé publique et note au passage le régime réglementaire complet auquel l'industrie canadienne serait soumise. Son collègue de l'*American Petroleum Institute* opine en insistant sur la création d'emplois et sur l'autosuffisance énergétique des États-Unis et de l'Amérique du Nord que faciliterait l'oléoduc (DC : 1011).

Dans la capitale fédérale comme dans chacune des étapes de cette tournée de consultation, ce noyau dur de promoteurs et d'intérêts économiques se trouve soutenu par les représentants de plusieurs grands syndicats ouvriers américains, qui rappellent le contexte économique désastreux que traverse alors le pays. « Au cours des quatre dernières années

», dit un représentant des *Laborers*, « plus de 2 millions d'Américains ont perdu leur emploi dans l'industrie de la construction. Le taux de chômage dans la construction est presque deux fois celui de la moyenne nationale, qui tourne présentement autour de 9%. Ce projet mettra des milliers de personnes au travail, et ceci rapidement. » (DC : 1016).

Au final, indique le représentant d'un groupe de pression diffusant la perspective des promoteurs de Keystone XL, l'oléoduc s'avère de l'intérêt national des Etats-Unis parce que celui-ci est (1) sécuritaire au plan environnemental ; (2) crée des emplois ; (3) stimulera l'économie et ; (4) améliorera la sécurité énergétique (DC : 1018).

Bien entendu, les opposants ne voient tout simplement pas les choses de la même façon. Pour eux, l'enjeu déborde largement la question d'un simple oléoduc. Leur plaidoyer ressemble davantage à une véritable charge contre un contexte économique, politique, environnemental et même moral beaucoup plus général. Les opposants rejettent le cadrage basé sur l'économie et la création d'emplois, et reformulent les arguments en faveur de la sécurité énergétique.

« Ce pipeline nous gardera dépendant au pétrole et cette dépendance entraîne la mort de nos soldats. Ce pipeline contribuera au financement de nos ennemis, qui seront enchantés de nous voir nous appauvrir pendant qu'eux d'enrichissent » (DC : 981) plaide un brigadier-général à la retraite, vétéran de l'occupation américaine en Irak. Pour lui, diminuer la consommation de pétrole, c'est diminuer la vulnérabilité stratégique des Etats-Unis. Et aussi contribuer à la lutte aux changements climatiques : « [ce pipeline] entraînera des émissions de carbone, des émissions qui mènent aux changements climatiques. Les changements climatiques mènent à de l'instabilité [dans le monde], et ça signifie que des soldats comme moi devront continuer à se battre et à mourir pour stabiliser [*to police*] le monde. Ce pipeline nous fera reculer de 25 ans dans le développement d'énergies [alternatives] aux Etats-Unis », affirme-t-il. « La seule façon de rendre ce pays plus sécuritaire au plan énergétique, c'est de réduire la demande en pétrole » (DC : 1010), l'appuie le directeur de la recherche de l'organisation militante *Oil Change*. Si nous réduisons notre demande à l'intérieur des limites de notre système

climatique – comme le suggère l'Agence internationale de l'énergie – nous enverrons 5 billions de dollars [*\$5 trillion*] de moins aux pays de l'OPEP au cours de 5 prochaines années. Ça, c'est de la sécurité énergétique ». Des propos qui seront appuyés par le *National Resources Defense Council* (NRDC), influente ONG environnementale américaine (DC : 1025).

À Washington comme ailleurs, des critiques s'attaquent au projet sur une base éthique et morale, invoquant les impacts environnementaux liés à la combustion de carburants fossiles. « Keystone XL est cadré (*framed*) comme une solution créatrice d'emplois aux besoins énergétiques de l'Amérique. C'est un mirage dangereux », plaide un Père franciscain, représentant d'*Interfaith Power and Light*. Derrière le projet se profile l'enjeu plus général de l'environnement et, surtout, des changements climatiques, laisse-t-il entendre. « Un débat sur Keystone XL doit être ancré dans des valeurs d'amour, de solidarité, et d'une attention particulière pour les plus démunis et les plus vulnérables (...). Ce projet s'avère moralement indéfendable. L'économie n'existe que dans les limites fixées par la nature » (DC : 994). Des propos largement repris par une portion minoritaire, mais bien présente et bien articulée des participants tout au long de cette tournée de consultation : « La construction de ce pipeline créera de vrais gagnants et de vrais perdants. Les gagnants sont l'industrie des sables bitumineux et leurs investisseurs, et les perdants sont ceux qui restent, nous et nos enfants, les générations futures et la vie même sur cette planète. Notre avenir à tous dépend des choix moraux qui sont faits aujourd'hui » (DC : 997).

Que leur opposition soit tirée de considérations morales et éthiques, ou encore d'une certaine vision géostratégique des questions énergétiques, la plupart des opposants insistent encore une fois sur l'importance d'assurer une transition rapide vers les énergies alternatives afin de diminuer la consommation de carburants fossiles. Et chaque fois, des syndiqués tenteront de camper cette question dans un contexte temporel : le pétrole maintenant, les énergies alternatives demain : « nous comprenons le besoin d'énergies alternatives », dit une représentante des *Laborers of America*. « Mais nous ne sommes pas encore là. Nous avons besoin de nourrir nos familles maintenant. L'enjeu, ce sont les

emplois » (DC : 1017). Un argument plus sophistiqué soumet à ceux et celles qui s'opposent à Keystone XL pour des raisons liées aux changements climatiques et aux émissions de gaz à effet de serre que « s'opposer au pipeline ne réduira en rien les émissions, puisque ce pétrole sera brûlé moins proprement en Chine », suivant l'idée selon laquelle si les Etats-Unis n'achètent pas le pétrole bitumineux canadien, d'autres le feront. « Vous ne pouvez pas réduire les émissions de gaz à effet de serre en vous opposant à ce pipeline », enfonce-t-il (DC : 1020)¹².

Us versus Them

Si les promoteurs de Keystone XL misent généralement sur un discours rassembleur qui n'identifie que rarement leurs adversaires et hésite le plus souvent à les qualifier de façon négative, les opposants au projet d'oléoduc n'ont généralement pas cette retenue. Radicaux, au sens 'd'aller à la racine des choses', ceux-ci dépeignent le projet à grands traits impressionnistes et tentent de forcer l'Administration Obama à faire un choix de principe entre deux visions idéologiques bien campées : « il nous faut choisir. Nous devons choisir entre une économie basée sur l'énergie propre ou sur une économie sale. Nous devons nous opposer à l'expansion de l'industrie des carburants fossiles. Le 1% le plus riche peut très bien s'accommoder des changements climatiques en s'achetant de la sécurité » (DC : 1027). Et presque invariablement, on enjoint le président Obama à prendre la 'bonne' décision : « soit vous [Président Obama] soutenez l'oligarchie et l'industrie pétrolière, soit vous défendez le peuple américain, l'environnement, les droits civiques et la justice sociale » (DC : 977). Curieusement, tout au long des audiences publiques, plusieurs *think tanks* libertariens présenteront aussi la bataille autour de Keystone XL comme un conflit entre deux visions du monde : « le Nebraska est pris au beau milieu d'un conflit idéologique », affirme le président du Platte Institute, un groupe de pression libertarien. « Le débat ne porte pas nécessairement sur Keystone XL, mais

¹² Un argument solide régulièrement servi tout au long des audiences publiques, auquel a tenu à répondre un diacre de l'église épiscopale du Nebraska : « supposons que le petit Johnny vole un jouet dans la cour d'un petit voisin. À ses parents qui lui disent que ceci est mal, le petit Johnny leur répond 'si je ne l'avais pas volé, d'autres l'auraient fait. Je n'ai donc rien fait de mal'. Ses parents lui rétorqueront bien évidemment que voler cet objet était mal dans tous les cas, même si quelqu'un d'autre finit par le prendre à la fin. La même logique morale s'applique dans le cas des émissions de GES créées par l'exploitation des sables bitumineux, mais avec des conséquences beaucoup plus graves » (LCN : 883)

bien sur ce qu'il représente pour plusieurs factions politiques. [Ce que les opposants] ont en commun, c'est leur désir de réduire la dépendance des Etats-Unis à l'égard du pétrole. Keystone XL n'est qu'un autre front dans leur guerre contre le pétrole » (ATK : Platte Institute).

LISTE DES RÉFÉRENCES

- Bang, Guri. 2010. « Energy Security and Climate Change Concerns: Triggers for Energy Policy Change in the United States? ». *Energy Policy*, vol. 38, no 4, p. 1645-1653.
- Benford, Robert D., et David A. Snow. 2000. « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment ». *Annual Review of Sociology*, vol. 26, no 1, p. 611-639.
- Bohi, Douglas R., et Michael A. Toman. 1996. *The Economics of Energy Security*. Norwell (MA).: Kluwer Academic Publisher, 168 p.
- Bonin, Patrick, et Hugo Séguin. 2006. *S'affranchir des carburants fossiles : Une contribution à la lutte aux changements climatiques et à la sécurité énergétique du Québec*. Mémoire présenté aux Audiences du BAPE sur le projet de port méthanier de Gros Cacouna. Montréal : Équiterre, 65 p.
- Bush, George W. 2006. «State of the Union 2006». [En ligne], <<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/01/31/AR2006013101468.html>>. Consulté le 20 avril 2013.
- Canadian Association of Petroleum Producers (CAPP). 2011. «*Crude Oil : Forecats, Markets and Pipelines*». Calgary. p. 48
- Chester, Lynne. 2009. « Conceptualising Energy Security and Making Explicit its Polysemic Nature ». *Energy Policy*, vol. 38, p. 887-895.
- Chevalier, Jean-Marie (dir. publ.). 2009. *Les nouveaux défis de l'énergie*. Paris: Economica, 299 p.
- Ciuta, Felix. 2010. « Conceptual Notes on Energy Security: Total or Banal Security? ». *Security Dialogue*, vol. 41, no 2, p. 123-144.
- Clapp, Jennifer, et Peter Dauvergne. 2011. *Paths to a Green World: The Political Economy of the Global Environment*. Cambridge (MA) : MIT Press.
- Constantin, Christian. 2006. « Comprendre la sécurité énergétique en Chine ». *Politiques et Sociétés*, vol. 25, no 2-3, p. 15-45.

- Creswell, John W. 2012. *Qualitative Inquiry and Research Design: Choosing Among Five Approaches*. Thousand Oaks : SAGE Publication, 3e édition.
- Dalgaard, Klaus G., et Åsa E. C. Glöck. 2009. « The Dialectics of Energy Security Interdependence ». In *Exploring the Past, Anticipating the Future: 50th Annual Convention of the International Studies Association* (New York, 15-18 février), 34 p.
- Dryzek, John S. 2005. *The Politics of the Earth: Environmental Discourses*. New York: Oxford University Press.
- Dryzek, John S. 1993. « Policy Analysis and Planning: From Science to Argument ». In *The Argumentative Turn in Policy Analysis and Planning*, sous la dir. de Frank Fischer et John Forester. NC: Duke University Press and University College London Press.
- EIA-Energy Information Agency. 2013 (15 avril – 2 mai). «Annual Energy Outlook 2013» [En ligne], <http://www.eia.gov/forecasts/aeo/IF_all.cfm#petroleum_import>. Consulté le 20 avril 2013.
- EIA-Energy Information Agency. 2012. *Annual Energy Outlook 2012, with Projections to 2035*. Washington, D.C.: U.S. Department of Energy, 252 p.
- EIA-Energy Information Agency. 2012. *Annual Energy Review 2011*. Washington, D.C.: U.S. Department of Energy, 390 p.
- EnSys Energy & Systems, Inc. 2010. *Keystone XL Assessment: Final Report*, rapport préparé pour le U.S. Department of Energy, Office of Policy & International Affairs.
- Fletcher, Amy Lynn. 2009. « Clearing the Air: The Contribution of Frame Analysis to Understanding Climate Policy in the United States ». *Environmental Politics*, vol. 18, no 5, p. 800-816.
- Fischer, Frank et Herbert Gottweis. 2012. *The Argumentative Turn Revisited: Public Policy as Communicative Practice*. NC: Duke University Press.
- Goldthau, Andreas, et Jan Martin Witte (dir. publ.). 2010. *Global Energy Governance: the New Rules of the Game*. Washington D.C.: Brookings Institution Press and Global Public Policy Institute, 350 p.
- Gottweis, Herbert. 2003. « Theoretical Strategies of Poststructuralist Policy Analysis: Towards an Analytics of Government ». In *Deliberative Policy Analysis: Theories of Institutional Design: Understanding Governance in the Network Society*, sous la dir. de Maarten A. Hajer et Hendrick Wagenaar. et John Forester. Cambridge University Press.
- Graetz, Michael J. 2011. *The End of Energy: The Unmaking of America's Environment, Security and Independence*. Cambridge (MA): MIT Press.

- Graetz, Michael J. 2011 (December 27). «Michael Graetz: Energy politics is Lose-Lose». *Wired*. [En ligne], <<http://www.wired.com/business/?p=44344>>. Consulté le 21 avril 2013.
- Gramling, Robert et William R. Freudenburg. 2012. « A Century of Macondo: United States Energy Policy and the BP Blowout Catastrophe ». *American Behavioral Scientist* January, vol. 56, p. 48-75.
- Grubb, Michael, Lucy Butler et Paul Twomey. 2006. « Diversity and Security in UK Electricity Generation: The Influence of Low-Carbon Objectives ». *Energy Policy*, vol. 34, p. 4050-4062.
- Hajer, Maarten A. 2006. « Doing Discourse Analysis: Coalition, Practices, Meaning », In *Words Matter in Policy and Planning – Discourse Theory and Method in the Social Sciences*, sous la dir. de Margo van den Brink et Tamara Metz. Coll. « Netherlands Geographical Studies », no 344. Utrecht: KNAG / Nethur.
- Hajer, Maarten A., et Wytse Versteeg. 2005. « A Decade of Discourse Analysis of Environmental Politics: Achievements, Challenges, Perspectives ». *Journal of Environmental Policy and Planning*, vol. 7, no 3, p. 175-184.
- Hajer, Maarten A. 1995. *The Politics of Environmental Discourse: Ecological Modernization and the Policy Process*. Oxford: Clarendon Press.
- Hajer, Maarten A. 1995. « Politics on the Move: The Democratic Control of the Design of Sustainable Technologies ». *The International Journal of Knowledge Transfer and Utilization*, vol. 8, no 4 (hiver), p. 26-39.
- Hajer, Maarten A. 1993. « Discourse Coalitions and the Institutionalization of Practice: the Case of Acid Rain in Britain ». In *The Argumentative Turn in Policy Analysis and Planning*, sous la dir. de Frank Fischer et John Forester. NC: Duke University Press and University College London Press.
- Hart, Paul 't, et Marieke Kleiboer. 1995. « Policy Controversies in the Negotiatory State ». *Knowledge & Policy*, vol. 8, no 4.
- Helm, Dieter. 2005. « The Assessment: The New Energy Paradigm ». *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 21, no 1, p. 1-18.
- Hisschemöller, Matthijs, et Rob Hoppe. 1995. « Coping with Intractable Controversies: The Case for Problem Structuring in Policy Design and Analysis ». *The International Journal of Knowledge Transfer and Utilization*, vol. 8, no 4 (hiver), p. 40-60.
- Holleman, Hannah. 2012. « Energy Policy and Environmental Possibilities: Biofuels and Key Protagonists of Ecological Change ». *Rural Sociology*, vol. 77, no 2, p. 280-307.

- Hoppe, Robert. 1993. « Political Judgment and the Policy Cycle: The Case of Ethnicity Policy Arguments in the Netherlands ». In *The Argumentative Turn in "Policy Analysis and Planning"*, sous la dir. de Frank Fischer et John Forester. NC: Duke University Press and University College London Press.
- IEA-International Energy Agency. 2010. *World Energy Outlook 2010*, Paris: OCDE/IEA.
- IEA-International Energy Agency. 2007. *Energy Security and Climate Policy—Assessing Interactions*. Paris: OCDE/IEA, 150 p.
- Jegen, Maya. 2009. « Framing Energy Security: The Case of the European Union ». In *Exploring the Past, Anticipating the Future: 50th Annual Convention of the International Studies Association* (New York, 15-18 février), 4 p.
- Jennings, Bruce. 1993. « Counsel and Consensus: Norms of Argument in Health Policy ». In *The Argumentative Turn in Policy Analysis and Planning*, sous la dir. de Frank Fischer et John Forester. NC: Duke University Press and University College London Press.
- Kennedy, Andrew B. 2010. *China's New Energy-Security Debate. Survival*, vol. 52, no 3 (juin-juillet), p. 137-158.
- Kincheloe, Joe L., ed. 2008. *Knowledge and Critical Pedagogy: an Introduction*. The Netherlands: Springer.
- Klare, Michael. 2008. *Rising Powers, Shrinking Planet: The New Politics of Energy*. New York: Metropolitan Books, 352 p.
- Ladd, Anthony E. 2012. « Pandora's Well: Hubris, Deregulation, Fossil Fuels, and the BP Oil Disaster in the Gulf ». *American Behavioral Scientist January*, vol. 56, p. 104-127.
- Lakoff, George. 2006. *Thinking Points: Communicating our American Values and Vision*. New York: Farrar, Straus and Giroux.
- Lakoff, George. 2004. *Don't Think of an Elephant! Know your Values and Frame the Debate*. White River Junction, VT: Chelsea Green Publishing.
- Lee, Bernice. 2009. « Managing the Interlocking Climate and Resource Challenges ». *International Affairs*, vol. 85, no 6, p. 1101-1116.
- Lugar, Richard. 2006. Allocution au Brookings Institute, Washington DC., 13 mars.
- Mazarr, M. J. 2007. "The Iraq War and Agenda Setting." *Foreign Policy Analysis* vol. 3, no. 1, p. 1-23.
- Muller-Kraenner, Sascha. 2008. *Energy Security: Re-Measuring the World*. London: Earthscan, 170 p.

- Obama, Barack. 2009. « State of the Union 2009 ». [En ligne], <http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-of-President-Barack-Obama-Address-to-Joint-Session-of-Congress>. Consulté le 20 avril 2013.
- Rein, Martin, et Donald A. Schön. 1993. « Reframing Policy Discourse ». In *The Argumentative Turn in Policy Analysis and Planning*, sous la dir. de Frank Fischer et John Forester. NC: Duke University Press and University College London Press.
- Rice, Stian, et James Tyner. 2011. « Pushing on: Petrolism and the Statecraft of Oil ». *Geographical Journal*, vol. 177, no 3, p. 208-212.
- Rogers-Hayden, Tee, Foye Hatton et Irene Lorenzoni. 2011. « “Energy Security” and “Climate Change”: Constructing UK Energy Discursive Realities ». *Global Environmental Change*, vol. 21, p. 134-142.
- Saarikoski, Heli. 2006. « When Frames Conflict: Policy Dialogue on Waste ». *Environment and Planning*, vol. 24, p. 615-630.
- Sabatier, Paul A. 1998. « The advocacy coalition framework: revisions and relevance for Europe ». *Journal of European public policy*, vol. 5, p. 98-130.
- Scheufele, Dietram A., et Shanto Iyengar. [À paraître]. « The State of Framing Research: A Call for New Directions ». In *The Oxford Handbook of Political Communication*. New York: Oxford University Press. [En ligne], <pcl.stanford.edu/research/2011/scheufele-framing.pdf>. Consulté le 29 février 2012.
- Schön, Donald A., et Martin Rein. 1994. *Frame Reflection: Toward the Resolution of Intractable Policy Controversies*. New York: Basic Books.
- Schmidt, Vivien A. 2012. « Discursive Institutionalism: Scope, Dynamics, and Philosophical Underpinnings ». In *The Argumentative Turn Revisited: Public Policy as Communicative Practice*, sous la direction de Frank Fischer et Herbert Gottweis. NC: Duke University Press.
- Séguin, Hugo. 2013. « Sécurité énergétique et politiques publiques : bien lire l'étiquette avant de manipuler ». Note de recherche. ENAP, Chaire de recherche en économie politique internationale et comparée (CRÉPIC), p. 21.
- Séguin, Hugo. 2012. « The Green Economy Challenge to IPE ». In *Power, Principles and Participation in the Global Information Age : 53th Annual Convention of the International Studies Association* (San Diego, 1-4 avril 2012), 23 p.
- Séguin, Hugo, et Thomas Duchaine. 2009. *Pour un Québec libéré du pétrole en 2030*. Montréal: Équiterre.

Skinner, Lara, Sean Sweeney (with Ian Goodman and Brigid Rowan). 2011. *Pipe Dreams? Jobs Gains, Jobs Lost by the Construction of Keystone XL*. Global Labour Institute, Cornell University, p. 40.

State Department, U.S. Government. 2011 (August 26). *Final Environmental Impact Statement for the Keystone XL Project*. [En ligne], http://keystonepipeline-xl.state.gov/archive/dos_docs/feis/. Consulté le 21 avril 2013.

State Department, U.S. Government. 2013 (March 1). *Draft Supplemental Environmental Impact Statement for the Keystone XL Project*. [En ligne], < <http://keystonepipeline-xl.state.gov/documents/organization/205720.pdf> >. Consulté le 21 avril 2013.

State Department, U.S. Government. 2011. « Project Updates ». *Keystone XL Pipeline Project*. [En ligne], <<http://keystonepipeline-xl.state.gov/archive/c51958.htm>>. Consultée le 27 septembre 2012.

State Department, U.S. Government. 2011. «Environmental Impacts Statement: Executive Summary». 26 août. 27 p.

Thacher, David et Martin Rein. 2004. « Managing Value Conflict in Public Policy ». *Governance: An International Journal of Policy, Administration and Institutions*, vol. 17, no 4, p. 457-486.

TransCanada. 2010. « U.S. Pipeline Contractors Association and Unions Pledge their Support for Keystone XL Project », 14 septembre, Calgary. [En ligne], <<http://www.transcanada.com/5493.html>>. Consulté le 1er octobre 2012.

TransCanada Keystone Pipeline, L.P. 2008. « TransCanada Keystone Pipeline, LP Application for Presidential Permit ». [En ligne], <<http://www.sierraclub.org/environmentallaw/tarsands/pipeline-keystone/state-dept-permit-process/Keystone%20Permit%20App.pdf>>. Consulté le 1^{er} octobre 2012.

White House. 2011 (30 mars). «*Blueprint for a More Secure Energy Future: Fact Sheet*». [En ligne], < <http://www.whitehouse.gov/blog/2011/03/30/obama-administration-s-blueprint-secure-energy-future> >. Consulté le 20 avril 2013.

Yarnell, Steven M. 1985. « Frame Analysis ». *Psychology and Marketing*, vol. 2, no 1, p. 31-39.

Yergin, Daniel. 2006. « Ensuring Energy Security ». *Foreign Affairs*, vol. 85, no 2 (mars-avril), p. 69-82.

Yergin, Daniel. 1993. *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money, & Power*. New York: Free Press, 928 p.

Yergin, Daniel. 2011. *The Quest: Energy, Security, and the Remaking of the Modern World*. New York: Penguin Press HC, 816 p.

Yetiv, S. A. (2004). Exploring Foreign Policy : U.S. Decision-Making & the Persian Gulf War. Baltimore, The Johns Hopkins University Press, p. 156-184.